



Québec, le 5 mai 2025



Bonjour,

Conformément aux dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après la Loi sur l'accès), nous donnons suite à votre demande reçue le 14 mars 2025 par courriel.

Votre demande vise à obtenir les documents suivants :

1. « Les documents-cadres, politiques et/ou lignes qui viennent encadrer l'organisation de l'événement DuoEmploi ainsi que les ententes du ministère avec le ROSEPH et le CPQ
2. Le nombre de personnes, par année, qui ont soumis leur candidature comme stagiaire et le nombre de personnes retenues.
3. Leurs profils ventilés par tranche d'âge, type d'incapacité, genre et niveau d'éducation
4. Le nombre d'entreprises, organismes ou ministère, par année, qui ont accueilli des stagiaires dans le cadre de l'initiative DuoEmploi, ainsi que leur profil selon le secteur d'activité
5. La nature des stages effectués (type de poste et tâches)
6. Les suivis effectués avec les stagiaires après le déroulement de l'événement
7. Le taux de personnes qui intègrent leur milieu de stage suite à l'événement
8. Les bilans, rapports et tout autre document produit dans le cadre de l'organisation de ce programme
9. Les sommes allouées, par année, pour l'organisation, le déroulement et la publicisation de cet événement. »

Les secteurs du Ministère concernés ont procédé au repérage des documents.

Au terme de ces recherches, nous vous communiquons les documents qui répondent à votre demande. Toutefois, certains renseignements ont été protégés puisqu'ils constituent des renseignements personnels confidentiels.

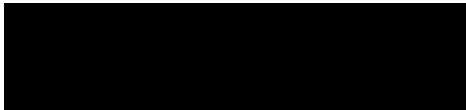
... 2

Veuillez prendre note qu'aucun document n'a été repéré pour répondre au point 6 de votre demande.

Cette décision s'appuie sur les articles 1, 53, 54, 55, 57 et 59 de la Loi sur l'accès (Annexe 1).

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de celle-ci. Nous joignons une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer nos salutations distinguées.



Marie-Michèle Genest
Secrétaire générale adjointe
Responsable ministérielle de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 3

Annexe 1

Extraits de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents : écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants :

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgateion, de non-publication ou de non-diffusion.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

55. Un renseignement personnel qui a un caractère public en vertu de la loi n'est pas soumis aux règles de protection des renseignements personnels prévues par le présent chapitre. N'est pas non plus soumis à ces règles un renseignement personnel qui concerne l'exercice par la personne concernée d'une fonction au sein d'une entreprise, tel que son nom, son titre et sa fonction, de même que l'adresse, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone de son lieu de travail.

Cependant, un organisme public qui détient un fichier de tels renseignements peut en refuser l'accès, en tout ou en partie, ou n'en permettre que la consultation sur place si le responsable a des motifs raisonnables de croire que les renseignements seront utilisés à des fins illégitimes.

57. Les renseignements personnels suivants ont un caractère public :

1° le nom, le titre, la fonction, la classification, le traitement, l'adresse, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone du lieu de travail d'un membre d'un organisme public, de son conseil d'administration ou de son personnel de direction et, dans le cas d'un ministère, d'un sous-ministre, de ses adjoints et de son personnel d'encadrement;

2° le nom, le titre, la fonction, l'adresse, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone du lieu de travail et la classification, y compris l'échelle de traitement rattachée à cette classification, d'un membre du personnel d'un organisme public;

3° un renseignement concernant une personne en sa qualité de partie à un contrat de services conclu avec un organisme public, ainsi que les conditions de ce contrat;

4° le nom et l'adresse d'une personne qui bénéficie d'un avantage économique conféré par un organisme public en vertu d'un pouvoir discrétionnaire et tout renseignement sur la nature de cet avantage;

5° le nom et l'adresse de l'établissement du titulaire d'un permis délivré par un organisme public et dont la détention est requise en vertu de la loi pour exercer une activité ou une profession ou pour exploiter un commerce.

Toutefois, les renseignements personnels prévus au premier alinéa n'ont pas un caractère public si leur divulgation est de nature à nuire ou à entraver le travail d'une personne ou d'un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime. De même, les renseignements personnels visés aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa n'ont pas un caractère public dans la mesure où la communication de cette information révélerait un renseignement dont la communication doit ou peut être refusée en vertu de la section II du chapitre II.

En outre, les renseignements personnels prévus au paragraphe 2° ne peuvent avoir pour effet de révéler le traitement d'un membre du personnel d'un organisme public.

59. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée. Ce consentement doit être manifesté de façon expresse dès qu'il s'agit d'un renseignement personnel sensible.

Toutefois, il peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent :

1° au procureur de cet organisme si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer, ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

2° au procureur de cet organisme, ou au procureur général lorsqu'il agit comme procureur de cet organisme, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire autre qu'une procédure visée dans le paragraphe 1°;

3° à une personne ou à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

4° à une personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée;

5° (*paragraphe abrogé*);

6° (*paragraphe abrogé*);

7° (*paragraphe abrogé*);

8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 63.8, 66, 67, 67.1, 67.2, 67.2.1 et 68;

9° à une personne impliquée dans un événement ayant fait l'objet d'un rapport par un corps de police ou par une personne ou un organisme agissant en application d'une loi qui exige un rapport de même nature, lorsqu'il s'agit d'un renseignement sur l'identité de toute autre personne qui a été impliquée dans cet événement, sauf s'il s'agit d'un témoin, d'un dénonciateur ou d'une personne dont la santé ou la sécurité serait susceptible d'être mise en péril par la communication d'un tel renseignement.

Pour l'application de la présente loi, un renseignement personnel est sensible lorsque, de par sa nature notamment médicale, biométrique ou autrement intime, ou en raison du contexte de son utilisation ou de sa communication, il suscite un haut degré d'attente raisonnable en matière de vie privée.

Documents qui répondent aux points suivants de la demande :

1- « Les documents-cadres, politiques et/ou lignes qui viennent encadrer l'organisation de l'événement DuoEmploi ainsi que les ententes du ministère avec le ROSEPH et le CPQ. »

9- « Les sommes allouées, par année, pour l'organisation, le déroulement et la publicisation de cet événement. »

Note – La forme masculine utilisée dans ce formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes lorsque le contexte s'y prête.

Numéro de l'entente : 798307-1

☒ Entente originale

☐ Numéro de la modification :

Identification des parties

☐ Individu / travailleur autonome

☐ Entreprise privée à but lucratif

☐ Coopérative

☒ Organisme à but non lucratif (OBNL)

☐ Organisme public ou parapublic

LE SUBVENTIONNÉ

Nom	REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES				
Adresse	Numéro	Rue, rang ou case postale	Bureau		
	1274	rue Jean-Talon Est	204		
	Ville, village ou municipalité	Code postal	Téléphone	Poste	Télécopieur
	Montréal	H2R 1W3	438 798-0788		514 721-0937

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 1162384011

☒ Mandataire d'un regroupement ou d'une table *ad hoc*

☐ Organisme-délégué (MFOR-entreprises)

Représenté par	Nom de famille	Prénom
	Giulione	Joseph
	Fonction	
	Président	
	Courriel	info@roseph.ca

Représenté par	Nom de famille	Prénom
	Fonction	
	Courriel	

dûment autorisé pour les présentes, en vertu d'une résolution du conseil d'administration, s'il y a lieu, dont copie certifiée conforme demeure annexée à cette entente.

LE MINISTRE

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour et au nom du gouvernement du Québec

Représenté par*	Nom de famille	Prénom
	Tremblay	Roger
	Fonction	
Personne-ressource	SMA E-Q et secrétaire gén. de la CPMT	
	Nom de famille	Prénom
	DORE-KEBE	IDRISSA
	Fonction	
	Conseiller DMSE	
	Nom de l'unité administrative	
	Dir.gén.adj.implan./gestion opér.	
Téléphone	Poste	Télécopieur
	418 646-0425	
Courriel	Adresse	
	425 RUE JACQUES-PARIZEAU 1ER QUÉBEC QC G1R 4Z1	
	Idrissa.Dore-Kebe@mtess.gouv.qc.ca	

dûment autorisé à cet effet, ci-après désigné « EMPLOI-QUÉBEC ».

* Personne autorisée à signer l'entente selon les modalités de signature de certains documents du Ministère.

Les parties conviennent de ce qui suit :**1. Objet de l'entente**

- | | |
|----------------------------|---------------------------------|
| ► Mesure : | ► Volet/activité : |
| Concertation pour l'emploi | 1. Table ad hoc de concertation |

► Description sommaire des activités du projet (description détaillée à l'annexe A) :

Mandat visant l'organisation et la tenue du projet de partenariat DuoEmploi qui vise la réalisation de stages exploratoires pour les personnes handicapées du 1er au 7 novembre 2021.

► Nombre d'employés visés :

► Activité 1 Titre : Table ad hoc de concertation

• Résultats attendus

- Création d'un logo propre à l'événement, qui pourra être utilisé à chaque édition
- Mobilisation des acteurs (entreprise, organismes, intervenants, etc.) afin d'augmenter l'intégration en emploi des personnes handicapées.
- Réalisation d'environ 250 stages exploratoires durant la semaine du 1er au 7 novembre 2021.

• Frais généraux

Types/description

Montants

/ Honoraires admissibles de services professionnels	254 040,00 \$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$

2. Contribution des parties**2.1 Contribution financière maximale**

- Le SUBVENTIONNÉ contribue à 5,00 % des frais engagés en vertu de cette entente, soit : 13 370,53
- EMPLOI-QUÉBEC contribue à 95,00 % des frais engagés en vertu de cette entente, soit : + 254 040,00
- Total des contributions financières des parties : = 267 410,53 \$

2.2 Répartition de la subvention d'EMPLOI-QUÉBEC

	MONTANT À VERSER DURANT L'ANNÉE EN COURS	MONTANT REPORTÉ SUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES		
		ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3 et suivantes
Frais généraux	254 040,00			
TOTAUX	254 040,00 \$			

2.3 Contribution autre que financière**3. Modalités de versement**

- Les versements ne seront effectués que sur l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.
- Documents pouvant être requis pour recevoir les versements (états financiers, rapports d'étape, données statistiques, rapports d'évaluation, suivi des résultats attendus, plan de communication et plan d'activités montrant la contribution d'EMPLOI-QUÉBEC ou du gouvernement du Québec, etc.) :

Budget réel, livrables prévus à l'Annexe A selon l'avancée du projet, factures justifiant les dépenses.

Un rapport faisant état des résultats, des constats et des recommandations pour une prochaine édition devra être remis après la tenue du DuoEmploi.

► Commentaires

*Exceptionnellement, les frais sont admissibles depuis le 14 mai 2021, date où le projet a été autorisé. Des activités liées à l'organisation et la promotion de l'événement devaient se dérouler avant le début de l'entente.

- À la fin de l'entente, le dernier versement sera effectué dans les 60 jours suivant le dépôt et l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

4. Durée de l'entente

Cette entente entre en vigueur 21 juin 2021 et prend fin le 31 mars 2022.

5. Autres

- Les documents cochés suivants, figurant ci-dessous, font partie intégrante de cette entente. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et les avoir acceptés :

- ☒ Annexe A – « Description détaillée des activités »
- ☒ Annexe B – « Clauses générales de l'entente »
- ☐ Annexe C – « Postes subventionnés »
- ☐ Annexe D – « Engagement du subventionné à la protection des renseignements personnels »
- ☐ Annexe E – « Engagement des membres du personnel du subventionné à la protection des renseignements personnels »
- ☐ Annexe F – « Convention d'utilisation des services en ligne »
- ☒ Autres documents :

Dépôt du projet DuoEmploi version du 29 avril 2021 et budget prévisionnel en date du 27 mai 2021. Accord de regroupement et Annexe Clauses Spéciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux exemplaires.

3 sept 2021
Date

Le SUBVENTIONNÉ

Date

Le SUBVENTIONNÉ

Date

EMPLOI-QUÉBEC

Numéro de l'entente : 798307-1

Cette annexe vise à compléter et à préciser l'objet de l'entente de subvention :

- Objectifs et clientèle visée;
- Activités à réaliser ou services à rendre;
- Fonctions et tâches exécutées;
- Plan d'intervention (définition et modalités de suivi);
- Modalités particulières (clauses particulières, salaires des travailleurs, etc.);
- Données relatives au calcul du montant alloué (détail des coûts, fonds d'autres sources);
- **Tout autre élément jugé essentiel.**

Activité 1 Titre : Table ad hoc de concertation

Description détaillée de l'activité :

Description du projet : Réaliser la première édition de l'activité DuoEmploi durant l'année 2021.

Objectifs visés:

- Sensibiliser les entreprises à l'embauche de personnes handicapées (PH) en leur donnant l'occasion de découvrir cette main-d'œuvre disponible à l'emploi lors d'un stage exploratoire d'une journée.
- Permettre aux personnes handicapées de vivre une expérience de travail gratifiante dans des entreprises disposées à les accueillir et les accompagner.
- Valoriser l'embauche et promouvoir les mesures et services favorisant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Permettre la réalisation d'environ 250 stages exploratoires d'une journée

* Un accord de regroupement a été signé lequel désigne le ROSEPH comme mandataire du projet.

Mandat du ROSEPH:

- Mobiliser son réseau de clients via ses membres (SSMO-PH) et ses partenaires afin d'inviter les personnes handicapées à participer au DuoEmploi.
- Rédiger la documentation pertinente à la réalisation du projet (formulaires d'inscription, ententes de stage, etc.) et les soumettre au MTESS et au CPQ pour approbation.
- Coordonner les étapes de réalisation du projet dans toutes les régions du Québec: embauche d'un chargé de projet, mobilisation du réseau, établissements des contacts avec les entreprises et les participants, jumelage des candidatures, création des ententes de stages, réponse aux demandes d'information, suivis post événement, etc.
- Assurer la collaboration avec les bureaux de Services Québec, notamment par le biais des services aux individus et aux entreprises afin de procéder à un référencement, s'il y a lieu.
- Recueillir les candidatures des candidats et des entreprises et assurer la gestion des données recueillies lors des inscriptions et des échanges d'informations.
- Adapter et sécuriser leur site web ainsi que la conservation des données.
- Assurer la reddition de compte et le suivi des étapes du projet.

Rôle du CPQ (partenaire):

- Assurer la promotion auprès de son réseau d'entreprises et de partenaires en complémentarité avec la promotion effectuée par le MTESS;
- Participation à la coordination du projet selon l'entente avec le ROSEPH

Description des activités

- Le DuoEmploi se tiendra, dans toutes les régions du Québec, du 1er au 7 novembre 2021.
- Les PH pourront réaliser un stage d'une journée en entreprise, et les entreprises pourront accueillir un ou plusieurs stagiaires.
- Les inscriptions s'effectueront en contactant le ROSEPH par courriel ou téléphone.
- Une ligne sans frais sera mise en place et administrée par le mandataire.
- Des suivis seront réalisés auprès des stagiaires et des entreprises à court terme après le DuoEmploi pour recueillir leurs commentaires et valider leur intérêt à poursuivre vers une intégration en emploi.
- La promotion de l'événement sera réalisée en complémentarité par les 3 partenaires.

Coûts admissibles: frais de coordination par les 2 partenaires, salaire du/des chargés de projet, frais de promotion, frais pour adapter le site web et graphisme, frais pour la sécurité informatique, matériel, ligne téléphonique, frais de déplacement des participants s'il y a lieu, frais de gestion (maximum 10%), autres frais sous réserve de l'acceptation d'Emploi Québec.

Total du projet: 267 410\$

Financé à 95% par la mesure de Concertation pour l'emploi – volet Table ad hoc de concertation.

Part Emploi-Québec: 254 040\$

Part des partenaires: 13 370\$, soit 11071\$ pour le ROSEPH et 2299\$ pour le CPQ (en temps ou en espèce)

Livrables:

- Les résultats de participation pour tous les Duos par région-La liste des entreprises participantes, par région.
- Les factures relatives aux frais réclamés, suffisamment détaillées
- Le budget réel final précisant l'apport de chacun des partenaires.
- Un rapport avec les résultats, commentaires sommaires des participants et recommandations pour une prochaine édition.
- * les livrables pour la participation des PH doivent être anonymisés.



Note – La forme masculine utilisée dans ce formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes lorsque le contexte s’y prête.

Numéro de l’entente : 853215-1

- ☒ Entente originale
☐ Numéro de la modification :

Identification des parties

- ☐ Individu / travailleur autonome
☐ Entreprise privée à but lucratif
☐ Coopérative
- ☒ Organisme à but non lucratif (OBNL)
☐ Organisme public ou parapublic

LE SUBVENTIONNÉ

Nom	REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES				
Adresse	Numéro	Rue, rang ou case postale	Bureau		
	1274	rue Jean-Talon Est	204		
	Ville, village ou municipalité	Code postal	Téléphone	Poste	Télécopieur
	Montréal	H2R 1W3	438 798-0788		514 721-0937

Numéro d’entreprise du Québec (NEQ) 1162384011

- ☐ Mandataire d’un regroupement ou d’une table *ad hoc*
☐ Organisme-délégué (MFOR-entreprises)

Représenté par	Nom de famille	Prénom
	Marin	Laurence
	Fonction	
	Directrice générale	
	Courriel	
	Imarin@roseph.ca	

Représenté par	Nom de famille	Prénom
	Fonction	
	Courriel	

dûment autorisé pour les présentes, en vertu d’une résolution du conseil d’administration, s’il y a lieu, dont copie certifiée conforme demeure annexée à cette entente.

LE MINISTRE

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, pour et au nom du gouvernement du Québec

Représenté par*	Nom de famille	Prénom
	Tremblay	Roger
	Fonction	
	SMA E-Q et secrétaire gén. de la CPMT	

Personne-ressource	Nom de famille	Prénom	
	DORE-KEBE	IDRISSA	
	Fonction		
	Conseiller DMSE		
	Nom de l’unité administrative		
	Dir.gén.adj.opér.rég. et Métropole		
	Téléphone	Poste	Télécopieur
418 646-0425		514 864-8166	800 Place Victoria 29e étage Montréal, Qc H4Z 1B7
	Courriel		
	Idrissa.Dore-Kebe@mtess.gouv.qc.ca		

dûment autorisé à cet effet, ci-après désigné « EMPLOI-QUÉBEC ».

* Personne autorisée à signer l’entente selon les modalités de signature de certains documents du Ministère.

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Objet de l'entente

- Mesure :

Concertation pour l'emploi
- Volet/activité :

1. Support à l'exécution mesures actives-subvention

► Description sommaire des activités du projet (description détaillée à l'annexe A) :
Projet de partenariat visant l'organisation et la tenue du DuoEmploi du 1er au 7 juin 2022.

► Nombre d'employés visés :

► Activité 1 Titre : Support à l'exécution mesures actives-subvention

- Résultats attendus
 - Mobilisation des acteurs (entreprise, organismes, intervenants, etc.) afin d'augmenter l'intégration en emploi des personnes handicapées.
 - Réalisation d'environ 160 stages exploratoires durant la semaine du 1er au 7 juin 2022.

• Frais généraux

Types/description	Montants
/ Honoraires admissibles de services professionnels	250 000,00 \$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$
/	\$

2. Contribution des parties

- 2.1 Contribution financière maximale
- Le SUBVENTIONNÉ contribue à % des frais engagés en vertu de cette entente, soit :

- EMPLOI-QUÉBEC contribue à 100,00 % des frais engagés en vertu de cette entente, soit :

- Total des contributions financières des parties :
- + 250 000,00

= 250 000,00 \$

2.2 Répartition de la subvention d'EMPLOI-QUÉBEC

	MONTANT À VERSER DURANT L'ANNÉE EN COURS	MONTANT REPORTÉ SUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES		
		ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3 et suivantes
Frais généraux	250 000,00			
TOTAUX	250 000,00 \$			

2.3 Contribution autre que financière

3. Modalités de versement

- Les versements ne seront effectués que sur l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

► Documents pouvant être requis pour recevoir les versements (états financiers, rapports d'étape, données statistiques, rapports d'évaluation, suivi des résultats attendus, plan de communication et plan d'activités montrant la contribution d'EMPLOI-QUÉBEC ou du gouvernement du Québec, etc.) :
- Budget réel, livrables prévus à l'Annexe A selon l'avancée du projet, factures justifiant les dépenses.
Un rapport faisant état des résultats, des constats et des recommandations pour une prochaine édition devra être remis après la tenue du DuoEmploi.

- Commentaires
- *Exceptionnellement, les frais sont admissibles à partir du 1er avril 2022, le projet ayant été autorisé au mois de mars 2022. Des activités liées à l'organisation et la promotion de l'événement devaient se dérouler avant le début de l'entente.

- À la fin de l'entente, le dernier versement sera effectué dans les 60 jours suivant le dépôt et l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

4. Durée de l'entente

Cette entente entre en vigueur 10 mai 2022 et prend fin le 31 mars 2023 .

5. Autres

- Les documents cochés suivants, figurant ci-dessous, font partie intégrante de cette entente. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et les avoir acceptés :
- ☒ Annexe A – « Description détaillée des activités »

☒ Annexe B – « Clauses générales de l'entente »

☐ Annexe C – « Postes subventionnés »

☐ Annexe D – « Engagement du subventionné à la protection des renseignements personnels »

☐ Annexe E – « Engagement des membres du personnel du subventionné à la protection des renseignements personnels »

☐ Annexe F – « Convention d'utilisation des services en ligne »

☒ Autres documents :
- Budget prévisionnel du ROSEPH, annexe 1 clauses spéciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux exemplaires.

Date29 juin 2022

Le SUBVENTIONNÉ

Date

Le SUBVENTIONNÉ

Date

Signature numérique de Roger Tremblay
Date : 2022.06.22 06:51:08 -04'00'
EMPLOI-QUÉBEC

Numéro de l'entente : 853215-1

Cette annexe vise à compléter et à préciser l'objet de l'entente de subvention :

- Objectifs et clientèle visée;
- Activités à réaliser ou services à rendre;
- Fonctions et tâches exécutées;
- Plan d'intervention (définition et modalités de suivi);
- Modalités particulières (clauses particulières, salaires des travailleurs, etc.);
- Données relatives au calcul du montant alloué (détail des coûts, fonds d'autres sources);
- **Tout autre élément jugé essentiel.**

Activité 1 Titre : Support à l'exécution mesures actives-subvention

Description détaillée de l'activité :

Description du projet: Réaliser la 2e édition du DuoEmploi visant l'organisation de stages exploratoires d'une journée pour des personnes handicapées désireuses de vivre une expérience professionnelle dans des entreprises.

Objectifs visés:

- Sensibiliser les entreprises à l'embauche de personnes handicapées (PH) en leur donnant l'occasion de découvrir une main-d'œuvre disponible à l'emploi lors d'une journée de stage.
- Permettre aux personnes handicapées de vivre une expérience de travail gratifiante dans des entreprises disposées à les accueillir et les accompagner.
- Valoriser l'embauche de cette main-d'œuvre et promouvoir les mesures et services favorisant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Permettre la réalisation d'environ 160 stages exploratoires durant cette semaine du DuoEmploi.

****Malgré la présence de 2 partenaires, le ROSEPH est porteur du dossier et responsable de l'entente.**

Mandat du ROSEPH:

- Mobiliser son réseau afin d'inviter les personnes handicapées intéressées à participer au DuoEmploi.
- Coordonner les étapes de réalisation du projet: embauche des chargés de projet, établissements des contacts avec les entreprises et des PH, jumelage des candidatures, création des ententes de stages, réponse aux demandes d'information, suivis post événement, etc.
- Assurer la collaboration avec les bureaux de Services Québec, notamment par le biais des services aux individus et aux entreprises afin de procéder à un référencement, s'il y a lieu.
- Recueillir les candidatures et assurer la sécurité des données recueillies lors des inscriptions et des échanges d'informations.
- Assurer la reddition de compte et le suivi des étapes du projet.

***Précision :** Les formulaires recueillis seront détruits dès qu'ils auront été envoyé au ROSEPH, soit après chaque inscription en temps réel. Aucune donnée nominative ne sera conservée par le MTESS.

Rôle du CPQ (partenaire):

- Assurer la promotion auprès de son réseau d'entreprises et de partenaires en complémentarité avec la promotion effectuée par le MTESS;
- Participation à la coordination du projet selon l'entente établie avec le ROSEPH.

Description des activités

- L'activité se tiendra, dans toutes les régions du Québec, du 1er au 7 juin 2022.
- Les personnes handicapées pourront réaliser jusqu'à 3 stages d'un jour, et les entreprises pourront accueillir un ou plusieurs stagiaires.
- Les inscriptions se feront par formulaires électroniques, disponibles à partir de Québec.ca (via un serveur sécurisé) et seront ensuite envoyés au ROSEPH une fois complétés.
- Une ligne sans frais est mise en place et administrée par le ROSEPH.
- Des suivis seront réalisés auprès des stagiaires et des entreprises à court terme après le DuoEmploi pour recueillir leurs commentaires et valider leur intérêt à poursuivre vers une intégration en emploi.
- La promotion de l'événement sera réalisée en complémentarité par les 3 partenaires.

Coûts admissibles: frais de coordination du projet par les 2 partenaires, salaire des chargés de projet du ROSEPH, frais de promotion, frais pour ajustement du site web et graphisme, frais pour la sécurité informatique, matériel, ligne téléphonique, frais de déplacement des participants s'il y a lieu, frais de gestion (maximum 10%), autres frais sous réserve de l'acception d'Emploi Québec.

Subvention de 250 000\$, financée à 100% par la mesure de Concertation pour l'emploi – support à l'exécution des mesures actives, volet subvention.

Livrables:

- Les résultats de participation pour tous les Duos.
- La liste des entreprises participantes, par région.
- Les factures relatives aux frais réclamés, suffisamment détaillées
- Le budget réel final précisant l'apport de chacun des partenaires.
- Un rapport avec les résultats, commentaires sommaires des participants et recommandations pour une prochaine édition.
- * les livrables pour la participation des PH doivent être anonymisés.

Note – La forme masculine utilisée dans ce formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes lorsque le contexte s’y prête.

Numéro de l’entente :900642-1

- ☒ Entente originale
- ☐ Numéro de la modification :

Identification des parties

- ☐ Individu / travailleur autonome
- ☒ Organisme à but non lucratif (OBNL)
- ☐ Entreprise privée à but lucratif
- ☐ Organisme public ou parapublic
- ☐ Coopérative

LE SUBVENTIONNÉ

Nom

REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Adresse

Numéro

Rue, rang ou case postale

Bureau

1274rue Jean-Talon Est204

Ville, village ou municipalité

Code postal

Téléphone

Poste

Télécopieur

MontréalH2R 1W3438 798-0788514 721-0937

Numéro d’entreprise du Québec (NEQ)1162384011

- ☐ Mandataire d’un regroupement ou d’une table *ad hoc*
- ☐ Organisme-délégué (MFOR-entreprises)

Représenté par

Nom de famille

Prénom

MarinLaurence

Fonction

Directrice générale

Courriel

lmarin@roseph.ca

Représenté par

Nom de famille

Prénom

Fonction

Courriel

dûment autorisé pour les présentes, en vertu d’une résolution du conseil d’administration, s’il y a lieu, dont copie certifiée conforme demeure annexée à cette entente.

LE MINISTRE

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, pour et au nom du gouvernement du Québec

Représenté par*

Nom de famille

Prénom

TremblayRoger

Fonction

SMA E-Q et secrétaire gén. de la CPMT

Personne-ressource

Nom de famille

Prénom

BOILYFRANCOIS

Fonction

Conseiller DMSE

Nom de l’unité administrative

Dir.gén.adj.implan./gestion opér.

Téléphone

Poste

Télécopieur

Adresse

425 RUE JACQUES-PARIZEAU 1ER
QUÉBEC QC
G1R 4Z1

Courriel

Francois.Boily@mtess.gouv.qc.ca

dûment autorisé à cet effet, ci-après désigné « EMPLOI-QUÉBEC ».

* Personne autorisée à signer l’entente selon les modalités de signature de certains documents du Ministère.

Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale

EQ-6317 (09-2018)

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Objet de l'entente

► Mesure : Concertation pour l'emploi	► Volet/activité : 1. Support à l'exécution mesures actives-subvention
--	---

► Description sommaire des activités du projet (description détaillée à l'annexe A) :
Projet de partenariat visant l'organisation et la tenue du DuoEmploi du 1er au 7 juin 2023.

► Nombre d'employés visés :

► **Activité 1** **Titre :** Support à l'exécution mesures actives-subvention

- **Résultats attendus**

- Mobilisation des acteurs (entreprise, organismes, intervenants, etc.) afin d'augmenter l'intégration en emploi des personnes handicapées.
- Réalisation d'environ 160 stages exploratoires durant la semaine du 1er au 7 juin 2023.

- **Frais généraux**

[illegible]

2. Contribution des parties

2.1 Contribution financière maximale

- Le SUBVENTIONNÉ contribue à _____ % des frais engagés en vertu de cette entente, soit :

- EMPLOI-QUÉBEC contribue à 100,00 % des frais engagés en vertu de cette entente, soit :

- Total des contributions financières des parties :
- +

244 706,00

=

244 706,00 \$

2.2 Répartition de la subvention d'EMPLOI-QUÉBEC

	MONTANT À VERSER DURANT L'ANNÉE EN COURS	MONTANT REPORTÉ SUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES		
		ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3 et suivantes
Frais généraux	244 706,00			
TOTAUX	244 706,00 \$			

2.3 Contribution autre que financière

3. Modalités de versement

- Les versements ne seront effectués que sur l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

► Documents pouvant être requis pour recevoir les versements (états financiers, rapports d'étape, données statistiques, rapports d'évaluation, suivi des résultats attendus, plan de communication et plan d'activités montrant la contribution d'EMPLOI-QUÉBEC ou du gouvernement du Québec, etc.) :

Budget réel, livrables prévus à l'Annexe A selon l'avancée du projet, factures justifiant les dépenses.

Un rapport faisant état des résultats, des constats et des recommandations pour une prochaine édition devra être remis après la tenue du DuoEmploi.

Le remboursement du matériel informatique et mobilier nécessaire à l'exécution du mandat sera fait au prorata de son utilisation pour l'actuel mandat.
- Commentaires

*DUO-EMPLOI est un projet sous la responsabilité de la direction des politiques d'emploi et stratégies. Exceptionnellement, à leur demande, les frais sont admissibles à partir du 1er avril 2023, le projet ayant été autorisé au mois de mars 2023. Des activités liées à l'organisation et la promotion de l'événement devaient se dérouler avant le début de l'entente.

- À la fin de l'entente, le dernier versement sera effectué dans les 60 jours suivant le dépôt et l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

4. Durée de l'entente

Cette entente entre en vigueur 1 avril 2023 et prend fin le 31 mars 2024 .

5. Autres

- Les documents cochés suivants, figurant ci-dessous, font partie intégrante de cette entente. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et les avoir acceptés :
- ☒ Annexe A – « Description détaillée des activités »

☒ Annexe B – « Clauses générales de l'entente »

☐ Annexe C – « Postes subventionnés »

☐ Annexe D – « Engagement du subventionné à la protection des renseignements personnels »

☐ Annexe E – « Engagement des membres du personnel du subventionné à la protection des renseignements personnels »

☐ Annexe F – « Convention d'utilisation des services en ligne »

☐ Autres documents :

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux exemplaires.

2023-05-29

Date

Laurence Marin, directrice générale

Le SUBVENTIONNÉ

Date

Le SUBVENTIONNÉ

Date

EMPLOI-QUÉBEC

Numéro de l'entente : 900642-1

Cette annexe vise à compléter et à préciser l'objet de l'entente de subvention :

- Objectifs et clientèle visée;
- Activités à réaliser ou services à rendre;
- Fonctions et tâches exécutées;
- Plan d'intervention (définition et modalités de suivi);
- Modalités particulières (clauses particulières, salaires des travailleurs, etc.);
- Données relatives au calcul du montant alloué (détail des coûts, fonds d'autres sources);
- **Tout autre élément jugé essentiel.**

Activité 1 **Titre :** Support à l'exécution mesures actives-subvention

Description détaillée de l'activité :

Description du projet: Réaliser la 3e édition de DuoEmploi visant l'organisation de stages exploratoires d'une journée pour des personnes handicapées désireuses de vivre une expérience professionnelle dans des entreprises.

Objectifs visés:

- Sensibiliser les entreprises à l'embauche de personnes handicapées (PH) en leur donnant l'occasion de découvrir une main-d'œuvre disponible à l'emploi lors d'une journée de stage.
 - Permettre aux personnes handicapées de vivre une expérience de travail gratifiante dans des entreprises disposées à les accueillir et les accompagner.
 - Valoriser l'embauche de cette main-d'œuvre et promouvoir les mesures et services favorisant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
 - Permettre la réalisation d'environ 160 stages exploratoires durant cette semaine de DuoEmploi.
- **Malgré la présence de 2 partenaires, le ROSEPH est porteur du dossier et responsable de l'entente.**

Mandat du ROSEPH:

- Mobiliser son réseau afin d'inviter les personnes handicapées intéressées à participer à DuoEmploi.
 - Coordonner les étapes de réalisation du projet: embauche des chargés de projet, établissements des contacts avec les entreprises et des PH, jumelage des candidatures, création des ententes de stages, réponse aux demandes d'information, suivis post-  v  nement, etc.
 - Assurer la collaboration avec les bureaux de Services Québec, notamment par le biais des services aux individus et aux entreprises afin de procéder à un référencement, s'il y a lieu.
 - Recueillir et traiter les candidatures et assurer la sécurité des données recueillies lors des inscriptions et des échanges d'informations.
 - Assurer la reddition de compte et le suivi des étapes du projet.
- *Précision :** Les formulaires recueillis seront détruits dès qu'ils auront été envoyés au ROSEPH, soit après chaque inscription en temps réel. Aucune donnée nominative ne sera conservée par le MTESS.

Rôle du CPQ (partenaire):

- Assurer la promotion auprès de son réseau d'entreprises et de partenaires en complémentarité avec la promotion effectuée par le MESS;
- Participation à la coordination du projet selon l'entente établie avec le ROSEPH

Description des activités :

- DuoEmploi se tiendra, dans toutes les régions du Québec, du 1er au 7 juin 2023.
- Les personnes handicapées pourront réaliser jusqu'à 3 stages d'un jour, et les entreprises pourront accueillir un ou plusieurs stagiaires.
- Les inscriptions se feront par formulaires électroniques, disponibles à partir de Québec.ca (via un serveur sécurisé) et seront ensuite envoyés au ROSEPH une fois complétés.
- Une ligne sans frais est en place et administrée par le ROSEPH.
- Des suivis seront réalisés auprès des stagiaires et des entreprises à court terme après DuoEmploi pour recueillir leurs commentaires et valider leur intérêt à poursuivre vers une intégration en emploi.
- La promotion de l'  v  nement sera réalisée en complémentarité par les 3 partenaires.

Coûts admissibles: frais de coordination du projet par les 2 partenaires, salaire des chargés de projet du ROSEPH, frais de promotion, frais pour ajustement du site web et graphisme, frais pour la sécurité informatique, ligne téléphonique, frais de déplacement des participants s'il y a lieu, frais de gestion (maximum 10%), autres frais sous réserve de l'acception d'Emploi Québec.

Subvention de 250 000\$, financée à 100% par la mesure de Concertation pour l'emploi – support à l'exécution des mesures actives, volet subvention.

Livrables:

- Les résultats de participation pour tous les Duos.
 - La liste des entreprises participantes, par région.
 - Les factures relatives aux frais réclamés, suffisamment détaillées.
 - Le budget réel final précisant l'apport de chacun des partenaires.
 - Un rapport final avec les résultats, commentaires sommaires des participants et recommandations pour une prochaine édition.
- * les livrables pour la participation des PH doivent être anonymisés.**

Numéro de l'entente : 900642-1

En vertu de l'**Entente Canada-Québec relative au marché du travail**, certains renseignements consignés à votre dossier à EMPLOI-QUÉBEC peuvent être transmis au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada.

1. OBLIGATIONS

Le SUBVENTIONNÉ s'engage à :

- 1.1 réaliser toutes les activités prévues et à utiliser le montant versé exclusivement pour les activités décrites dans cette entente;
- 1.2 rembourser à EMPLOI-QUÉBEC, en vertu de l'article 86 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, et conformément aux règles de recouvrement qui y sont prévues, tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente ainsi que tout montant inutilisé;
- 1.3 fournir à EMPLOI-QUÉBEC, sur demande, toute pièce justificative, toute information ou tout document jugé pertinent par EMPLOI-QUÉBEC;
- 1.4 respecter les critères d'admissibilité à la mesure d'emploi durant toute la durée de cette entente;
- 1.5 respecter les lois et les règlements, les décrets et les conventions collectives qui sont applicables pendant la durée de l'entente et à ne pas déroger aux règles qui intéressent l'ordre public, notamment ne pas conseiller ni encourager un comportement illicite, criminel ou immoral;
- 1.6 mettre en œuvre et maintenir un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec lorsqu'il compte plus de 100 employés et qu'il reçoit une subvention d'EMPLOI-QUÉBEC de 100 000 \$ ou plus; toutefois, les organismes à but non lucratif ne sont pas assujettis à cette clause;
- 1.7 respecter toutes les directives administratives qui lui sont transmises par EMPLOI-QUÉBEC et qui sont liées à la mise en œuvre de cette entente;
- 1.8 collaborer entièrement avec EMPLOI-QUÉBEC et tenir compte de ses recommandations ou de ses instructions. Il s'engage à corriger toute situation qui risquerait, selon EMPLOI-QUÉBEC, de compromettre la mise en œuvre de l'entente et à remédier à tout défaut sur réception d'un avis écrit d'EMPLOI-QUÉBEC;
- 1.9 déclarer à EMPLOI-QUÉBEC toute autre source de financement ayant un rapport avec l'objet de la subvention;
- 1.10 informer EMPLOI-QUÉBEC s'il bénéficie d'un remboursement partiel ou total de la taxe de vente du Québec (TVQ) et de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et, le cas échéant, préciser le taux ou le montant dont il bénéficie;
- 1.11 informer immédiatement EMPLOI-QUÉBEC de tout changement de raison sociale, de structure juridique, de propriété ou de tout autre changement significatif portant sur la mise en œuvre de l'entente et le concernant ou concernant les membres du regroupement;
- 1.12 verser, le cas échéant, sa contribution financière selon les modalités prévues à la présente entente, à défaut de quoi il sera passible de poursuite devant le tribunal compétent;
- 1.13 favoriser la persévérance scolaire, notamment chez les jeunes, en accordant une attention particulière aux aspects suivants : à titre d'employeur, il valorise les études et la persévérance jusqu'à l'obtention d'un diplôme et il s'assure que les conditions de travail qu'il propose facilitent la réussite scolaire.

2. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le SUBVENTIONNÉ doit éviter toute situation qui mettrait ou serait susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et l'intérêt d'EMPLOI-QUÉBEC. Si une telle situation se présente, le SUBVENTIONNÉ doit immédiatement en informer EMPLOI-QUÉBEC qui peut, à sa discrétion, donner une directive lui indiquant comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier cette entente.

Cet article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de cette entente.

3. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ACCÈS À L'INFORMATION

- 3.1 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par EMPLOI-QUÉBEC, les renseignements personnels obtenus de ce dernier pour la mise en œuvre de la présente entente.

Le terme *renseignements personnels* désigne des renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent de l'identifier, selon la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

- 3.2 Le SUBVENTIONNÉ reconnaît le caractère confidentiel des renseignements personnels visés à l'article 3.1 et, à cette fin, sans restreindre la généralité de ce qui précède, s'engage :
 - a) à ne pas faire usage ou à permettre qu'il soit fait usage d'un document, quel qu'en soit le support, contenant tout renseignement visé par l'article 3.1 ou d'un renseignement apparaissant sur un tel document, à une fin autre que celle requise par la présente entente;
 - b) à interdire à quiconque n'est pas affecté à la mise en œuvre de la présente entente, de prendre connaissance d'un renseignement visé par l'article 3.1 ou d'un document, quel qu'en soit le support, contenant un tel renseignement;
 - c) à signer l'engagement prévu à l'annexe D et à faire signer, au préalable, à tout membre de son personnel impliqué dans la mise en œuvre de la présente entente, un engagement de confidentialité dont la teneur est conforme à celle apparaissant à l'annexe E. Cet engagement doit être mis à jour de façon continue;
 - d) à rendre disponible à EMPLOI-QUÉBEC, sur demande, copie de tous les engagements de confidentialité signés par les personnes visées au paragraphe c);
 - e) à prendre les mesures de sécurité nécessaires pour assurer la confidentialité de tout renseignement visé par l'article 3.1;
 - f) à informer immédiatement EMPLOI-QUÉBEC de tout manquement aux mesures de sécurité et de tout événement pouvant risquer de porter atteinte au caractère confidentiel de tout renseignement visé à l'article 3.1, dès qu'il en aura eu connaissance;
 - g) à informer et à diffuser auprès de son personnel les règles de sécurité ainsi que toute autre mesure additionnelle qui s'avérerait nécessaire pour assurer le caractère confidentiel des renseignements visés par l'article 3.1;
 - h) en cas de résiliation ou de **non-renouvellement** de la présente entente ou à son expiration, à ne conserver aucun document, quel qu'en soit le support, contenant un renseignement visé par l'article 3.1 ou un renseignement apparaissant sur un tel document, en les retournant à EMPLOI-QUÉBEC ou en procédant à **ses frais** à leur destruction selon une procédure établie par ce dernier;

Suite à la page suivante

Numéro de l'entente : 900642-1

3. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ACCÈS À L'INFORMATION (SUITE)

- 3.3 Dans les cas où le SUBVENTIONNÉ confie à un tiers la responsabilité d'activités ou de services prévus à la présente entente, le SUBVENTIONNÉ s'engage à exiger de ce tiers qu'il respecte les obligations prévues à la présente section concernant la protection des renseignements personnels au regard de tout renseignement visé par l'article 3.1 et qu'il signe un engagement de confidentialité conforme à celui **prévu par le SUBVENTIONNÉ à l'annexe D**. Le SUBVENTIONNÉ doit aussi exiger de ce tiers qu'il fasse signer à ses employés un engagement de confidentialité dont la teneur est conforme à celle apparaissant à l'annexe E.
- 3.4 L'expiration de la présente entente ne dégage aucunement le SUBVENTIONNÉ, ses employés ou un tiers qui a contracté avec lui pour la mise en œuvre de la présente entente, de leurs obligations ou engagements relatifs à la protection des renseignements personnels et visés à la présente section.
- 3.5 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à transmettre à EMPLOI-QUÉBEC toutes les demandes d'accès aux renseignements communiqués dans le cadre de la mise en œuvre de la présente entente.
- 3.6 Le SUBVENTIONNÉ autorise EMPLOI-QUÉBEC à rendre publique l'information relative à ses activités, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

4. RESPONSABILITÉS

- 4.1 Le SUBVENTIONNÉ assume seul la gestion du projet visé par cette entente et doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités.
- 4.2 Le SUBVENTIONNÉ ne peut conclure une entente ou un contrat au nom d'EMPLOI-QUÉBEC.
- 4.3 Le SUBVENTIONNÉ est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents, ses représentants ou ses sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de la mise en œuvre de cette entente, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement en vertu de cette entente.
- 4.4 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour EMPLOI-QUÉBEC contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite et autre procédure de toute personne en raison du ou des dommages ainsi causés.
- 4.5 Le SUBVENTIONNÉ doit notamment se conformer aux lois régissant les accidents du travail et à celles régissant les conditions de travail.
- 4.6 Le SUBVENTIONNÉ est seul responsable de toutes les déductions et de tous les versements prévus par la loi.
- 4.7 Le SUBVENTIONNÉ utilise un français correct et conforme au bon usage dans tous les textes produits en français pour des personnes ou des entreprises dans le cadre de la présente entente.

5. ENTENTE DE VISIBILITÉ

Le SUBVENTIONNÉ doit respecter les exigences qui figurent dans l'entente de visibilité transmise avec la présente entente.

6. ACCESSIBILITÉ DES SITES WEB

- 6.1 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à respecter les règles présentées dans le document *Standard sur l'accessibilité des sites Web (SGQRI 008 2.0)* en ce qui concerne tout site (site Web, intranet, extranet, etc.) ou tout contenu de site (section, page, etc.) mis en ligne dans le cadre de cette entente. Le document peut être consulté à l'adresse suivante : www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informatiques/AccessibiliteWeb/standard-access-web.pdf.
- 6.2 Le SUBVENTIONNÉ doit s'assurer de la compatibilité de tout site ou de tout contenu de site mis en ligne dans le cadre de cette entente avec les appareils mobiles (cellulaires et tablettes) les plus récents.
- 6.3 Le SUBVENTIONNÉ doit transmettre à EMPLOI-QUÉBEC, lorsqu'un site ou un contenu de site est mis en ligne pour un salon de l'emploi, l'information suivante : le nom de la plateforme utilisée, le cas échéant, le nombre d'utilisateurs qui se sont connectés durant l'événement, le nombre de pages vues.

7. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Le SUBVENTIONNÉ s'engage à remettre à EMPLOI-QUÉBEC, à sa demande, les biens, les meubles et le matériel acquis avec les montants alloués, conformément à cette entente.

8. COMPTABILITÉ, LIVRES ET REGISTRES

Le SUBVENTIONNÉ s'engage à :

- 8.1 effectuer une comptabilité séparée ou, à tout le moins, établir des postes comptables distincts dans ses livres et registres pour toutes les sommes reçues et toutes les dépenses effectuées dans le cadre de cette entente;
- 8.2 maintenir à jour, selon la comptabilité d'exercice, les registres et les livres comptables relatifs à la gestion de cette entente;
- 8.3 établir et tenir des comptes, des livres et des registres adéquats pour une saine gestion des fonds liés à la mise en œuvre de cette entente, incluant les engagements et les dépenses qui s'y rapportent, y compris notamment les factures, reçus, pièces justificatives et chèques payés;
- 8.4 mettre les livres et registres de gestion financière relatifs à cette entente à la disposition d'EMPLOI-QUÉBEC à des fins d'inspection et de vérification, et à fournir tout renseignement requis se rapportant à ces livres et registres.

9. VÉRIFICATION

- 9.1 EMPLOI-QUÉBEC peut procéder en tout temps à l'analyse des activités réalisées et des résultats obtenus par le SUBVENTIONNÉ et, en conséquence, le SUBVENTIONNÉ doit fournir, à la demande d'EMPLOI-QUÉBEC, l'information nécessaire au suivi et à l'évaluation.
- 9.2 Le Contrôleur des finances et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'ils jugent pertinents.

Suite à la page suivante



Numéro de l'entente : 900642-1

10. CONDITIONS DE FINANCEMENT

- 10.1 EMPLOI-QUÉBEC verse les sommes dues au SUBVENTIONNÉ, conformément à l'entente, sous réserve des conditions prévues aux présentes. Ces engagements sont cependant conditionnels à l'octroi, par le gouvernement, des crédits budgétaires nécessaires.
- 10.2 EMPLOI-QUÉBEC peut refuser d'effectuer un versement et peut réclamer tout montant payé qu'il juge non conforme aux dispositions de cette entente.
- 10.3 Le SUBVENTIONNÉ doit déclarer à EMPLOI-QUÉBEC s'il est redevable envers le ministère du Revenu du Québec d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale et déclarer l'exigibilité d'une telle dette qui pourrait survenir pendant la durée de l'entente*.
- 10.4 Conformément à la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002), lorsque le SUBVENTIONNÉ est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, EMPLOI-QUÉBEC doit, à moins d'avoir obtenu une exemption à cet effet, transmettre au ministre du Revenu, s'il le requiert, la totalité ou une partie du montant payable en vertu de cette entente afin que le ministre du Revenu puisse affecter, en tout ou en partie, ce montant au paiement de la dette du SUBVENTIONNÉ. Le SUBVENTIONNÉ est réputé avoir reçu le montant ainsi affecté au paiement de sa dette*.
- 10.5 Lorsque le SUBVENTIONNÉ peut bénéficier d'un remboursement partiel ou total de la TPS ou de la TVQ sur les biens ou services acquis pour la mise en œuvre de cette entente, le montant de ce remboursement ne fait pas partie des frais admissibles*.
- 10.6 Advenant le cas où le SUBVENTIONNÉ fait défaut de se conformer à un avis émis par EMPLOI-QUÉBEC, ce dernier peut suspendre les versements jusqu'au moment où le SUBVENTIONNÉ aura remédié à son défaut, à la satisfaction d'EMPLOI-QUÉBEC.
- 10.7 Advenant le cas où le SUBVENTIONNÉ reçoit une autre source de financement ayant un rapport avec l'objet de l'aide financière, EMPLOI-QUÉBEC se réserve le droit de diminuer ou d'annuler l'aide fournie et de réclamer les montants versés.

11. RÉSILIATION

- 11.1 Une partie peut résilier sans motif cette entente en expédiant à l'autre partie un avis de résiliation de 30 jours.
Le SUBVENTIONNÉ n'aura alors droit qu'au montant représentant la valeur des activités réalisées conformément à cette entente, à la date de résiliation de celle-ci, et devra rembourser, s'il y a lieu, à EMPLOI-QUÉBEC, tout montant inutilisé à la date de résiliation.
- 11.2 EMPLOI-QUÉBEC n'est tenu à aucune compensation ni indemnité en cas de résiliation.
- 11.3 En cas de faillite, liquidation, cession de biens ou de dissolution du SUBVENTIONNÉ, cette entente est résiliée automatiquement, sans délai.

12. CESSION

Les obligations et les droits contenus dans cette entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable d'EMPLOI-QUÉBEC.

13. MODIFICATION AU FINANCEMENT

EMPLOI-QUÉBEC se réserve le droit de modifier unilatéralement, au moyen d'un avis écrit, le montant de la subvention ou le pourcentage de la contribution, ainsi que les modalités de versement convenues.

14. AVIS

Tout avis requis en vertu de cette entente doit être donné par écrit. L'avis est réputé avoir été donné à l'autre partie s'il a été expédié par courrier recommandé à sa dernière adresse connue au Québec ou s'il lui a été livré par huissier ou messenger. S'il est adressé par courrier recommandé, l'avis est réputé avoir été reçu le troisième jour de sa date de mise à la poste. S'il est livré par huissier ou messenger, l'avis est réputé avoir été reçu le jour de sa livraison.

15. OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le SUBVENTIONNÉ qui a un établissement au Québec et qui est visé par des articles de la Charte de la langue française relatifs à la francisation des entreprises doit se conformer à ces articles pendant la durée de l'entente.

Un tel SUBVENTIONNÉ doit fournir à EMPLOI-QUÉBEC, selon sa situation, son attestation d'inscription, l'analyse de sa situation linguistique ou son certificat de francisation.

* Les ministères, les organismes publics ne sont pas assujettis aux clauses 10.3, 10.4 et 10.5.

La signature gouvernementale (Québec drapeau) est requise en tout temps

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale demande une visibilité minimale pour tout investissement qu'il consent, indépendamment du montant accordé. Tout organisme qui reçoit une subvention s'engage à respecter les exigences suivantes :

- accorder au gouvernement du Québec une visibilité équivalant à celle accordée à tout autre partenaire de même niveau;
- faire connaître la contribution du gouvernement du Québec par l'application de la signature gouvernementale dans les outils de communication conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV) (publicité, dépliant, brochure, affiche, site Web, etc.);
- faire approuver par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale les différents outils de communication où le logo du gouvernement apparaît, et ce, **dans un délai minimum de 10 jours ouvrables avant la date de publication**;
- autoriser qu'une annonce soit faite par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou son représentant au moyen d'un communiqué de presse ou d'une annonce publique faisant état de la participation financière du gouvernement du Québec, et attendre que cette annonce soit faite avant d'en faire mention publiquement;
- si l'organisme ou le promoteur organise une annonce publique à laquelle le ministre ou son représentant ne peuvent participer, mentionner l'aide financière du gouvernement du Québec et offrir la possibilité d'insérer un communiqué de presse du Ministère dans la pochette de presse ou d'insérer une citation du ministre dans le communiqué de presse du promoteur ou de l'organisme, **dans un délai minimum de 15 jours ouvrables avant la date de publication**;
- offrir la possibilité d'insérer un mot du ministre dans les documents de présentation de l'organisme, du projet ou de l'événement;
- inviter un représentant du gouvernement du Québec lors des activités protocolaires, s'il y a lieu (gala, remise de prix ou de médailles, etc.);
- accorder à un représentant du gouvernement du Québec un accès privilégié aux activités de l'organisme qui pourraient découler du projet ou de l'événement;
- mentionner la participation du gouvernement du Québec dans les communications relatives au bilan de l'organisme, du projet ou de l'événement;
- fournir des preuves de visibilité dans les 30 jours suivant le déroulement de l'activité (dans le cas des événements).

NORMES D'UTILISATION DE LA SIGNATURE GOUVERNEMENTALE

Le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV) (www.piv.gouv.qc.ca) impose des règles strictes quant à l'utilisation de la signature gouvernementale. Ainsi, il est obligatoire d'utiliser le logo officiel sur les outils de communication afin de souligner la participation financière du Ministère. Ce logo existe en trois versions :



Si l'outil de communication permet d'ajouter un hyperlien au logo, il doit mener vers Quebec.ca.

Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur de la zone de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



Coordonnée et validation du logo officiel

Pour poser toute question au sujet de l'application du Programme d'identification visuelle (PIV), obtenir un logo et faire vérifier la conformité de son insertion dans les outils de communication:

- Pour le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (FDRCMO), adressez-vous au partenaires@mtess.gouv.qc.ca;
- Pour toute autre demande, communiquez avec votre direction régionale.

Outils de communication	Éléments de visibilité	
	LOGO Québec 	MENTION
Communiqué de presse, conférence de presse (rappel : l'organisation doit aviser le MTESS 10 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	Oui	Oui <i>Avec la participation financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.</i> Cette mention doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead ») du communiqué.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Section du site Web des partenaires de l'organisation	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Publicité, vidéo ou information sur le Web et dans les médias sociaux	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Imprimés (affiche, dépliant)	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Radio	S. O.	Oui <i>Avec la participation financière du gouvernement du Québec</i>
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels)	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.

Note – La forme masculine utilisée dans ce formulaire désigne aussi bien les femmes que les hommes lorsque le contexte s’y prête.

Numéro de l’entente :932054-1

- ☒ Entente originale
- ☐ Numéro de la modification :

Identification des parties

- ☐ Individu / travailleur autonome
- ☒ Organisme à but non lucratif (OBNL)
- ☐ Entreprise privée à but lucratif
- ☐ Organisme public ou parapublic
- ☐ Coopérative

LE SUBVENTIONNÉ

Nom

REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Adresse

Numéro

Rue, rang ou case postale

Bureau

1274rue Jean-Talon Est204

Ville, village ou municipalité

Code postal

Téléphone

Poste

Télécopieur

MontréalH2R 1W3438 798-0788514 721-0937

Numéro d’entreprise du Québec (NEQ)1162384011

- ☐ Mandataire d’un regroupement ou d’une table *ad hoc*
- ☐ Organisme-délégué (MFOR-entreprises)

Représenté par

Nom de famille

Prénom

MarinLaurence

Fonction

Directrice générale

Courriel

lmarin@roseph.ca

Représenté par

Nom de famille

Prénom

Fonction

Courriel

dûment autorisé pour les présentes, en vertu d’une résolution du conseil d’administration, s’il y a lieu, dont copie certifiée conforme demeure annexée à cette entente.

LE MINISTRE

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, pour et au nom du gouvernement du Québec

Représenté par*

Nom de famille

Prénom

TremblayRoger

Fonction

SMA E-Q et secrétaire gén. de la CPMT

Personne-ressource

Nom de famille

Prénom

BOILYFRANCOIS

Fonction

Conseiller DMSE

Nom de l’unité administrative

Dir.gén.adj.implan./gestion opér.

Téléphone

Poste

Télécopieur

Adresse

425 RUE JACQUES-PARIZEAU 1ER
QUÉBEC QC
G1R 4Z1

Courriel

Francois.Boily@mess.gouv.qc.ca

dûment autorisé à cet effet, ci-après désigné « EMPLOI-QUÉBEC ».

* Personne autorisée à signer l’entente selon les modalités de signature de certains documents du Ministère.

Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale

EQ-6317 (09-2018)

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. Objet de l'entente

- | | |
|--|---|
| ► Mesure :
Concertation pour l'emploi | ► Volet/activité :
1. Support à l'exécution mesures actives-subvention |
|--|---|

- Description sommaire des activités du projet (description détaillée à l'annexe A) :
Projet de partenariat visant l'organisation et la tenue du DuoEmploi du 1er au 7 juin 2024.

- Nombre d'employés visés :

- **Activité 1** **Titre :** Support à l'exécution mesures actives-subvention

- **Résultats attendus**

- Mobilisation des acteurs (entreprises, organismes, intervenants etc.) afin d'accroître les inscriptions à DuoEmploi et l'offre de stages dans des milieux de travail diversifiés
- Réalisation de 205 stages exploratoires au cours de la Semaine québécoise des personnes handicapées, du samedi 1er juin au vendredi 7 juin 2024
- Après leur participation, validation de l'intérêt des stagiaires à poursuivre vers une intégration en emploi et de l'intérêt des entreprises à éventuellement recruter des personnes handicapées
- Honoraires admissibles : 228 830,00\$.
- Entente du 1er mars 2024 au 31 décembre 2024, le projet ayant été autorisé au mois de février 2024.

- **Frais généraux**

[illegible]

2. Contribution des parties

2.1 Contribution financière maximale

- Le SUBVENTIONNÉ contribue à _____ % des frais engagés en vertu de cette entente, soit :

- EMPLOI-QUÉBEC contribue à 100,00 % des frais engagés en vertu de cette entente, soit :

- Total des contributions financières des parties :
- +

228 830,00

=

228 830,00 \$

2.2 Répartition de la subvention d'EMPLOI-QUÉBEC

	MONTANT À VERSER DURANT L'ANNÉE EN COURS	MONTANT REPORTÉ SUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES		
		ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3 et suivantes
Frais généraux	91 532,00	137 298,00		
TOTAUX	91 532,00 \$	137 298,00 \$		

2.3 Contribution autre que financière

3. Modalités de versement

- Les versements ne seront effectués que sur l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

► Documents pouvant être requis pour recevoir les versements (états financiers, rapports d'étape, données statistiques, rapports d'évaluation, suivi des résultats attendus, plan de communication et plan d'activités montrant la contribution d'EMPLOI-QUÉBEC ou du gouvernement du Québec, etc.) :

Budget réel, livrables prévus à l'Annexe A selon l'avancée du projet, factures justifiant les dépenses.

Un rapport faisant état des résultats, des constats et des recommandations pour une prochaine édition devra être remis après la tenue du DuoEmploi.

Le remboursement du matériel informatique et mobilier nécessaire à l'exécution du mandat sera fait au prorata de son utilisation pour l'actuel mandat.

► Commentaires

- À la fin de l'entente, le dernier versement sera effectué dans les 60 jours suivant le dépôt et l'acceptation des pièces requises par EMPLOI-QUÉBEC.

4. Durée de l'entente

Cette entente entre en vigueur 1 mars 2024 et prend fin le 30 décembre 2024 .

5. Autres

- Les documents cochés suivants, figurant ci-dessous, font partie intégrante de cette entente. Les parties déclarent en avoir pris connaissance et les avoir acceptés :
- ☒ Annexe A – « Description détaillée des activités »

☒ Annexe B – « Clauses générales de l'entente »

☐ Annexe C – « Postes subventionnés »

☐ Annexe D – « Engagement du subventionné à la protection des renseignements personnels »

☐ Annexe E – « Engagement des membres du personnel du subventionné à la protection des renseignements personnels »

☐ Annexe F – « Convention d'utilisation des services en ligne »

☐ Autres documents :

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux exemplaires

04 mars 2024

Date

Laurence Marin, directrice générale

e SUBVENTIONNÉ

Date

Le SUBVENTIONNÉ

Date

EMPLOI-QUÉBEC

Numéro de l'entente : 932054-1

Cette annexe vise à compléter et à préciser l'objet de l'entente de subvention :

- Objectifs et clientèle visée;
- Activités à réaliser ou services à rendre;
- Fonctions et tâches exécutées;
- Plan d'intervention (définition et modalités de suivi);
- Modalités particulières (clauses particulières, salaires des travailleurs, etc.);
- Données relatives au calcul du montant alloué (détail des coûts, fonds d'autres sources);
- **Tout autre élément jugé essentiel.**

Activité 1 **Titre :** Support à l'exécution mesures actives-subvention

Description détaillée de l'activité :

Description du projet: Réaliser la 4e édition de DuoEmploi visant l'organisation de stages exploratoires d'une journée pour des personnes handicapées désireuses de vivre une expérience professionnelle dans des entreprises.

Objectifs visés:

- Sensibiliser les entreprises à l'embauche de personnes handicapées (PH) en leur donnant l'occasion de découvrir une main-d'œuvre disponible à l'emploi lors d'une journée de stage.
 - Permettre aux personnes handicapées de vivre une expérience de travail gratifiante dans des entreprises disposées à les accueillir et les accompagner.
 - Valoriser l'embauche de cette main-d'œuvre et promouvoir les mesures et services favorisant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
 - Permettre la réalisation d'environ 205 stages exploratoires durant cette semaine de DuoEmploi.
- **Malgré la présence de 2 partenaires, le ROSEPH est porteur du dossier et responsable de l'entente.**

Mandat du ROSEPH:

- Mobiliser son réseau afin d'inviter les personnes handicapées intéressées à participer à DuoEmploi.
 - Coordonner les étapes de réalisation du projet: embauche des chargés de projet, établissements des contacts avec les entreprises et des PH, jumelage des candidatures, création des ententes de stages, réponse aux demandes d'information, suivis post-événement, etc.
 - Assurer la collaboration avec les bureaux de Services Québec, notamment par le biais des services aux individus et aux entreprises afin de procéder à un référencement, s'il y a lieu.
 - Recueillir et traiter les candidatures et assurer la sécurité des données recueillies lors des inscriptions et des échanges d'informations.
 - Assurer la reddition de compte et le suivi des étapes du projet.
- *Précision :** Les formulaires recueillis seront détruits dès qu'ils auront été envoyés au ROSEPH, soit après chaque inscription en temps réel. Aucune donnée nominative ne sera conservée par le MESS.

Rôle du CPQ (partenaire):

- Assurer la promotion auprès de son réseau d'entreprises et de partenaires en complémentarité avec la promotion effectuée par le MESS;
- Participation à la coordination du projet selon l'entente établie avec le ROSEPH

Description des activités :

- DuoEmploi se tiendra, dans toutes les régions du Québec, du 1er au 7 juin 2024.
- Les personnes handicapées pourront réaliser jusqu'à 3 stages d'un jour, et les entreprises pourront accueillir un ou plusieurs stagiaires.
- Les inscriptions se feront par formulaires électroniques, disponibles à partir de Québec.ca (via un serveur sécurisé) et seront ensuite envoyés au ROSEPH une fois complétés.
- Une ligne sans frais est en place et administrée par le ROSEPH.
- Des suivis seront réalisés auprès des stagiaires et des entreprises à court terme après DuoEmploi pour recueillir leurs commentaires et valider leur intérêt à poursuivre vers une intégration en emploi.
- La promotion de l'événement sera réalisée en complémentarité par les 3 partenaires.

Coûts admissibles: frais de coordination du projet par les 2 partenaires, salaire des chargés de projet du ROSEPH, frais de promotion, frais pour ajustement du site web et graphisme, frais pour la sécurité informatique, ligne téléphonique, frais de déplacement des participants s'il y a lieu, frais de gestion (maximum 10%), autres frais sous réserve de l'acceptation d'Emploi Québec.

Subvention de 228 830\$, financée à 100% par la mesure de Concertation pour l'emploi – support à l'exécution des mesures actives, volet subvention.

Livrables:

- Les résultats de participation pour tous les Duos.
 - La liste des entreprises participantes, par région.
 - Les factures relatives aux frais réclamés, suffisamment détaillées.
 - Le budget réel final précisant l'apport de chacun des partenaires.
 - Un rapport final avec les résultats, commentaires sommaires des participants et recommandations pour une prochaine édition.
- * les livrables pour la participation des PH doivent être anonymisés.**

Numéro de l'entente : 932054-1

En vertu de l'**Entente Canada-Québec relative au marché du travail**, certains renseignements consignés à votre dossier à EMPLOI-QUÉBEC peuvent être transmis au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada.

1. OBLIGATIONS

Le SUBVENTIONNÉ s'engage à :

- 1.1 réaliser toutes les activités prévues et à utiliser le montant versé exclusivement pour les activités décrites dans cette entente;
- 1.2 rembourser à EMPLOI-QUÉBEC, en vertu de l'article 86 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, et conformément aux règles de recouvrement qui y sont prévues, tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente ainsi que tout montant inutilisé;
- 1.3 fournir à EMPLOI-QUÉBEC, sur demande, toute pièce justificative, toute information ou tout document jugé pertinent par EMPLOI-QUÉBEC;
- 1.4 respecter les critères d'admissibilité à la mesure d'emploi durant toute la durée de cette entente;
- 1.5 respecter les lois et les règlements, les décrets et les conventions collectives qui sont applicables pendant la durée de l'entente et à ne pas déroger aux règles qui intéressent l'ordre public, notamment ne pas conseiller ni encourager un comportement illicite, criminel ou immoral;
- 1.6 mettre en œuvre et maintenir un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec lorsqu'il compte plus de 100 employés et qu'il reçoit une subvention d'EMPLOI-QUÉBEC de 100 000 \$ ou plus; toutefois, les organismes à but non lucratif ne sont pas assujettis à cette clause;
- 1.7 respecter toutes les directives administratives qui lui sont transmises par EMPLOI-QUÉBEC et qui sont liées à la mise en œuvre de cette entente;
- 1.8 collaborer entièrement avec EMPLOI-QUÉBEC et tenir compte de ses recommandations ou de ses instructions. Il s'engage à corriger toute situation qui risquerait, selon EMPLOI-QUÉBEC, de compromettre la mise en œuvre de l'entente et à remédier à tout défaut sur réception d'un avis écrit d'EMPLOI-QUÉBEC;
- 1.9 déclarer à EMPLOI-QUÉBEC toute autre source de financement ayant un rapport avec l'objet de la subvention;
- 1.10 informer EMPLOI-QUÉBEC s'il bénéficie d'un remboursement partiel ou total de la taxe de vente du Québec (TVQ) et de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et, le cas échéant, préciser le taux ou le montant dont il bénéficie;
- 1.11 informer immédiatement EMPLOI-QUÉBEC de tout changement de raison sociale, de structure juridique, de propriété ou de tout autre changement significatif portant sur la mise en œuvre de l'entente et le concernant ou concernant les membres du regroupement;
- 1.12 verser, le cas échéant, sa contribution financière selon les modalités prévues à la présente entente, à défaut de quoi il sera passible de poursuite devant le tribunal compétent;
- 1.13 favoriser la persévérance scolaire, notamment chez les jeunes, en accordant une attention particulière aux aspects suivants : à titre d'employeur, il valorise les études et la persévérance jusqu'à l'obtention d'un diplôme et il s'assure que les conditions de travail qu'il propose facilitent la réussite scolaire.

2. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le SUBVENTIONNÉ doit éviter toute situation qui mettrait ou serait susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et l'intérêt d'EMPLOI-QUÉBEC. Si une telle situation se présente, le SUBVENTIONNÉ doit immédiatement en informer EMPLOI-QUÉBEC qui peut, à sa discrétion, donner une directive lui indiquant comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier cette entente.

Cet article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de cette entente.

3. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ACCÈS À L'INFORMATION

- 3.1 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par EMPLOI-QUÉBEC, les renseignements personnels obtenus de ce dernier pour la mise en œuvre de la présente entente.

Le terme *renseignements personnels* désigne des renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent de l'identifier, selon la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

- 3.2 Le SUBVENTIONNÉ reconnaît le caractère confidentiel des renseignements personnels visés à l'article 3.1 et, à cette fin, sans restreindre la généralité de ce qui précède, s'engage :
 - a) à ne pas faire usage ou à permettre qu'il soit fait usage d'un document, quel qu'en soit le support, contenant tout renseignement visé par l'article 3.1 ou d'un renseignement apparaissant sur un tel document, à une fin autre que celle requise par la présente entente;
 - b) à interdire à quiconque n'est pas affecté à la mise en œuvre de la présente entente, de prendre connaissance d'un renseignement visé par l'article 3.1 ou d'un document, quel qu'en soit le support, contenant un tel renseignement;
 - c) à signer l'engagement prévu à l'annexe D et à faire signer, au préalable, à tout membre de son personnel impliqué dans la mise en œuvre de la présente entente, un engagement de confidentialité dont la teneur est conforme à celle apparaissant à l'annexe E. Cet engagement doit être mis à jour de façon continue;
 - d) à rendre disponible à EMPLOI-QUÉBEC, sur demande, copie de tous les engagements de confidentialité signés par les personnes visées au paragraphe c);
 - e) à prendre les mesures de sécurité nécessaires pour assurer la confidentialité de tout renseignement visé par l'article 3.1;
 - f) à informer immédiatement EMPLOI-QUÉBEC de tout manquement aux mesures de sécurité et de tout événement pouvant risquer de porter atteinte au caractère confidentiel de tout renseignement visé à l'article 3.1, dès qu'il en aura eu connaissance;
 - g) à informer et à diffuser auprès de son personnel les règles de sécurité ainsi que toute autre mesure additionnelle qui s'avérerait nécessaire pour assurer le caractère confidentiel des renseignements visés par l'article 3.1;
 - h) en cas de résiliation ou de **non-renouvellement** de la présente entente ou à son expiration, à ne conserver aucun document, quel qu'en soit le support, contenant un renseignement visé par l'article 3.1 ou un renseignement apparaissant sur un tel document, en les retournant à EMPLOI-QUÉBEC ou en procédant à **ses frais** à leur destruction selon une procédure établie par ce dernier;

Suite à la page suivante



Numéro de l'entente : 932054-1

3. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ACCÈS À L'INFORMATION (SUITE)

- 3.3 Dans les cas où le SUBVENTIONNÉ confie à un tiers la responsabilité d'activités ou de services prévus à la présente entente, le SUBVENTIONNÉ s'engage à exiger de ce tiers qu'il respecte les obligations prévues à la présente section concernant la protection des renseignements personnels au regard de tout renseignement visé par l'article 3.1 et qu'il signe un engagement de confidentialité conforme à celui **prévu par le SUBVENTIONNÉ à l'annexe D**. Le SUBVENTIONNÉ doit aussi exiger de ce tiers qu'il fasse signer **à ses** employés un engagement de confidentialité dont la teneur est conforme à celle apparaissant à l'annexe E.
- 3.4 L'expiration de la présente entente ne dégage aucunement le SUBVENTIONNÉ, ses employés ou un tiers qui a contracté avec lui pour la mise en œuvre de la présente entente, de leurs obligations ou engagements relatifs à la protection des renseignements personnels et visés à la présente section.
- 3.5 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à transmettre à EMPLOI-QUÉBEC toutes les demandes d'accès aux renseignements communiqués dans le cadre de la mise en œuvre de la présente entente.
- 3.6 Le SUBVENTIONNÉ autorise EMPLOI-QUÉBEC à rendre publique l'information relative à ses activités, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

4. RESPONSABILITÉS

- 4.1 Le SUBVENTIONNÉ assume seul la gestion du projet visé par cette entente et doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités.
- 4.2 Le SUBVENTIONNÉ ne peut conclure une entente ou un contrat au nom d'EMPLOI-QUÉBEC.
- 4.3 Le SUBVENTIONNÉ est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents, ses représentants ou ses sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de la mise en œuvre de cette entente, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement en vertu de cette entente.
- 4.4 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour EMPLOI-QUÉBEC contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite et autre procédure de toute personne en raison du ou des dommages ainsi causés.
- 4.5 Le SUBVENTIONNÉ doit notamment se conformer aux lois régissant les accidents du travail et à celles régissant les conditions de travail.
- 4.6 Le SUBVENTIONNÉ est seul responsable de toutes les déductions et de tous les versements prévus par la loi.
- 4.7 Le SUBVENTIONNÉ utilise un français correct et conforme au bon usage dans tous les textes produits en français pour des personnes ou des entreprises dans le cadre de la présente entente.

5. ENTENTE DE VISIBILITÉ

Le SUBVENTIONNÉ doit respecter les exigences qui figurent dans l'entente de visibilité transmise avec la présente entente.

6. ACCESSIBILITÉ DES SITES WEB

- 6.1 Le SUBVENTIONNÉ s'engage à respecter les règles présentées dans le document *Standard sur l'accessibilité des sites Web (SGQRI 008 2.0)* en ce qui concerne tout site (site Web, intranet, extranet, etc.) ou tout contenu de site (section, page, etc.) mis en ligne dans le cadre de cette entente. Le document peut être consulté à l'adresse suivante : www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informatiques/AccessibiliteWeb/standard-access-web.pdf.
- 6.2 Le SUBVENTIONNÉ doit s'assurer de la compatibilité de tout site ou de tout contenu de site mis en ligne dans le cadre de cette entente avec les appareils mobiles (cellulaires et tablettes) les plus récents.
- 6.3 Le SUBVENTIONNÉ doit transmettre à EMPLOI-QUÉBEC, lorsqu'un site ou un contenu de site est mis en ligne pour un salon de l'emploi, l'information suivante : le nom de la plateforme utilisée, le cas échéant, le nombre d'utilisateurs qui se sont connectés durant l'événement, le nombre de pages vues.

7. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Le SUBVENTIONNÉ s'engage à remettre à EMPLOI-QUÉBEC, à sa demande, les biens, les meubles et le matériel acquis avec les montants alloués, conformément à cette entente.

8. COMPTABILITÉ, LIVRES ET REGISTRES

Le SUBVENTIONNÉ s'engage à :

- 8.1 effectuer une comptabilité séparée ou, à tout le moins, établir des postes comptables distincts dans ses livres et registres pour toutes les sommes reçues et toutes les dépenses effectuées dans le cadre de cette entente;
- 8.2 maintenir à jour, selon la comptabilité d'exercice, les registres et les livres comptables relatifs à la gestion de cette entente;
- 8.3 établir et tenir des comptes, des livres et des registres adéquats pour une saine gestion des fonds liés à la mise en œuvre de cette entente, incluant les engagements et les dépenses qui s'y rapportent, y compris notamment les factures, reçus, pièces justificatives et chèques payés;
- 8.4 mettre les livres et registres de gestion financière relatifs à cette entente à la disposition d'EMPLOI-QUÉBEC à des fins d'inspection et de vérification, et à fournir tout renseignement requis se rapportant à ces livres et registres.

9. VÉRIFICATION

- 9.1 EMPLOI-QUÉBEC peut procéder en tout temps à l'analyse des activités réalisées et des résultats obtenus par le SUBVENTIONNÉ et, en conséquence, le SUBVENTIONNÉ doit fournir, à la demande d'EMPLOI-QUÉBEC, l'information nécessaire au suivi et à l'évaluation.
- 9.2 Le Contrôleur des finances et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'ils jugent pertinents.

Suite à la page suivante



Numéro de l'entente : 932054-1

10. CONDITIONS DE FINANCEMENT

- 10.1 EMPLOI-QUÉBEC verse les sommes dues au SUBVENTIONNÉ, conformément à l'entente, sous réserve des conditions prévues aux présentes. Ces engagements sont cependant conditionnels à l'octroi, par le gouvernement, des crédits budgétaires nécessaires.
- 10.2 EMPLOI-QUÉBEC peut refuser d'effectuer un versement et peut réclamer tout montant payé qu'il juge non conforme aux dispositions de cette entente.
- 10.3 Le SUBVENTIONNÉ doit déclarer à EMPLOI-QUÉBEC s'il est redevable envers le ministère du Revenu du Québec d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale et déclarer l'exigibilité d'une telle dette qui pourrait survenir pendant la durée de l'entente*.
- 10.4 Conformément à la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002), lorsque le SUBVENTIONNÉ est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, EMPLOI-QUÉBEC doit, à moins d'avoir obtenu une exemption à cet effet, transmettre au ministre du Revenu, s'il le requiert, la totalité ou une partie du montant payable en vertu de cette entente afin que le ministre du Revenu puisse affecter, en tout ou en partie, ce montant au paiement de la dette du SUBVENTIONNÉ. Le SUBVENTIONNÉ est réputé avoir reçu le montant ainsi affecté au paiement de sa dette*.
- 10.5 Lorsque le SUBVENTIONNÉ peut bénéficier d'un remboursement partiel ou total de la TPS ou de la TVQ sur les biens ou services acquis pour la mise en œuvre de cette entente, le montant de ce remboursement ne fait pas partie des frais admissibles*.
- 10.6 Advenant le cas où le SUBVENTIONNÉ fait défaut de se conformer à un avis émis par EMPLOI-QUÉBEC, ce dernier peut suspendre les versements jusqu'au moment où le SUBVENTIONNÉ aura remédié à son défaut, à la satisfaction d'EMPLOI-QUÉBEC.
- 10.7 Advenant le cas où le SUBVENTIONNÉ reçoit une autre source de financement ayant un rapport avec l'objet de l'aide financière, EMPLOI-QUÉBEC se réserve le droit de diminuer ou d'annuler l'aide fournie et de réclamer les montants versés.

11. RÉSILIATION

- 11.1 Une partie peut résilier sans motif cette entente en expédiant à l'autre partie un avis de résiliation de 30 jours.
Le SUBVENTIONNÉ n'aura alors droit qu'au montant représentant la valeur des activités réalisées conformément à cette entente, à la date de résiliation de celle-ci, et devra rembourser, s'il y a lieu, à EMPLOI-QUÉBEC, tout montant inutilisé à la date de résiliation.
- 11.2 EMPLOI-QUÉBEC n'est tenu à aucune compensation ni indemnité en cas de résiliation.
- 11.3 En cas de faillite, liquidation, cession de biens ou de dissolution du SUBVENTIONNÉ, cette entente est résiliée automatiquement, sans délai.

12. CESSION

Les obligations et les droits contenus dans cette entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable d'EMPLOI-QUÉBEC.

13. MODIFICATION AU FINANCEMENT

EMPLOI-QUÉBEC se réserve le droit de modifier unilatéralement, au moyen d'un avis écrit, le montant de la subvention ou le pourcentage de la contribution, ainsi que les modalités de versement convenues.

14. AVIS

Tout avis requis en vertu de cette entente doit être donné par écrit. L'avis est réputé avoir été donné à l'autre partie s'il a été expédié par courrier recommandé à sa dernière adresse connue au Québec ou s'il lui a été livré par huissier ou messenger. S'il est adressé par courrier recommandé, l'avis est réputé avoir été reçu le troisième jour de sa date de mise à la poste. S'il est livré par huissier ou messenger, l'avis est réputé avoir été reçu le jour de sa livraison.

15. OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le SUBVENTIONNÉ qui a un établissement au Québec et qui est visé par des articles de la Charte de la langue française relatifs à la francisation des entreprises doit se conformer à ces articles pendant la durée de l'entente.

Un tel SUBVENTIONNÉ doit fournir à EMPLOI-QUÉBEC, selon sa situation, son attestation d'inscription, l'analyse de sa situation linguistique ou son certificat de francisation.

* Les ministères, les organismes publics ne sont pas assujettis aux clauses 10.3, 10.4 et 10.5.

La signature gouvernementale (Québec drapeau) est requise en tout temps

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale demande une visibilité minimale pour tout investissement qu'il consent, indépendamment du montant accordé. Tout organisme qui reçoit une subvention s'engage à respecter les exigences suivantes :

- accorder au gouvernement du Québec une visibilité équivalant à celle accordée à tout autre partenaire de même niveau;
- faire connaître la contribution du gouvernement du Québec par l'application de la signature gouvernementale dans les outils de communication conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV) (publicité, dépliant, brochure, affiche, site Web, etc.);
- faire approuver par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale les différents outils de communication où le logo du gouvernement apparaît, et ce, **dans un délai minimum de 10 jours ouvrables avant la date de publication**;
- autoriser qu'une annonce soit faite par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou son représentant au moyen d'un communiqué de presse ou d'une annonce publique faisant état de la participation financière du gouvernement du Québec, et attendre que cette annonce soit faite avant d'en faire mention publiquement;
- si l'organisme ou le promoteur organise une annonce publique à laquelle le ministre ou son représentant ne peuvent participer, mentionner l'aide financière du gouvernement du Québec et offrir la possibilité d'insérer un communiqué de presse du Ministère dans la pochette de presse ou d'insérer une citation du ministre dans le communiqué de presse du promoteur ou de l'organisme, **dans un délai minimum de 15 jours ouvrables avant la date de publication**;
- offrir la possibilité d'insérer un mot du ministre dans les documents de présentation de l'organisme, du projet ou de l'événement;
- inviter un représentant du gouvernement du Québec lors des activités protocolaires, s'il y a lieu (gala, remise de prix ou de médailles, etc.);
- accorder à un représentant du gouvernement du Québec un accès privilégié aux activités de l'organisme qui pourraient découler du projet ou de l'événement;
- mentionner la participation du gouvernement du Québec dans les communications relatives au bilan de l'organisme, du projet ou de l'événement;
- fournir des preuves de visibilité dans les 30 jours suivant le déroulement de l'activité (dans le cas des événements).

NORMES D'UTILISATION DE LA SIGNATURE GOUVERNEMENTALE

Le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV) (www.piv.gouv.qc.ca) impose des règles strictes quant à l'utilisation de la signature gouvernementale. Ainsi, il est obligatoire d'utiliser le logo officiel sur les outils de communication afin de souligner la participation financière du Ministère. Ce logo existe en trois versions :



Deux couleurs



Monochrome



Inversée

Si l'outil de communication permet d'ajouter un hyperlien au logo, il doit mener vers Quebec.ca.

Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur de la zone de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



Coordonnée et validation du logo officiel

Pour poser toute question au sujet de l'application du Programme d'identification visuelle (PIV), obtenir un logo et faire vérifier la conformité de son insertion dans les outils de communication:

- Pour le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (FDRCMO), adressez-vous au partenaires@mtess.gouv.qc.ca;
- Pour toute autre demande, communiquez avec votre direction régionale.

Outils de communication	Éléments de visibilité	
	LOGO Québec 	MENTION
Communiqué de presse, conférence de presse (rappel : l'organisation doit aviser le MTESS 10 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	Oui	Oui <i>Avec la participation financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.</i> Cette mention doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead ») du communiqué.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Section du site Web des partenaires de l'organisation	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Publicité, vidéo ou information sur le Web et dans les médias sociaux	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Imprimés (affiche, dépliant)	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.
Radio	S. O.	Oui <i>Avec la participation financière du gouvernement du Québec</i>
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels)	Oui	Oui La mention introduisant le logo <i>Avec la participation financière de :</i> peut être enlevée si le logo est intégré dans une section partenaire.

Numéro d'entente

980456-1

Numéro d'entreprise du Québec
(NEQ) 1162384011

- ☐ Entreprise privée à but lucratif
- ☒ Organisme à but non lucratif
- ☒ Entente originale
- ☐ Coopérative
- ☐ Organisme public ou parapublic
- ☐ Modification n° :

L'ORGANISME

Nom	REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES		
Adresse	Numéro	Bureau	Rue
	83	302-B	Turgeon
	Ville, village ou municipalité		Code postal
	Sainte-Thérèse		J7E3H7
	Courriel	Téléphone	Télécopieur
	Lmarin@roseph.ca	5146688295	
Représenté par	Nom	Fonction	
	Laurence Marin	Directrice générale	
	Nom	Fonction	

S'il s'agit d'un organisme à but non lucratif, son représentant est dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont une copie certifiée est déposée au dossier, et ci-après désigné l'« ORGANISME ».

LA MINISTRE

Représentée par*	Nom	Fonction
	Francis Gauthier	SMA Secteur de l'emploi et secrétaire gén. de la CPMT

Dûment autorisé à cet effet, ci-après désigné « SERVICES QUÉBEC ».

* Personne autorisée à signer l'entente selon les modalités de signature de certains documents du Ministère.

Territoire	Région
National	Montréal – Île de Montréal

1. Nom de la mesure et description des services offerts et de la clientèle visée

► Nom de la mesure : Concertation pour l'emploi - Volet Support à l'exécution des mesures actives - Entente de soutien financier

► Description sommaire des services offerts et de la clientèle visée. La description détaillée se trouve à l'annexe A. Projet de partenariat visant l'organisation et la tenue du DuoEmploi du 1er au 7 juin 2025.

2. Résultats attendus

-Mobilisation des acteurs (entreprises, organismes, intervenants etc.) afin d'accroître les inscriptions à DuoEmploi et l'offre de stages dans des milieux de travail diversifiés

-Réalisation de 225 stages exploratoires au cours de la Semaine québécoise des personnes handicapées, du 1er au 7 juin 2025

-Après leur participation, validation de l'intérêt des stagiaires à poursuivre vers un emploi.

3. Contribution financière et modalités de versement

Coût global :

ou Coût maximal (voir budget en annexe) :

Coût total (coût avant les taxes de vente applicables, voir annexe B) : Montant maximal : 270 322,68 \$

SERVICES QUÉBEC s'engage à effectuer les versements à l'ORGANISME selon les modalités suivantes :

► Les versements seront effectués par tranches sur une base mensuelle, trimestrielle ou autre, ainsi que sur présentation et acceptation d'une demande de versement.

► À la fin de l'entente, un montant minimal de 5 % de la valeur totale de l'engagement est retenu pour assurer le respect de l'entente et le dépôt des rapports appropriés par l'ORGANISME.

Modalités de versement

La description des modalités de versement se trouve à l'annexe A.

Le versement des montants accordés sera réalisé en vertu du budget présenté et sous présentation des pièces justificatives

4. Documents requis pour recevoir les versements

(Ex. : rapport d'activité, rapport d'étape, prévisions budgétaires, données statistiques, rapport financier détaillé, rapport d'évaluation des résultats attendus, etc.)

Nature des documents requis	Date de dépôt des documents requis
Voir annexe A	Voir annexe A

5. Durée de l'entente

La présente entente entre en vigueur le 22 janvier 2025 et prend fin le 31 décembre 2025, à l'exception des articles 4, 8.2, 10.1 et 10.2 de l'annexe B et des dispositions de l'annexe C, lesquels continuent de s'appliquer malgré l'expiration ou la résiliation de cette entente.

La présente entente ne se renouvelle pas tacitement.

6. Annexes et formulaire

Les documents mentionnés ci-après font partie intégrante de la présente entente :

☒ Annexe A – Description des services offerts, de la clientèle visée, des résultats attendus et autres modalités;

☒ Annexe B – Clauses générales;

☒ Annexe C – Engagement de l'ORGANISME à la protection des renseignements personnels;

☐

☒ Annexe D – Convention d'utilisation des services en ligne;

☐ Annexe E – Déclaration concernant les activités de lobbyisme;

☐ Annexe F – Programme d'obligation contractuelle – Égalité en emploi – Identification et engagement;

☐ Formulaire EQ-6315-02 – Montage financier.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux exemplaires :

2025-02-19		
Date	L'ORGANISME	Date
		2025-02-17
		Date
		SERVICES QUÉBEC

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Page 1

EQ-6315 (02-2023)

Numéro d'entente

980456-1

Cette annexe précise tous les aspects liés aux services offerts, à la clientèle visée, aux résultats attendus et aux autres modalités.

Description du projet: Réaliser la 5e édition de DuoEmploi visant l'organisation de stages exploratoires d'une journée pour des personnes handicapées désireuses de vivre une expérience professionnelle dans des entreprises.

Objectifs visés:

- Sensibiliser les entreprises à l'embauche de personnes handicapées (PH) en leur donnant l'occasion de découvrir une main-d'œuvre disponible à l'emploi lors d'une journée de stage.
 - Permettre aux personnes handicapées de vivre une expérience de travail gratifiante dans des entreprises disposées à les accueillir et les accompagner.
 - Valoriser l'embauche de cette main-d'œuvre et promouvoir les mesures et services favorisant l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
 - Permettre la réalisation de 225 stages exploratoires durant cette semaine de DuoEmploi.
- **Malgré la présence de 2 partenaires, le ROSEPH est porteur du dossier et responsable de l'entente.**

Mandat du ROSEPH:

- Mobiliser son réseau afin d'inviter les personnes handicapées intéressées à participer à DuoEmploi.
- Coordonner les étapes de réalisation du projet: embauche des chargés de projet, établissement des contacts avec les entreprises et des PH, jumelage des candidatures, création des ententes de stages, réponse aux demandes d'information, suivis post-événement, etc.
- Assurer la collaboration avec les bureaux de Services Québec, notamment par le biais des services aux individus et aux entreprises afin de procéder à un référencement, s'il y a lieu.
- Recueillir et traiter les candidatures et assurer la sécurité des données recueillies lors des inscriptions et des échanges d'informations.
- Assurer la reddition de compte et le suivi des étapes du projet, en produisant les documents requis dans les délais demandés.

***Précision :** Les formulaires recueillis seront détruits dès qu'ils auront été envoyés au ROSEPH, soit après chaque inscription en temps réel. Aucune donnée nominative ne sera conservée par le MESS.

Rôle du CPQ (partenaire):

- Assurer la promotion auprès de son réseau d'entreprises et de partenaires en complémentarité avec la promotion effectuée par le MESS;
- Participation à la coordination du projet selon l'entente établie avec le ROSEPH

Description des activités :

- DuoEmploi se tiendra, dans toutes les régions du Québec, du 1er au 7 juin 2025.
- Les personnes handicapées pourront réaliser jusqu'à 3 stages d'un jour, et les entreprises pourront accueillir un ou plusieurs stagiaires.
- Les inscriptions se feront par formulaires électroniques, disponibles à partir de Québec.ca (via un serveur sécurisé) et seront ensuite envoyés au ROSEPH une fois complétés.
- Une ligne sans frais est en place et administrée par le ROSEPH.
- Des suivis seront réalisés auprès des stagiaires et des entreprises à court terme après DuoEmploi pour recueillir leurs commentaires et valider leur intérêt à poursuivre vers une intégration en emploi.
- La promotion de l'événement sera réalisée en complémentarité par les 3 partenaires.

Coûts admissibles: frais de coordination du projet par les 2 partenaires, salaire des chargés de projet du ROSEPH, frais de promotion, frais pour ajustement du site web et graphisme, frais pour la sécurité informatique, ligne téléphonique, frais de déplacement des participants s'il y a lieu, frais de gestion (maximum 10%), autres frais sous réserve de l'acceptation d'Emploi Québec.

Subvention de 270 322,68\$, financée à 100% par la mesure de Concertation pour l'emploi – support à l'exécution des mesures actives, volet Entente de soutien financier.

Livrables:

- Les résultats de participation pour tous les Duos.
- La liste des entreprises participantes, par région.
- Les factures relatives aux frais réclamés, suffisamment détaillées.
- Le budget réel final précisant l'apport de chacun des partenaires.
- Un rapport final avec les résultats, commentaires sommaires des participants et recommandations pour une prochaine édition.

*** les livrables pour la participation des PH doivent être anonymisés.**

FIN DE L'ANNEXE A

En vertu de l'**Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail** certains renseignements consignés à votre dossier à SERVICES QUÉBEC peuvent être transmis à Emploi et Développement social Canada.

1. OBJET DE L'ENTENTE

SERVICES QUÉBEC s'engage à soutenir financièrement l'ORGANISME afin qu'il puisse offrir gratuitement à la clientèle les services professionnels spécialisés et adaptés décrits dans l'annexe A, conformément aux normes et aux directives administratives liées à l'application de la présente entente.

2. OBLIGATIONS

L'ORGANISME s'engage à :

- 2.1 respecter, pendant toute la durée de l'entente, les critères d'admissibilité à la mesure d'emploi visée par la présente entente. Il est possible d'obtenir de l'information sur ces critères, à partir de la page Guide des mesures et des services d'emploi : emploiquebec.gouv.qc.ca/guide-des-mesures-et-des-services-demploi/.
- 2.2 respecter les lois et les règlements en vigueur au Québec et ne pas déroger aux règles qui intéressent l'ordre public, notamment ne pas conseiller ou encourager un comportement illicite, criminel ou immoral;
- 2.3 respecter toutes les directives administratives transmises par SERVICES QUÉBEC liées à l'application de la présente entente;
- 2.4 transmettre à SERVICES QUÉBEC les renseignements requis pour indiquer les interventions effectuées auprès de sa clientèle;
- 2.5 rendre compte des résultats obtenus aux moments convenus à la présente entente;
- 2.6 constituer un dossier pour chaque personne bénéficiant des services offerts, lequel doit être conservé actif durant une période de deux ans après la date de résiliation ou d'expiration de la présente entente puis, lorsqu'il est devenu inactif, pour une période de cinq ans, sous réserve des dispositions prévues à l'annexe C;
- 2.7 fournir à SERVICES QUÉBEC, sur demande, toute pièce justificative, toute information ou tout document relatifs à la présente entente;
- 2.8 ne pas être inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, la période de non-admissibilité aux contrats publics doit être terminée;
- 2.9 utiliser les montants reçus exclusivement pour les fins prévues à la présente entente.

3. CONFLIT D'INTÉRÊTS

L'ORGANISME s'engage à éviter toute situation qui mettrait ou serait susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de SERVICES QUÉBEC. Si une telle situation se présente, l'ORGANISME doit immédiatement en informer SERVICES QUÉBEC qui peut, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à l'ORGANISME comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente entente.

Cet article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de la présente entente et, de plus, n'a pas pour but d'empêcher l'ORGANISME de faire affaire avec une autre clientèle non visée par l'entente.

4. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

- 4.1 L'ORGANISME s'engage à respecter les obligations de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) relativement à la protection des renseignements personnels recueillis ou communiqués dans le cadre de l'exécution de la présente entente, lesquelles se trouvent à l'annexe C.
- 4.2 L'ORGANISME s'engage à signer l'annexe C ainsi que les formulaires qui y sont prévus, lesquels précisent les modalités devant être respectées.

5. RESPONSABILITÉS

- 5.1 L'ORGANISME assume seul la gestion des services visés par la présente entente et doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités.
- 5.2 L'ORGANISME ne peut conclure une entente ou un contrat au nom de SERVICES QUÉBEC.
- 5.3 L'ORGANISME doit s'assurer que son personnel et les personnes participant à la mesure sont couverts par une police d'assurance responsabilité civile pour la durée de la présente entente.
- 5.4 L'ORGANISME est seul responsable de tous les paiements et de toutes les déductions prévues par la loi.

6. PUBLICITÉ

- 6.1 Les activités de communication, les publications, les annonces publicitaires, les communiqués ainsi que les transmissions électroniques liés à la présente entente doivent indiquer clairement qu'une contribution financière du gouvernement du Québec a été versée dans le cadre de l'entente.
- 6.2 L'ORGANISME doit convenir avec SERVICES QUÉBEC du contenu des activités de communication, des publications, des annonces publicitaires, des communiqués ainsi que des transmissions électroniques, et ce, avant leur diffusion, en lui faisant parvenir une copie du matériel de communication produit.

7. FORCE MAJEURE

- 7.1 L'ORGANISME doit se doter d'un plan de continuité des activités en cas de pandémie ou de tout autre sinistre majeur, et doit le transmettre, sur demande, à SERVICES QUÉBEC.
- 7.2 Lorsque le plan de continuité des activités est à la satisfaction de SERVICES QUÉBEC, l'ORGANISME a droit aux versements prévus à la présente entente en cas de force majeure s'il est dans l'impossibilité absolue d'offrir les services à la clientèle.

8. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE DES BIENS

- 8.1 Advenant la dissolution de l'ORGANISME, les dispositions prévues à sa charte et relatives à la cession des biens s'appliquent. En l'absence de telles dispositions, les biens acquis dans le cadre de la présente entente devront être remis, sur demande, à SERVICES QUÉBEC.
- 8.2 L'ORGANISME devra en tout temps être en mesure d'identifier les biens acquis ainsi que les montants alloués à cette fin par SERVICES QUÉBEC, dans le cadre de la présente entente.
- 8.3 À la fin de la présente entente, l'ORGANISME s'engage à retourner à SERVICES QUÉBEC, à sa demande, les biens visés à l'article 8.2.

9. COMPTABILITÉ, LIVRES ET REGISTRES

L'ORGANISME s'engage à :

- 9.1 effectuer une comptabilité conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et à suivre les normes propres à leur statut et recommandées par le Conseil des normes comptables;
- 9.2 fournir sur demande tout renseignement concernant les livres et registres se rapportant à tous les montants reçus et à toutes les dépenses effectuées dans le cadre de la présente entente en utilisant une méthode de comptabilité par fonds.

10. VÉRIFICATION

- 10.1 SERVICES QUÉBEC peut procéder en tout temps à l'analyse des services offerts et des résultats obtenus par L'ORGANISME conformément à la présente entente.
- 10.2 Le Contrôleur des finances et SERVICES QUÉBEC ont le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et autres documents qu'ils jugent pertinents.
- 10.3 À la suite d'une telle vérification, SERVICES QUÉBEC peut refuser d'effectuer un versement ou demander le remboursement de toute somme versée qu'il juge non conforme aux dispositions de la présente entente.

11. VERSEMENTS

- 11.1 SERVICES QUÉBEC s'engage à verser à l'ORGANISME les montants indiqués à la section « Contribution financière et modalités de versement », lesquels sont détaillés dans l'annexe A de la présente entente, et ce, selon les modalités qui y sont prescrites.
Cet engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
- 11.2 L'ORGANISME déclare qu'il n'est redevable envers Revenu Québec d'aucun montant exigible en vertu d'une loi fiscale et s'engage à déclarer à SERVICES QUÉBEC l'exigibilité d'une telle dette qui pourrait survenir pendant la durée de la présente entente*.
Conformément à la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002), lorsque l'ORGANISME est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, SERVICES QUÉBEC doit, s'il en est requis par Revenu Québec, transmettre à celui-ci la totalité ou une partie du montant payable en vertu de la présente entente afin que Revenu Québec puisse affecter, en tout ou en partie, ce montant au paiement de la dette de l'ORGANISME. L'ORGANISME est réputé avoir reçu le montant ainsi affecté au paiement de sa dette*.
- 11.3 Les services financés en vertu de la présente entente par SERVICES QUÉBEC avec les deniers publics, sont assujettis aux taxes de vente applicables (taxe de vente du Québec [TVQ] et taxe sur les produits et services [TPS] ou, le cas échéant, taxe de vente harmonisée [TVH]) et, par conséquent, les taxes de vente applicables devront être présentées distinctement sur les demandes de versement*.
- 11.4 Lorsque l'ORGANISME peut bénéficier d'un remboursement partiel ou total de la TPS/TVH et de la TVQ sur les biens ou services acquis pour la mise en œuvre de la présente entente, le montant de ce remboursement ne fait pas partie des frais admissibles.

12. AVIS ET SUSPENSION DES VERSEMENTS

Advenant le cas où l'ORGANISME fait défaut de se conformer à un avis émis par SERVICES QUÉBEC lié à l'application de la présente entente, les versements peuvent être suspendus jusqu'au moment où l'ORGANISME aura remédié à son défaut, à la satisfaction de SERVICES QUÉBEC.

13. RÉSILIATION

SERVICES QUÉBEC se réserve le droit de résilier la présente entente pour l'un des motifs suivants :

- a) L'ORGANISME fait défaut de respecter l'un des termes ou l'une des conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente;
- b) L'ORGANISME lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;
- c) L'ORGANISME est insolvable et aucun avis d'intention ni de proposition concordataire n'ont été déposés à son égard.
- d) L'ORGANISME cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens.

Pour ce faire, SERVICES QUÉBEC adresse un avis écrit de résiliation à l'ORGANISME lui énonçant le motif de résiliation.

- S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), l'ORGANISME devra remédier au défaut énoncé **dans le délai prescrit à cet avis**, à défaut de quoi la présente entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

- S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu aux paragraphes b), c) ou d), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'ORGANISME.

SERVICES QUÉBEC se réserve le droit d'exiger de l'ORGANISME le remboursement total ou partiel de la contribution financière qui aura été versée à la date de la résiliation.

14. CESSION

Les droits et les obligations contenus dans la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés ou vendus, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable de SERVICES QUÉBEC.

15. MODIFICATION

Toute modification à la présente entente doit être faite par écrit et signée par les parties.

16. AVIS

Tout avis requis en vertu de la présente entente doit être donné par écrit. L'avis est réputé avoir été donné à l'autre partie s'il a été expédié par courrier recommandé à sa dernière adresse connue au Québec ou s'il lui a été livré par huissier ou messenger. S'il est adressé par courrier recommandé, l'avis est réputé avoir été reçu le troisième jour de sa date de mise à la poste. S'il est livré par huissier ou messenger, l'avis est réputé avoir été reçu le jour de sa livraison.

17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable à ce différend.

18. RESPECT DES DÉLAIS

Afin de respecter les délais fixés à la présente entente, lorsque les délais prévus pour remplir une obligation expirent un jour non ouvrable, cette obligation pourra être remplie le premier jour ouvrable suivant.

*Les ministères et les organismes publics ne sont pas assujettis aux clauses 11.2 et 11.3.

19. ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

Tout ORGANISME ayant un établissement au Québec doit, pour conclure une entente de 25 000 \$ ou plus, transmettre à SERVICES QUÉBEC, avant la signature de la présente entente, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, nommée *Attestation de Revenu Québec*. Cette attestation de l'ORGANISME est valide jusqu'à la fin de la période de trois mois qui suit le mois au cours duquel elle a été délivrée.

Cette attestation indique que, à sa date de délivrance, l'ORGANISME avait produit les déclarations et les rapports qu'il devrait produire en vertu des lois fiscales et qu'il n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec, notamment lorsque son recouvrement a été légalement suspendu ou lorsque des dispositions ont été convenues avec lui pour en assurer le paiement et qu'il n'est pas en défaut à cet égard.

Un ORGANISME ne peut transmettre une attestation de Revenu Québec qui contient des renseignements faux ou inexacts, produire pour lui-même l'attestation d'un tiers ou faussement déclarer qu'il ne détient pas l'attestation requise.

20. DÉCLARATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE LOBBYISME EXERCÉES AUPRÈS DE L'ORGANISME PUBLIC RELATIVEMENT À L'ATTRIBUTION D'UNE ENTENTE

L'ORGANISME doit remplir l'annexe E de la présente entente, Déclaration concernant les activités de lobbyisme – Activités de lobbyisme exercées auprès d'un organisme public relativement à la conclusion d'une entente.

21. OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

L'ORGANISME qui a un établissement au Québec et qui est visé par des articles de la Charte de la langue française relatifs à la francisation des entreprises doit se conformer à ces articles pendant la durée de l'entente.

Un tel ORGANISME doit fournir à SERVICES QUÉBEC, selon sa situation, son attestation d'inscription, l'analyse de sa situation linguistique ou son certificat de francisation.

22. PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE (ÉGALITÉ EN EMPLOI)

L'ORGANISME doit remplir l'annexe F de la présente entente, Programme d'obligation contractuelle – Égalité en emploi.

De plus, l'ORGANISME doit se conformer aux obligations prévues dans cette annexe qui lui sont applicables et il doit s'assurer de l'exactitude des informations qui y sont déclarées pendant la durée de l'entente.

Numéro d'entente

980456-1

1. L'ORGANISME s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par SERVICES QUÉBEC, les renseignements personnels obtenus dans le cadre de l'exécution de la présente entente.
- Sont des renseignements personnels les renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent de l'identifier, tels que définis à l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).
2. L'ORGANISME reconnaît le caractère confidentiel des renseignements personnels visés à l'article 1 de la présente annexe et sans restreindre la généralité de ce qui précède, s'engage à :
- a) ne pas faire usage ou permettre qu'il soit fait usage des renseignements personnels ou des documents contenant de tels renseignements, quel qu'en soit le support, à une fin autre que celle requise par la présente entente;

b) interdire à quiconque n'est pas affecté à la réalisation de la présente entente de prendre connaissance des renseignements personnels ou des documents contenant de tels renseignements, quel qu'en soit le support;

c) faire signer, préalablement à l'accès à des renseignements personnels et confidentiels, à tout membre de son personnel et à tout fournisseur de services, le cas échéant, nécessaires à l'exécution de la présente entente un engagement de confidentialité fourni à cette fin par SERVICES QUÉBEC. Cet engagement doit également être rempli et signé par tout nouveau membre de son personnel;

d) rendre disponible à SERVICES QUÉBEC, sur demande, copie de tous les engagements de confidentialité signés par les personnes visées au paragraphe c);

e) prendre les mesures de sécurité nécessaires pour assurer la confidentialité des renseignements personnels ou des documents contenant de tels renseignements, quel qu'en soit le support, et permettre à SERVICES QUÉBEC la visite des lieux où l'ORGANISME détient les renseignements personnels, afin de s'assurer du respect de la présente obligation;

f) informer SERVICES QUÉBEC de tout manquement aux mesures de sécurité et de tout évènement pouvant risquer de porter atteinte au caractère confidentiel de tels renseignements personnels dès qu'il en aura eu connaissance;

g) informer et diffuser auprès de son personnel les règles de sécurité ainsi que toute autre mesure additionnelle qui s'avérerait nécessaire pour assurer le caractère confidentiel des renseignements personnels;

h) détruire, à ses frais, au plus tard sept ans suivant la fin de la présente entente, des renseignements personnels ou documents contenant de tels renseignements, quel qu'en soit le support, et ce, selon l'une des méthodes suivantes :

- les renseignements sur support papier : par déchiquetage,

- les renseignements sur support informatique : par destruction logique et effacement physique en utilisant un logiciel de réécriture,

toute autre méthode jugée tout aussi sécuritaire par SERVICES QUÉBEC;

i) ne conserver, en cas de résiliation de la présente entente pour un motif prévu au paragraphe d) de l'article 13 de l'annexe B, aucun renseignement personnel ni aucun document contenant de tels renseignements, quel qu'en soit le support. À cette fin, selon les instructions de SERVICES QUÉBEC et dans le délai qui lui sera imparti, l'ORGANISME devra soit lui retourner ces documents ou procéder à leur destruction, à ses frais, selon les méthodes prévues au paragraphe h).
3. L'ORGANISME autorise SERVICES QUÉBEC à rendre publique l'information relative à ses activités, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

EN FOI DE QUOI , les parties ont signé :

2025-02-19	Ste-Thérèse	
DATE	ENDROIT	L'ORGANISME
DATE	ENDROIT	L'ORGANISME
2025-02-17	Québec	
DATE	ENDROIT	SERVICES QUÉBEC



ORGANISME ET SERVICES QUÉBEC

1. GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Tout organisme utilisant la passerelle informatique du Ministère doit s'engager à respecter les dispositions contenues dans cette convention d'utilisation.
- 1.2 Cet engagement entre en vigueur au moment de la signature de la présente entente.

2. RESPONSABILITÉS DE L'ORGANISME

L'ORGANISME s'engage à :

- 2.1 désigner un représentant, en informer SERVICES QUÉBEC et, s'il y a des changements quant au représentant autorisé, à lui fournir les coordonnées du nouveau représentant;
- 2.2 s'assurer que la passerelle informatique est utilisée aux fins de l'échange d'information avec SERVICES QUÉBEC sur la clientèle visée, et ce, dans le cadre de la présente entente;
- 2.3 s'assurer que les services en ligne sont utilisés de façon sécuritaire par la mise en place de mesures de sécurité suffisantes pour limiter l'accès à ces services aux seules personnes autorisées;
- 2.4 assurer la confidentialité de tout renseignement extrait des services en ligne;
- 2.5 prendre les dispositions nécessaires pour que les renseignements relatifs à la clientèle soient inscrits au système dans les deux jours ouvrables suivant l'évènement ou l'activité;
- 2.6 s'assurer de l'exactitude des renseignements inscrits au système.

3. RESPONSABILITÉS DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE L'ORGANISME

L'ORGANISME doit s'assurer que :

- 3.1 la personne mandatée pour agir en son nom, aux fins de la présente convention, soit son seul représentant autorisé;
- 3.2 le représentant autorisé nomme au moins une personne responsable de la sécurité et fournit à SERVICES QUÉBEC les coordonnées de cette personne.

4. RESPONSABILITÉS DU RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME

L'ORGANISME doit s'assurer que :

- 4.1 le responsable de la sécurité autorise SERVICES QUÉBEC, à l'aide du formulaire *Services à l'intention des partenaires – Demande de code d'enregistrement* (EQ-2490), à fournir un code d'enregistrement aux utilisateurs de son entité qui en font la demande, en précisant le profil autorisé;
- 4.2 le responsable de la sécurité puisse prolonger ou révoquer les droits d'accès des utilisateurs de son entité en tout temps;
- 4.3 le responsable de la sécurité informe SERVICES QUÉBEC de tout problème ou de tout changement pouvant avoir un effet sur les utilisateurs;
- 4.4 le responsable de la sécurité identifie formellement l'employé avant de réactiver son code d'utilisateur.

5. RESPONSABILITÉS DE L'UTILISATEUR DES SERVICES EN LIGNE

L'ORGANISME doit s'assurer que :

- 5.1 l'utilisateur respecte la confidentialité de son code d'utilisateur, de son mot de passe et de la réponse à sa question aide-mémoire. Il n'en permettra pas l'utilisation à un tiers;
- 5.2 l'utilisateur informe immédiatement le responsable de la sécurité de toute utilisation non autorisée de son code d'utilisateur, de son mot de passe ou de toute tentative d'atteinte à la sécurité des accès;
- 5.3 l'utilisateur prend toutes les mesures à sa portée pour s'assurer qu'il utilise les services en ligne dans des conditions de sécurité optimale;
- 5.4 l'utilisateur désactive son code d'utilisateur lorsque son emploi ne requiert plus le recours aux services en ligne.

6. POUVOIRS ET OBLIGATIONS DE SERVICES QUÉBEC

SERVICES QUÉBEC :

- 6.1 assure la protection et la confidentialité des renseignements échangés par l'intermédiaire des services en ligne en mettant en place les mesures de sécurité conformes à ses obligations légales en la matière, notamment en mettant en place des mécanismes de journalisation;
- 6.2 se réserve le droit de modifier à tout moment ou d'interrompre temporairement une partie ou la totalité des services, sans avoir à en informer les utilisateurs au préalable;
- 6.3 se réserve le droit de modifier ou d'interrompre de manière permanente une partie ou la totalité des services, après en avoir informé les utilisateurs;
- 6.4 peut à tout moment, sans préavis, avec effet immédiat, refuser l'accès aux services, le suspendre ou le révoquer si elle a des motifs de croire que l'une des dispositions de cette convention n'a pas été respectée;
- 6.5 peut annuler un accès qui n'a pas été utilisé pendant au moins trois mois;
- 6.6 est propriétaire de la passerelle informatique. Elle est responsable de son évolution et des modifications à ses fonctionnalités et applications;
- 6.7 doit s'assurer de la présence de tous les éléments de sécurité nécessaires à la protection de sa passerelle informatique, mais ne peut être tenue responsable d'un dommage causé par un tiers;
- 6.8 offre aux intervenants le soutien qu'elle juge nécessaire en vue d'une utilisation adéquate des services en ligne.

Activités de lobbying exercées auprès d'un organisme public relativement à la conclusion d'une entente

Numéro d'entente

980456-1

Je soussigné

Laurence Marin, Directrice générale

Nom et titre de la personne autorisée par l'organisme

Nom et titre d'une autre personne autorisée par l'organisme (le cas échéant)

atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards, au nom de

REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES

Nom de l'ORGANISME

ci-après appelé l'ORGANISME.

Je déclare ce qui suit :

1. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;
2. Je suis autorisé par l'ORGANISME à signer la présente déclaration;
3. L'ORGANISME déclare que *Cochez une des déclarations suivantes :*

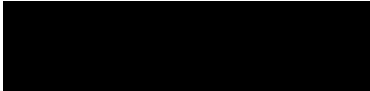
☒ personne n'a exercé pour son compte, que ce soit à titre de lobbyiste d'entreprise, de lobbyiste-conseil ou de lobbyiste d'organisation, des activités de lobbying, au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying (RLRQ, chapitre T-11.011) et des avis émis par le Commissaire au lobbying*, préalablement à cette déclaration relativement à la conclusion de la présente entente;

☐ des activités de lobbying, au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying et des avis émis par le Commissaire au lobbying* ont été exercées pour son compte et qu'elles l'ont été en conformité avec cette loi, ces avis ainsi que le Code de déontologie des lobbyistes*, préalablement à cette déclaration relativement à la conclusion de la présente entente (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 2).
4. Je reconnais que, si SERVICES QUÉBEC a des motifs raisonnables de croire que des communications d'influence non conformes à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying et au Code de déontologie des lobbyistes* ont eu lieu pour obtenir la présente entente, une copie de la présente déclaration pourra être transmise au Commissaire au lobbying par SERVICES QUÉBEC.

Et j'ai signé,

2025-02-19

Date



Signature de la personne autorisée par l'organisme

Date

Signature d'une autre personne autorisée par l'organisme (le cas échéant)

* La Loi, le Code et les avis émis par le Commissaire au lobbying sont disponibles à cette adresse : www.commissairelobby.qc.ca



Identification et engagement

Numéro d'entente

980456-1

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Un organisme québécois ayant plus de 100 employés au Québec doit, pour se voir attribuer une contribution financière de 100 000 \$ ou plus, s'engager, au préalable, à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne. Il doit donc signer la section 4 de la présente annexe, « Engagement à implanter un programme », ou, s'il l'a déjà fait, indiquer le numéro de l'Attestation d'engagement qu'il a reçue ou celui du Certificat de mérite qu'il possède.

Un organisme du Québec ou d'une autre province ou d'un territoire du Canada qui a plus de 100 employés et dont le secteur d'activité est soumis à la réglementation fédérale n'a pas à s'engager dans le cadre du Programme d'obligation contractuelle du Québec, puisqu'il applique déjà un programme d'équité en emploi conforme au programme fédéral.

Un organisme d'une autre province ou d'un territoire du Canada qui compte plus de 100 employés et à l'égard duquel un programme d'équité en emploi est applicable doit fournir, préalablement à l'obtention de toute contribution financière de 100 000 \$ ou plus, une attestation selon laquelle il s'est engagé à implanter un programme d'équité en emploi conforme à celui de sa province ou de son territoire.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME

Nom de l'organisme	REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI			NEQ	1162384011
Raison sociale					
Adresse	Numéro	Bureau	Rue		
	83	302-B	Turgeon		
	Ville, village ou municipalité			Code postal	
	Sainte-Thérèse			J7E3H7	
Le ou les mandataires	Courriel		Téléphone		Télécopieur
	Lmarin@roseph.ca		5146688295		
	Nom		Titre		Téléphone
	Laurence Marin		Directrice générale		
	Nom		Titre		Téléphone

2. PROGRAMME D'ÉGALITÉ EN EMPLOI EXISTANT

2.1 ORGANISME établi au Québec

Inscrivez le numéro de l'Attestation d'engagement : A -

ou

Inscrivez le numéro du Certificat de mérite : C -

ou cochez la case suivante :

☐ Le secteur d'activité de l'ORGANISME est soumis à la réglementation fédérale (l'ORGANISME applique déjà un programme d'équité en emploi conforme au programme fédéral).

Si aucune de ces situations n'est applicable, l'ORGANISME doit remplir la section 3.1 ou 4, selon sa situation.

J'atteste que l'ORGANISME s'est engagé à implanter un programme d'égalité en emploi ou qu'il est assujetti à un tel programme. Je comprends que le non-respect des exigences liées à ce programme aura pour effet de l'empêcher d'obtenir toute contribution financière jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

Date	Signature du mandataire de l'ORGANISME
Date	Signature d'un autre mandataire de l'ORGANISME (le cas échéant)

Identification et engagement

Numéro d'entente

980456-1

2.2 ORGANISME établi au Canada, mais à l'extérieur du Québec

Cochez l'une des cases suivantes :

- ☐ Le secteur d'activité de l'ORGANISME est soumis à la réglementation fédérale (l'ORGANISME applique déjà un programme d'équité en emploi conforme au programme fédéral).
- ☐ L'ORGANISME s'est déjà engagé à implanter un programme d'équité en emploi conforme à celui de sa province ou de son territoire (dans le cas où les dispositions relatives à un tel programme sont applicables). Une copie de l'Attestation d'engagement doit être fournie.

Si aucune de ces situations ne s'applique à l'ORGANISME, il doit remplir la section 3.2.

J'atteste que l'ORGANISME s'est engagé à implanter un programme d'égalité en emploi ou qu'il est assujéti à un tel programme. Je comprends que le non-respect des exigences liées à ce programme aura pour effet de l'empêcher d'obtenir toute contribution financière jusqu'à ce qu'il s'y conforme.

Date

Signature du mandataire de l'ORGANISME

Date

Signature d'un autre mandataire de l'ORGANISME (le cas échéant)

3. ENGAGEMENT À IMPLANTER UN PROGRAMME D'ÉGALITÉ EN EMPLOI NON REQUIS

3.1 ORGANISME établi au Québec

S'il n'est pas nécessaire pour l'ORGANISME de s'engager à implanter un programme, veuillez en indiquer la ou les raisons :

- ☐ La contribution financière demandée est inférieure à 100 000 \$.
- ☒ L'ORGANISME ne compte pas plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Québec.

Si aucune de ces raisons ne correspond à la situation de l'ORGANISME, il est dans l'obligation de remplir la section 4.

3.2 ORGANISME établi au Canada, mais à l'extérieur du Québec

S'il n'est pas nécessaire pour l'ORGANISME de s'engager à implanter un programme, veuillez en indiquer la ou les raisons :

- ☐ La contribution financière demandée est inférieure à 100 000 \$.
- ☐ L'ORGANISME ne compte pas, dans la province ou le territoire où il est établi, plus de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel.
- ☐ L'ORGANISME n'a jamais fait affaire avec le gouvernement de la province ou du territoire où il est établi.
- ☐ L'ORGANISME n'a pas de programme applicable dans sa province ou son territoire.

J'atteste que la ou les cases cochées représentent la situation de l'ORGANISME.

2025-02-19

Date

Signature du mandataire de l'ORGANISME

Date

Signature d'un autre mandataire de l'ORGANISME (le cas échéant)

4. ENGAGEMENT À IMPLANTER UN PROGRAMME D'ÉGALITÉ EN EMPLOI REQUIS

Afin de me conformer au Programme d'obligation contractuelle, je, au nom de l'ORGANISME que je représente, m'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne et à respecter les modalités de mise en œuvre énoncées dans la section 5 de la présente annexe.

Nombre d'employés au Québec :

Je comprends que le non-respect de cet engagement aura pour effet d'annuler l'Attestation d'engagement reçue par l'ORGANISME et de l'empêcher d'obtenir toute contribution financière jusqu'à ce qu'il obtienne une nouvelle attestation.

Date

Signature du mandataire de l'ORGANISME

Date

Signature d'un autre mandataire de l'ORGANISME (le cas échéant)

Identification et engagement

Numéro d'entente

980456-1

SECTION RÉSERVÉE À SERVICES QUÉBEC

Numéro de l'entente		980456-1	
Nature de l'entente	☐ Contrat de biens ☐ Contrat de services ☐ Entente de soutien financier		
Date de conclusion		Montant de la contribution financière	270 322,68 \$
Durée de l'entente	du 22 janvier 2025		au 31 décembre 2025
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)		1162384011	
Nom de l'organisme	REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES		
Adresse	Numéro	Bureau	Rue
	83	302-B	Turgeon
	Ville, village ou municipalité		Code postal
	Sainte-Thérèse		J7E3H7
Le ou les mandataires	Téléphone		Télécopieur
	5146688295		
	Nom	Fonction	
	Laurence Marin	Directrice générale	
	Nom	Fonction	
2025-02-17			
Date		Signature du responsable de l'entente (Services Québec)	

5. CONTENU DE L'ENGAGEMENT – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE
1. Information, par le mandataire, auprès du personnel, du syndicat ou de l'association d'employés, de l'engagement pris par l'ORGANISME d'implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne.

2. Nomination de cadres supérieurs responsables de la mise en œuvre du programme.

3. Mise en œuvre du programme en quatre phases.

3.1 Diagnostic de la situation des membres des groupes cibles dans l'ORGANISME.

3.1.1 Détermination d'une sous-utilisation des membres des groupes cibles à l'aide des analyses de l'effectif et de la disponibilité.

3.1.2 Dépistage des règles ou des pratiques de l'ORGANISME qui pourraient avoir ou qui ont eu des effets discriminatoires sur les membres des groupes cibles, à l'aide de l'analyse du système d'emploi.

3.2 Élaboration du programme.

3.2.1 Fixation des objectifs numériques.

3.2.2 Choix des mesures de redressement pour contrer la sous-utilisation.

3.2.3 Choix des mesures d'égalité de chances pour contrer les règles ou les pratiques discriminatoires.

3.2.4 Choix des mesures de soutien, s'il y a lieu.

3.2.5 Établissement d'un échéancier de réalisation.

3.2.6 Choix des moyens de contrôle.

3.3 Implantation du programme.

3.4 Évaluation du programme.

4. Transmission à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, dans les délais prévus, des documents suivants, aux fins de vérification de conformité aux engagements pris et aux lignes directrices concernant la validité des programmes d'accès à l'égalité établis volontairement dans le secteur de l'emploi

• dans les neuf mois suivant l'avis de la Commission : un document présentant les résultats de la phase de diagnostic (3.1);

• dans les quatre mois suivants et selon les résultats de la phase de diagnostic : le plan du programme (3.2);

• annuellement, et ce, jusqu'à la fin du programme : un rapport sur l'implantation du programme.
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Page 11

EQ-6315 (02-2023)

Documents qui répondent aux points suivants de la demande :

2- « Le nombre de personnes, par année, qui ont soumis leur candidature comme stagiaire et le nombre de personnes retenues »

4- « Le nombre d'entreprises, organismes ou ministères, par année, qui ont accueilli des stagiaires dans le cadre de l'initiative DuoEmploi, ainsi que leur profil selon le secteur d'activité. »

5- « La nature des stages effectués (type de postes et tâches). »

* Chaque stagiaire peut faire jusqu'à trois stages selon les disponibilités.

PROJET DUO EMPLOI - DÉCOMPTÉ PAR RÉGION											
Région	Nombre d'entreprises	Répartition des entreprises	Nombre de stages proposés	Répartition des stages proposés	Nombre de stagiaires inscrits	Stagiaires non admissibles ou désistés	Nombre de stagiaires à jumeler*	Répartition des stagiaires à jumeler	Jumelages confirmés	Stages réalisés	Répartition des stages réalisés
Bas St-Laurent	6	4%	11	4%	4	0	4	1%	0	0	0%
Saguenay-Lac St jean	3	2%	5	2%	7	1	6	2%	1	1	1%
Capitale nationale	20	12%	40	14%	24	3	21	7%	11	11	10%
Mauricie	5	3%	7	2%	15	1	14	5%	4	4	4%
Estrie	3	2%	5	2%	12	1	11	4%	1	1	1%
Montréal	43	26%	80	28%	73	16	57	19%	20	20	19%
Outaouais	17	10%	26	9%	34	14	20	7%	12	12	11%
Abitibi	3	2%	4	1%	3	0	3	1%	2	2	2%
Côte-Nord	8	5%	12	4%	9	2	7	2%	6	6	6%
Nord du Québec	1	1%	3	1%	0	0	0	0%	0	0	0%
Gaspésie	2	1%	2	1%	7	0	7	2%	1	1	1%
Chaudière-Appalaches	5	3%	10	3%	14	2	12	4%	8	8	7%
Laval	4	2%	8	3%	23	5	18	6%	3	3	3%
Lanaudière	7	4%	8	3%	10	0	10	3%	2	2	2%
Laurentides	16	10%	27	9%	25	2	23	8%	15	15	14%
Montérégie	13	8%	23	8%	61	1	60	20%	11	11	10%
Centre du Québec	8	5%	16	6%	30	4	26	9%	10	10	9%
Total	164	100%	287	100%	351	52	299	100%	107	107	100%

* Chaque stagiaire peut faire jusqu'à trois stages selon les disponibilités.

PROJET DUO EMPLOI - DÉCOMPTÉ PAR RÉGION																	
Région	Nombre d'entreprises	Répartition des entreprises	Nombre de stages proposés	Répartition des stages proposés	Nombre d'entreprises désistés		Nombre d'entreprises (EA)	Répartition des entreprises (EA)	Nombre de stages proposés (EA)	Répartition des stages proposés (EA)	Nombre de stagiaires inscrits	Répartition des stages inscrits	Stagiaires non admissibles ou désistés	Nombre de stagiaires à jumeler*	Répartition des stagiaires à jumeler	Nombre de stages jumelés*	Répartition des stagiaires jumelés
Bas St-Laurent	4	2,37%	6	2%	0	0%	0	0%	0	0%	7	2%	1	6	2%	4	3%
Saguenay-Lac St jean	6	3,55%	12	4%	0	0%	0	0%	0	0%	7	2%	0	7	3%	2	1%
Capitale nationale	20	11,83%	35	12%	0	0%	0	0%	0	0%	32	11%	1	31	11%	12	9%
Mauricie	22	13,02%	40	14%	0	0%	0	0%	0	0%	18	6%	2	16	6%	8	6%
Estrie	4	2,37%	5	2%	0	0%	0	0%	0	0%	7	2%	1	6	2%	3	2%
Montréal	44	26,04%	75	27%	1	100%	0	0%	0	0%	77	25%	5	72	26%	38	28%
Outaouais	8	4,73%	9	3%	0	0%	1	20%	1	9%	17	6%	3	14	5%	12	9%
Abitibi	1	0,59%	3	1%	0	0%	0	0%	0	0%	3	1%	0	3	1%	1	1%
Côte-Nord	1	0,59%	1	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	0%	0	1	0%	1	1%
Nord du Québec	3	1,78%	5	2%	0	0%	0	0%	0	0%	3	1%	1	2	1%	2	1%
Gaspésie	4	2,37%	8	3%	0	0%	0	0%	0	0%	3	1%	1	2	1%	1	1%
Chaudière-Appalaches	12	7,10%	22	8%	0	0%	2	40%	6	55%	16	5%	0	16	6%	6	4%
Laval	8	4,73%	8	3%	0	0%	0	0%	0	0%	28	9%	0	28	10%	8	6%
Lanaudière	3	1,78%	3	1%	0	0%	0	0%	0	0%	7	2%	1	6	2%	1	1%
Laurentides	4	2,37%	7	2%	0	0%	0	0%	0	0%	20	7%	5	15	5%	4	3%
Montréal	14	8,28%	25	9%	0	0%	0	0%	0	0%	29	10%	4	25	9%	13	9%
Centre du Québec	11	6,51%	17	6%	0	0%	2	40%	4	36%	29	10%	1	28	10%	21	15%
Total	169	100,00%	281	100%	1	100%	5	100%	11	100%	304	100%	26	278	100%	137	100%
* Chaque stagiaire peut faire jusqu'à trois stages selon les disponibilités.																	

Tableau de suivi 2024



Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Date de mise à jour 2024-11-07

	Nombre d'entreprises inscrites en 2023	Nombre d'entreprises	Nombre de stages proposés	Nombre d'entreprises (EA)	Nombre de stages proposés (EA)	Nombre de stagiaires inscrits en 2023	Nombre de stagiaires inscrits	Nombre de stagiaires désistés	Nombre de stagiaires à jumeler*	Nombre de stages jumelés	
Bas St-Laurent	4	10	14	1	2	7	1	0	1	0	
Saguenay-Lac St jean	6	6	8	0	0	7	4	2	2	0	
Capitale nationale	20	41	58	1	3	32	30	1	29	12	
Mauricie	22	16	27	0	0	18	24	0	24	14	
Estrie	4	5	9	0	0	7	8	0	8	6	
Montréal	43	77	126	0	0	77	83	13	70	42	
Outaouais	10	13	20	1	2	17	30	1	29	12	
Abitibi	1	7	10	0	0	3	11	0	11	6	
Côte-Nord	1	1	2	1	1	1	0	0	0	0	
Nord du Québec	3	3	7	0	0	3	0	0	0	0	
Gaspésie	4	2	2	0	0	3	1	0	1	1	
Chaudière-Appalaches	12	4	6	2	5	16	7	0	7	6	
Laval	8	24	27	0	0	28	33	2	31	18	
Lanaudière	3	4	10	0	0	7	8	0	8	5	
Laurentides	4	14	18	0	0	20	29	0	29	12	
Montréal	14	39	58	1	2	29	52	0	52	37	
Centre du Québec	11	25	56	2	9	29	49	1	48	37	
Total	170	291	458	9	24	304	370	20	350	208	

OFFRES DE STAGE

Nombre de stages réalisés	Poste(s) expert(s)	Nom de l'organisation	Région administrative	Adresse	Secteur d'activité	Nom de la personne ressource	Fonction	Téléphone	Adresse courriel	Date du stage	Bilan entreprises reçu	Bilan stagiaire reçu
1	Technicienne en droit	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	01 Bas-Saint-Laurent	Adresse principale : 2, Complexe Desjardins, Tour Est, Bur. 1404 Montréal (Québec) H3B 1B3 Lieu de stage : 320, rue Saint-Germain Est 001 Rimouski Québec Q2E 1C2	AIDE JURIDIQUE					03/11/2021	Oui	Oui
1	Préposé(e) à l'entrepôt	Gegron Filéas	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Adresse principale : 1400 Boulevard Fabre, Chicoutimi QC G7H 4C3 Lieu du stage : 3336 Rue Gauthier, L'Amplâtre, QC G7X 0P1	Commerce de détail					04/11/2021	Oui	Non
1	Commis à l'emballage	NutriArt s.e.c.	03 Capitale-Nationale	550, avenue Gouin Québec QC	Industrie Alimentaire					02/11/2021	Oui	Oui
1	Commis service à la clientèle temps partiel	Laura Secord s.e.c.	03 Capitale-Nationale	550, Avenue Gouin, Québec QC G1M 2K2	commerce de détail					02/11/2021	Non	Non
1	Soutien administratif	MTESS- Direction des ressources externes, du placement et des mandats scolaires	03 Capitale-Nationale	425, Jacques-Pariseau, 1er étage	Administration publique	Marie-Josée Ouellet	Directrice		marie-josée.ouellet@mtess.gouv.qc.ca	04/11/2021	Non	Non
1	Adjointe administrative	MTESS - Direction générale du développement de Services Québec, Secteur des partenariats de Services Québec	03 Capitale-Nationale	425, rue Jacques-Pariseau, 1er étage, Québec QC G1R 4Z1	Fonction publique	Julie Velette	Directrice générale		julie.velette@mtess.gouv.qc.ca	04/11/2021	Non	Non
1	Ti et/ou postes administratifs	Aéroport de Québec Inc.	03 Capitale-Nationale	Adresse principale : 505 Rue Principale, Québec QC G2S 0J2 Lieu du stage : 900 Rue RE de l'Aéroport, Québec QC G2S 0W9	Transport					02/11/2021	Oui	Oui
1	Accompagner le sous-ministre adjoint responsable Emploi-Québec pour une journée	Bureau du sous-ministre adjoint, Secteur Emploi-Québec, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	03 Capitale-Nationale	425 Rue Jacques-Pariseau, 1er étage, Québec QC G1R 4Z1	Administration publique	Thierry Sévère	Adjoint exécutif		Thierry.severe@mtess.gouv.qc.ca	04/11/2021	Oui	Oui
1	Conseiller académique	Université Laval-Rouge et Or	03 Capitale-Nationale	2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A8	Éducation post-secondaire (universitaire)			Tél: 514 343-1234		05/11/2021	Oui	Oui
1	Agente à l'accueil/Secrétaire de gestion	Université Laval-École de psychologie	03 Capitale-Nationale	Pavillon Félix-Antoine Savard 2325, rue des Éloches/Boulevard 1116 Québec G1V0A6	Enseignement supérieur					02/11/2021	Oui	Oui
4	1. Agente d'aide socio-économique 2. Agente de bureau 3. Préposée aux renseignements 4. Préposée aux renseignements	MTESS- Direction des centres de contacts scolaires (DCCS)	04 Mauricie	225, rue des Forges, bureau 530 Trois-Rivières (Québec) G8A 2G7	Secteur public	Christian Lessard	Adjoint exécutif		christian.lessard@mtess.gouv.qc.ca	1. 03/11/2021 2. 03/11/2021 3. 04/11/2021 4. 04/11/2021	1. Non 2. Non 3. Oui 4. Oui	1. Non 2. Non 3. Oui 4. Oui
2	1. Journalier au triage 2. Journalier au triage	Groupe RCM	04 Mauricie	Adresse principale : 2390 Louis-Arthur, Trois-Rivières G2E 4P3 Lieu du stage : 4100 boulevard de la Cabellie, St-Siméon-des-Grès G0X 2P0	Récupération					1. 04/11/2021 2. 04/11/2021	1. Oui 2. Non	1. Oui 2. Non
1	Préposé(e) à l'accueil	Culture Trois-Rivières	04 Mauricie	1425 place de l'Hôtel-de-ville, Trois-Rivières, QC G8A 0H4	Culture, tourisme, événementiel					03/11/2021	Oui	Oui
1	Soutien administratif	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	05 Montréal	2, Complexe Desjardins, Tour Est, Bur. 1404 Montréal (Québec) H3B 1B3	AIDE JURIDIQUE					03/11/2021	Non	Non
1	Préposé aux renseignements	Bureau Services Québec de l'est de Montréal	06 Montréal	200-6901, rue Sherbrooke Est Montréal H1W 2W4	Fonction publique québécoise	Patricia Llop	Directrice adjointe	515 218-4265 p. 84274	patricia.llop@servicesq.quebec.gouv.qc.ca	02/11/2021	Oui	Oui
1	Agent bureau	Atterrissage CDN NDQ	06 Montréal	5160 Bd DeCarle, Montréal, QC H3K	Ressources humaines	Mélissa Blanchette	Conseillère ad.	5145207467	mélissa.blanchette@montreal.ca	01/11/2021	Oui	Oui
1	Aide-Général de cuisine	Solisco Canada	06 Montréal	5524 rue Saint-Paul, suite 300-302 - Montréal, QC H4E 1A8	Alimentation					03/11/2021	Non	Non
2	1. Technicien support niveau 1 & 2 - Répondre les clients pour problème de base / avancé en informatique 2. Marketing numérique - Faire la gestion / l'image de	Data Next Step	06 Montréal	Adresse principale : 2031 Rue Ratelle, Lachine, QC H8S 1R6 Stage fait en Milwaukee	Technologie					1. 05/11/2021 2. 06/11/2021	1. Non 2. Non	1. Non 2. Non
1	Préposé aux renseignements	Bureau de Services Québec du sud-est de Montréal	06 Montréal	4427 rue de Roan, Montréal (Québec) H1V 1H1	Fonction publique	Elisabeth Grogg	Directrice par intérim		elisabeth.grogg@servicesq.quebec.gouv.qc.ca	04/11/2021	Oui	Non
1	Préposée ou préparé aux renseignements	Bureau de Services Québec du nord-ouest de Montréal	06 Montréal	10520, boul. de l'Acadie, Montréal, QC H4N 1L0	Services gouvernementaux	M Sébastien Poyette et Mme Nathalie Richard	Directeur général et Directrice adjointe	438-844-6205 p. 84213 et 84302	sebastien.poyette@servicesq.quebec.gouv.qc.ca nathalie.richard@servicesq.quebec.gouv.qc.ca	05/11/2021	Oui	Oui
1	Assistante vente et services	Banque Nationale du Canada	06 Montréal	451 Henri-Bourassa Est, Montréal H3L 1C2	Bancaire					04/11/2021	Non	Non
1	Agente administrative classe 1	Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux du nord-de-l'Île-de-Montréal	06 Montréal	Centre d'hébergement Notre-Dame-de-la-Merci, 555, boulevard Gouin Ouest, Montréal (Québec) H3L 1K5	Réseau de la santé	Marlou Lavoie	Spécialiste en procédés administratifs		marlou.lavoie@ciussssn.qc.ca	04/11/2021	Oui	Oui
1	Communication marketing relations publiques	Conseil du patronat du Québec	06 Montréal	1510 Rue Sherbrooke O., bureau 315, Montréal, QC H3A 2P7 Stage fait en Milwaukee	Association patronale					04/11/2021	Oui	Oui
1	Agent de bureau	Société de la Place des arts de Montréal	06 Montréal	260, boul De Maisonneuve Ouest, 3e Montréal (Québec) H2X 1Y9	Entreprise de diffusion des arts de la scène					03/11/2021	Oui	Oui
1	Agente de secrétariat	Direction régionale de Services Québec de l'Outaouais	07 Outaouais	16, Impasse de la Geste-Taton, 3e étage Gatineau (Québec) J8T 0B1	Administration publique	Anita Zoumbani	Agente de secrétariat	819 246-3494 p. 236	anita.zoumbani@servicesq.quebec.gouv.qc.ca	02/11/2021	Oui	Oui
1	Technicien à la matrice graphique	Ville de Gatineau	07 Outaouais	25 Rue Laurier, Gatineau, QC J8X 4C8	Municipalité	France Pétin	Conseillère en ressources humaines	819-966-0190	pétin.france@gatineau.ca	02/11/2021	Non	Oui

Nombre de stages réalisés	Poste(s) expert(e)	Nom de l'organisation	Région administrative	Adresse	Secteur d'activité	Nom de la personne ressource	Fonction	Téléphone	Adresse courriel	Date du stage	Bilan entreprise reçu	Bilan stagiaire reçu
1	Secrétariat/réceptionniste	La Reliance	07 Outaouais	270 Rd des Alouettes/Arès, Gatineau, QC J8X 1R3	Employabilité					02/11/2021	Oui	Oui
1	Aide éducatrice	Gentien LA Mignotte	07 Outaouais	144 Rue de Manany, Gatineau, QC J8V 3P9						02/11/2021	Oui	Non
2	1. Livraison 2. Entrepôt	Groupe miner CMAC-Thyssen	08 Abitibi-Témiscamingue	1254, 3e Avenue, Val d'Or, QC J9P 1Y2	Énergie-domaine minier					1. 03/11/2021 2. 04/11/2021	1. Oui 2. Oui	1. Oui 2. Oui
2	1. Agent administratif accueil 2. Agent ou agente administratif(ve), classe 5 - téléphone	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	08 Abitibi-Témiscamingue	Hôpital de Val d'Or, 725, 6e rue, Val d'Or (QC) J9P 3Y1	Santé et services sociaux	Caroline Roy	Agente de planification, de programmation et de recherche	Me jandra per cormier	caroline.roy@ciass.govt.ca	1. 03/11/2021 2. 05/11/2021	1. Oui 2. Oui	1. Oui 2. Oui
1	Préposé(e) à l'accueil	MRC de La Vallée-de-Or	08 Abitibi-Témiscamingue	Adresse principale : 42, place Harmond, Val-d'Or, Québec, J9P 3A9 Lieu du stage : 1267 Rue Turcotte, Val-d'Or, QC J9P 3K7	Administration publique					05/11/2021	Non	Non
1	Aide-cuisinière	Choco Véro	09 Côte-Nord	8 Pl. la Salle, Baie-Comeau, QC G4Z 1K3	Confiserie et chocolat					03/11/2021	Oui	Oui
1	Technicien de route	Chenette Informatique	09 Côte-Nord	627 Av. Bochu, Sept-Îles, QC G4R 2A7	Service informatique					03/11/2021	Oui	Oui
1	Assistante-cuisinier	Marché Médau	09 Côte-Nord	495 Pl. du Commerce, Sept-Îles, QC G4R 2Z7	Pâtis à manger					02/11/2021	Oui	Oui
1	Gars de coeur	Béginville du Golf	09 Côte-Nord	259 Chemin de la Pointe Noire, Sept-Îles, QC G4R 4K3	Construction					01/11/2021	Oui	Oui
2	1. Comités d'entrepôt 2. Comités de plancher	Canadien Tire	09 Côte-Nord	691, boul. Léves, Sept-Îles, QC G4R 1A8	Commerce de détail					1. 02/11/2021 2. 02/11/2021	1. Oui 2. Oui	1. Oui 2. Oui
1	Comités d'opérations/de la livraison	Épicerie Chez Arthur	09 Côte-Nord	700 St Léves, Sept-Îles, QC G4R 1Y1	Commerce de détail					04/11/2021	Non	Non
3	1. Hygiène et sécurité 2. Préposé au service alimentaire 3. Secteur bureau	CISSS des Îles	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	430 Chem. Principal, Cap-aux-Méules, QC G4T 1R9	Santé et services sociaux	Audrey Vigneau	Agente de la gestion du personnel		audrey.vigneau.ciass@ciass.gouv.qc.ca	1. 01/11/2021 2. 03/11/2021 3. 05/11/2021	1. Oui 2. Oui 3. Non	1. Oui 2. Oui 3. Non
1	Journalier à la production	Boulangerie St-Méthode	12 Chaudière-Appalaches	14 rue Principale Est, Adstock (QC) G0N 1S0	Industrie de transformation alimentaire, boulangerie					03/11/2021	Oui	Oui
1	Comités d'épicerie	Mais de Fabreville	13 Laval	444 Bd du Cuvé-Labellie, Laval, QC H7P 2P1	Alimentaire					02/11/2021	Non	Oui
1	Assistant à l'assemblage de collets	Couffages Synexzy	14 Lanaudière	Adresse principale : 98 Chem. de Lavallée, Lavallée, QC J6T 2H1 Lieu du stage : 4571, rue des Ateliers, Lavallée, QC J6T 3R2	Usine de pré-fabrication (milieu industriel)					05/11/2021	Oui	Oui
2	1. Développeur Web 2. Développeur Web	Kinova Inc.	15 Laurentides	4354 Bd de la Grande-Allee, Boivinard, QC J7H 1M6	Ingenierie et manufacturier					1. 02/11/2021 2. 03/11/2021	1. Oui 2. Oui	1. Non 2. Non
1	Animatrice d'activités artistiques	Académie des arts Trouve la voie	15 Laurentides	34 Bd Bouthillier, Rosemère, QC J7A 4B4	Organisation culturelle					03/11/2021	Oui	Non
1	Agent d'aide à l'hébergement	Bureau de Services Québec de Sainte-Agathe-des-Monts	15 Laurentides	1 Rue Raymond, Sainte-Agathe-des-Monts, QC J8C 2V6	Public	Marion Verreault	Généraliste		marion.verreault@services.gouv.qc.ca	03/11/2021	Oui	Oui
1	Comités d'entrepôt	Casseroles Cora Inc.	15 Laurentides	16 Rue Sicaud, Sainte-Thérèse, QC J7E 3W7	Entrepôt pour la restauration					04/11/2021	Non	Non
1	Accompagnateur loisir	CISSS des Laurentides - CHSLD de Labelle	15 Laurentides	50 Rue de l'Église, Labelle, QC J0T 1H0	Hébergement	Marine Rivard	Agente d'intégration, chef de module programme Intégration Travail	819-660-3244	marine_rivard@ciass.gouv.qc.ca	05/11/2021	Non	Non
1	Comités d'entrepôt	Baico Portes et Fenêtres	15 Laurentides	4064 Allée Lathérié, Boivinard, QC J7H 1P8	Construction, Portes et Fenêtres					04/11/2021	Oui	Oui
1	Aide-cuisinier	Établissement de denton de Saint-Jérôme	15 Laurentides	2, boul. de la Santé, Saint-Jérôme, J7Y 5G5	Sécurité. Stage serait dans le département de la cuisine					04/11/2021	Oui	Oui
1	Comités d'épicerie	Mais de Rosemère	15 Laurentides	339 Blvd Labelle, Rosemère, QC J7A 2H7	Alimentaire					02/11/2021	Non	Non
1	Aide cuisinier	Rôtisserie SHubert Tremblant	15 Laurentides	330 Rue de St-Jovite, Mont-Tremblant, QC J8E 2D9	Restauration					02/11/2021	Non	Non
1	Réception, adjointe administrative,	Cibelle Lacroix	15 Laurentides	640 Chem. Principal, Saint-Joseph-du-Lac, QC J0N 1M6						05/11/2021	Non	Non
1	Commissé comptabilité	Mais Lachute	15 Laurentides	355 rue Principale, Lachute, QC J8Y 2Z7	Alimentation commerce en alimentation					04/11/2021	Oui	Oui
1	Aide cuisinier	Les menuiseries culinaires	15 Laurentides	11 Rue de St-Jovite, Mont-Tremblant, QC J8E 2Z9	Alimentation					03/11/2021	Oui	Oui
1	Plongeur	Café Nordik	15 Laurentides	687 Bd du Cuvé-Labelle, Beauville, QC J7C 2J5	Commerce en alimentation					02/11/2021	Non	Non

Nombre de stages réalisés	Poste(s) exploré(s)	Nom de l'organisation	Région administrative	Adresse	Secteur d'activité	Nom de la personne ressource	Fonction	Téléphone	Adresse courriel	Date du stage	Bilan entreprise reçu	Bilan stagiaire reçu
1	Assistant aux projet	Xperid Group	16 Montérégie	9160 boulevard Leduc, Suite 410, Brossard, Québec, J4Y 0E3	Développement d'affaires à l'internationale					03/11/2021	Non	Non
2	1. Agent à la prise d'appel 2. Agent à la prise d'appel	Pragma	16 Montérégie	1084 Marie-Victorin, Longueuil, Québec, J4G 2H9	Centre d'appel en impartition					1. 03/11/2021 2. 04/11/2021	1. Oui 2. Oui	1. Oui 2. Non
1	Commis à la bibliothèque	Ville de Chambly	16 Montérégie	56 rue Martel, Chambly, Qc, J3L 1V3	Service municipale	Marc-Élie Casquette	Conseillère en ressources humaines	450-658-8788 p. 1003	marc-elie.casquette@ville.chambly.qc.ca	05/11/2021	Oui	Non
1	Agent à la promotion	Painnagerie civique du Haut-Richelieu	16 Montérégie	125, Jacques-Cartier Nord, bureau 8, Saint-Jean-sur-Richelieu, J3B8C9	OENL					02/11/2021	Oui	Non
2	1. Préposé au déballage 2. Préposé à l'emballage	Industrie Gastronomique Casopares	16 Montérégie	4335 avenue Beaudry, Saint-Hyacinthe, J2S 8W2	Transformation alimentaire					1. 02/11/2021 2. 04/11/2021	1. Non 2. Non	1. Oui 2. Non
1	Réceptionniste	Carter, L'emballage optimisé	16 Montérégie	2325, Boulevard Industriel, St-Casimir, Qc, J0L 1T1	Distributeur industriel, produits et équipement d'emballage					03/11/2021	Oui	Oui
2	1. Trieur de matériaux recyclables 2. Journalier	Gaudreau Environnement Inc.	17 Centre-du-Québec	Adresse principale : 365, boul. Bonaventure, Victoriaville Lieu du stage : 245 rue Baladeuse, Victoriaville	Gestion des matières résiduelles					01/11/2021	Oui	Oui
1	Journalier-accenseur	Technologies HumanWare Inc.	17 Centre-du-Québec	1800, rue Jean-Baptiste-Michelaud, Drummondville (QC) J2C 7D7	Manufacturier					04/11/2021	Oui	Non
3	1. Caissier(ère) 2. Contrats de plâcher 3. Commis cour à bois	Lafleur	17 Centre-du-Québec	1650 Bd Lentin, Drummondville, QC J2C 5M4	Commerce de détail (quincaillerie, centre de rénovation)					1. 02/11/2021 2. 02/11/2021 3. 02/11/2021	1. Non 2. Oui 3. Non	1. Non 2. Oui 3. Non
1	Agente de secrétariat	La Francière agricole du Québec	17 Centre-du-Québec	Adresse principale : 4260 Boul Bourque, bureau 120, Sherbrooke, QC J1N 2A6 Lieu du stage : 767 Bd Pierre-Ross, Victoriaville, QC G6T 1S7	Organisme public - Gouvernement du Québec	Patrice Buis	Directeur régional Centres de services de Sherbrooke et Victoriaville	819 820-3322 p. 2412	patrice.buis@gfc.qc.ca	05/11/2021	Oui	Oui
1	Réparation	Les boisés La Fleur	17 Centre-du-Québec	219 Rue François Bourgeois, Victoriaville, QC G6T 2G9	Industriel, bois					04/11/2021	Oui	Oui

OFFRES DE STAGE



Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Lieu de réalisation	Région administrative	Offres de stage (postes) 1	Offres de stage (postes) 2	Offres de stage (postes) 3	Disponibilité d'accueil	Connaissance du DuoEmploi	Nombre de stages offerts (seulement des chiffres)
Université du Québec à Rimouski	14. Services d'enseignement	D 430-300, allée des ursulines, RIMOUSKI, Québec, G5L 3A1	01. Bas-Saint-Laurent	Agent du bureau	Technicien en administration	Professionnel en administration	•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
CISSS du Bas Saint-Laurent	17. Services de santé et assistance sociale	135, AV GAETAN-ARCHAMBAULT, AMQUI, Québec, G5J 2K5	01. Bas-Saint-Laurent	Travailleur social			Mardi 6 juin	Par un site Internet	1
RONA Rivière du Loup	4. Commerce de détail	30, RUE DU CARREFOUR, RIVIERE-DU-LOUP, Québec, G5R 6B6	01. Bas-Saint-Laurent	Commis cour			Lundi 5 juin	Par une association ou un organisme	1
Club Voyages Inter-Monde	4. Commerce de détail	50 Avenue Léonidas Sud Rimouski, QC, G5L 2T2	01. Bas-Saint-Laurent	conseillère voyages			mercredi 7 juin		1
CEB (CENTRE-ÉCOLE DE LA BAIE)	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	731, BOUL DE LA GRANDE-BAIE N, LA BAIE, Québec, G7B 3K5	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Buandier	Aide livreur		•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Auberge des 21	12. Hôtellerie et hébergement	621, RUE MARS, LA BAIE, Québec, G7B 4N1	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Réception			Jeudi 1er juin	Par un site Internet	1
Groupe Pylum	6. Construction	2361, RUE BAUMAN, JONQUIERE, Québec, G7S 5A9	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Assemblage montage (panneaux électriques)	Construction (électricité)	Construction (Montage de Lignes)	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Centre de réparation hydraulique Hydrep Inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	3560, RUE DE L'ENERGIE, JONQUIERE, Québec, G7X 9H4	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Assembleur mécanique			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Maison de soins palliatifs du Saguenay	17. Services de santé et assistance sociale	1845, RUE DESCHENES, JONQUIERE, Québec, G7S 4T8	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Préposé à l'accueil	Aide-cuisinier		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	2
Produits forestiers Résolu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	200, RUE DE QUEN, DOLBEAU-MISTASSINI, Québec, G8L 5M8	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Commis de camp (lien administratif entre le camp et le bureau)	Adjoint(e) administratif et aussi 1 poste pour stagiaire en ressources humaines	Géomaticien(ne)	•Mercredi 7 juin •Mardi 6 juin •Jeudi 1er juin	Par un site Internet	3
BFCO INC.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	5, RUE PAUL-RENE-TREMBLAY, BAIE-SAINT-PAUL, Québec, G3Z 3E4	03. Capitale-Nationale	Manoeuvre			•Mardi 6 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	1
Université Laval	14. Services d'enseignement	2325, ALLEE DES BIBLIOTHEQUES, QUEBEC, Québec, G1V 0A6	03. Capitale-Nationale	Plomberie (pas possible pour personne à mobilité réduite)	Menuiserie (pas possible pour personne à mobilité réduite). Pour plus de postes, cliquez sur le lien	https://roseph2.sharepoint.com/:x/s/DuoEmploi-Inscriptionsetsuivi2023/Ebly8HKTSaHAp m5m5aVvCSwBpihuEu0fGbcneyVAEaNyEQ?e=sp06z9	•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Secrétariat du Conseil du trésor	10. Fonction publique	875, GRANDE ALLEE E, QUEBEC, Québec, G1R 5R8	03. Capitale-Nationale	Conseillère ou conseiller en diversité et inclusion			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
Commission municipale du Québec, Direction des enquêtes et poursuites en intégrité municipale	10. Fonction publique	6e étage-1126, GRANDE ALLEE O, QUEBEC, Québec, G1S 1E5	03. Capitale-Nationale	Technicien en administration	Avocat ou notaire ou Bachelier en droit		Jeudi 1er juin Vendredi 2 juin Mercredi 7 juin	Par un site Internet	2
Société du Centre des congrès de Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	2e étage-900, BOUL RENE-LEVESQUE E, QUEBEC, Québec, G1R 2B5	03. Capitale-Nationale	Accueil	Service à la clientèle	Soutien administratif	•Jeudi 1er juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Laboratoire Schmidt-Nagel inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	20330, BOUL HENRI-BOURASSA, QUEBEC, Québec, G2M 1L1	03. Capitale-Nationale	Réception & expédition de marchandises			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1
Centre de services scolaire de Charlevoix	14. Services d'enseignement	200, RUE SAINT-AUBIN, BAIE-SAINT-PAUL, Québec, G3Z 2R2	03. Capitale-Nationale	Cuisinière	Concierge d'école	Soutien administratif	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Musée de la civilisation	10. Fonction publique	16, RUE DE LA BARRICADE, QUEBEC, Québec, G1K 8W10	03. Capitale-Nationale	Agent ou agente de bureau ou Préposé ou préposée de soutien à l'accueil ou Agent ou agente de numérisation			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Retraite Québec	10. Fonction publique	Il y a des postes en Capitale-Nationale, Montréal et la Mauricie	03. Capitale-Nationale	Gestion et tâches administratives (Québec)	Technicien en relations à la clientèle (Montréal). Pour plus de postes, cliquez sur le lien	https://roseph2.sharepoint.com/:w/s/DuoEmploi-Inscriptionsetsuivi2023/ETRPtRNuuCpLjzpdQGnMrM8B6Nw6nLlRaknySdlwypYfKw?e=W6eP0l	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Direction de la gouvernance et de l'amélioration continue	10. Fonction publique	Mezzanine, aile Chauveau-10, RUE PIERRE-O-CHAUVEAU, QUEBEC, Québec, G1R 4J3	03. Capitale-Nationale	Soutien en secrétariat (mise à jour de listes)	Gestion documentaire (classement de documents)		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1045, BOUL DU LAC, LAC-BEAUPORT, Québec, G3B 0X4	03. Capitale-Nationale	Adjoint(e) administrative			•Dimanche 4 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Plan d'action SQ	1
Conseil des arts et des lettres du Québec	10. Fonction publique	301-830, RUE SAINT-JOSEPH E, QUEBEC, Québec, G1K 3C9	03. Capitale-Nationale	Technicien(ne) en administration			Mardi 6 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	1
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	168, BOUL NOTRE-DAME, CLERMONT, Québec, G4A 1G1	03. Capitale-Nationale	Agent(e) de bureau			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Plan d'action SQ	1

Ferme Marie-Noelle Beaulieu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	674, CH SAINT-LAURENT, BAIE-SAINT-PAUL, Québec, G3Z 2L7	03. Capitale-Nationale	Journalier lavage d'oeufs et aide-maraicher			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	1
Messageries dynamiques	13. Industrie de l'information et le divertissement	627, AV GODIN, QUEBEC, Québec, G1M 3E6	03. Capitale-Nationale	Manutentionnaire			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
SBI- Fabricant de poêles international inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	250, RUE DE COPENHAGUE, ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES, Québec, G3A 2H3	03. Capitale-Nationale	Journalier		Opérateur	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	2
Aéroport international Jean-Lesage de Québec YQB	20. Transport et entreposage	505, RUE PRINCIPALE, QUEBEC, Québec, G2G 0J4	03. Capitale-Nationale	Préposé(e) au service à la clientèle	Technicien TI		•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	2
Ministère du Tourisme	10. Fonction publique	900, BOUL RENE-LEVESQUE E, QUEBEC, Québec, G1R 2B5	03. Capitale-Nationale	Technicien en administration	Conseiller en développement touristique	Adjoint administratif	•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Autorité des marchés financiers	10. Fonction publique	2640, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 5C1	03. Capitale-Nationale	Reprographie/Courrier/Messagerie	Accueil/Réception		Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	2
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	10. Fonction publique	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 4Z1	03. Capitale-Nationale	Conseiller aux politiques d'assistance sociale			•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Le Ministère a des responsabilités au niveau des personnes handicapées, donc d'office, nous sommes informés	1
Innofibre - Cégep de Trois-Rivières	14. Services d'enseignement	3351, boulevard des Forges, Trois-Rivières, Québec, G9A 5E6	04. Mauricie	Technicien	Manœuvre		•Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Dupont Métal inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	910, 3E AV, SAINTE-ANNE-DE-LA-PERADE, Québec, G0X 2J0	04. Mauricie	Dessinateur (trice)			Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
LTR Location	4. Commerce de détail	2255, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 3Z1	04. Mauricie	Journalier cour			Jeudi 1er juin	Par le bouche-à-oreille	1
Adrénaline Urbaine	2. Arts, spectacles et loisirs	2300, RUE DES GRANDS-MARCHES, TROIS-RIVIERES, Québec, G9B 0Y9	04. Mauricie	Service-client	Accompagnateur-entraîneur des groupes scolaires	Soutien administratif	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Solution Alimentaire Chef Willard	16. Services de restauration	2355, RUE SAINT-DENIS, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 4B5	04. Mauricie	Aide-cuisinier	Sous-chef		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	2
Dépanneur Voisin Shawinigan Famille Baril	4. Commerce de détail	1640, RUE TRUDEL, SHAWINIGAN, Québec, G9N 0A2	04. Mauricie	Commis de dépanneur			•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin •Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin	Par une association ou un organisme	1
Pro-techmarine	8. Fabrication (usines, manufacture)	107, route 153, St-Tite, Québec, G0X 3H0	04. Mauricie	Couture industrielle de toile à bateau			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Cégep de Trois-Rivières	14. Services d'enseignement	SA1080-3500, De courval, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Z 1E9	04. Mauricie	Technicien en rémunération	Secrétaire administrative / agente de soutien administrative	Technicien en informatique	•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
IGA Extra Famille Baril	4. Commerce de détail	1500, RUE TRUDEL, SHAWINIGAN, Québec, G9N 0A2	04. Mauricie	Commis d'épicerie	Emballleur		1 au 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Paccini Shawinigan	16. Services de restauration	1100, PROM DU SAINT-MAURICE, SHAWINIGAN, Québec, G9N 1L8	04. Mauricie	Aide-cuisinier			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Les architectes Jacques et Gervais	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	769, 5E RUE DE LA POINTE, SHAWINIGAN, Québec, G9N 1G2	04. Mauricie	Technicien en architecture			•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1

Imprimerie Select	8. Fabrication (usines, manufacture)	605, Boul Industrielle, Shawinigan, Quebec, G9N 6T5	04. Mauricie	Infographie/graphisme			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Culture Trois-Rivières	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	374, Rue des Forges, Trois-Rivières, Québec, G9A 5H3	04. Mauricie	Préposé.e à l'accueil aux arts de la scène			Vendredi 2 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	1
Les Soeurs Jack's Traiteur et Mets Préparés	16. Services de restauration	1515, AV DE GRAND-MERE, SHAWINIGAN, Québec, G9T 2K2	04. Mauricie	Aide-cuisinier/commis			•Mardi 6 juin •Jeudi 1er juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Tatouage fine pointe	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	1261, RUE ARTHUR-VAILLANCOURT, TROIS-RIVIERES, Québec, G8V 0B1	04. Mauricie	Apprenti tatoueur			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Résidence Les Marronniers	17. Services de santé et assistance sociale	6108, RUE AUBUCHON, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Y 6A	04. Mauricie	Animatrice en loisirs	Préposé(e) à l'entretien ménager léger	Ouvrier (lère) de maintenance	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Résidence Les Marronniers	17. Services de santé et assistance sociale	1350, RUE AUBUCHON, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Y 6A8	04. Mauricie	Réceptionniste	Aide-cuisinier /Cuisinier	Serveur(se)	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Résidence Les Jardins Latourelle	17. Services de santé et assistance sociale	30, AV PIERRE-LAPORTE, LOUISEVILLE, Québec, J5V 0A4	04. Mauricie	Animatrice en loisirs	Préposé(e) à l'entretien ménager léger	Ouvrier (lère) de maintenance	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Résidence Les Jardins Latourelle	17. Services de santé et assistance sociale	30, AV PIERRE-LAPORTE, LOUISEVILLE, Québec, J5V 0A4	04. Mauricie	Réceptionniste	Aide-cuisinier /Cuisinier	Serveur(se)	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Boucherie Nobert	4. Commerce de détail	Plusieurs lieux à Trois-Rivières et Shawinigan (voir lien vers tableau dans la section des stages)	04. Mauricie	Boucher	Commis au service à la clientèle. Pour plus de postes, cliquez sur le lien:	https://roseph2.sharepoint.com/:w/s/DuoEmploi-Inscriptionsetsuivi2023/EVBTHSboKkVGtq1YJ2qpCIAB74MRfBWrbxtMokfSsz6zow?e=ZkdzsD	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
G.Bergeronet Fils inc. Ranch Dupont	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1649, RANG SAINT-CHARLES, SAINT-LEON, Québec, J0K 2W0	04. Mauricie	Classage de la qualité de la pomme de terre	Piler des sacs de pomme de terre, 5 lb, 10 lb et / ou 50 lb		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	2
	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	3791 RANG SAINT-MICHEL, SHAWINIGAN, Québec	04. Mauricie	Aide nourricier				Par une association ou un organisme	1
Orientation Travail	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	124 wellington nord, sherbrooke J1H 5X8	05. Estrie	Conseillère en emploi			1er au 7 juin	ROSEPH	1
Société de transport de Sherbrooke	20. Transport et entreposage	895, RUE CABANA, SHERBROOKE, Québec, J1K 2M3	05. Estrie	Ressources humaines			Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Scierie Clifton	8. Fabrication (usines, manufacture)	5, CH DU MOULIN-DE-CLIFTON, SAINT-ISIDORE-DE-CLIFTON, Québec, J0B 2X0	05. Estrie	Journalier			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
Ville de Sherbrooke	10. Fonction publique	174, RUE DU PALAIS, SHERBROOKE, Québec, J1H 6J8	05. Estrie	Service de l'entretien et des événements-Préposé à l'entretien	Programmeur informatique - C-sharp		•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin •Jeudi 1er juin	Par une association ou un organisme	2
Bureau Services Québec du centre-ouest de Montréal	10. Fonction publique	3700-6900, BOUL DECARIE, COTE SAINT-LUC, Québec, H3X 2T8	06. Montréal	Agent(e) d'aide à l'emploi			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin	Par une association ou un organisme	1
Drakkar & Associés inc.	20. Transport et entreposage	300-630, RUE SAINT-PAUL O, MONTREAL, Québec, H3C 1L9	06. Montréal	Développeur Web			Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
CHUM	17. Services de santé et assistance sociale	850, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9	06. Montréal	Agent(e) administratif(ve)			Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Le Saint-Sulpice Hôtel	12. Hôtellerie et hébergement	414, RUE SAINT-SULPICE, MONTREAL, Québec, H2Y 2V5	06. Montréal	Préposé(e) à la réception	Entretien ménager		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
BSQ de l'est de Montréal	10. Fonction publique	200-3160, RUE SHERBROOKE E, MONTREAL, Québec, H1N 3W3	06. Montréal	Préposés aux renseignements	Agent d'aide à l'emploi		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	2
Solnor Environnement inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	10636, AV L'ARCHEVEQUE, MONTREAL-NORD, Québec, H1H 3A2	06. Montréal	Technicien (ne) comptable	Comptable	Chauffeur/livreur	Vendredi 2 juin	Par une association ou un organisme	3
IRSST-Robert-Sauvé	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	505, BOUL DE MAISONNEUVE O, MONTREAL, Québec, H3A 3C2	06. Montréal	Professionnel de recherche			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Ville de Montréal, Arrondissement du Plateau-Mont-Royal	10. Fonction publique	201, AV LAURIER E, MONTREAL, Québec, H2T 3E6	06. Montréal	Secrétaire	Agent(e) de communications sociales. Pour plus de postes, cliquez sur le lien	https://roseph2.sharepoint.com/:w/s/DuoEmploi-Inscriptionsetsuivi2023/EUWmwohsl9HvG4felseeu0BnYqtqas1ySqOlbi6XoHGqA7e=8Aqm1x	•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	3
Direction régionale de Services Québec de Montréal	10. Fonction publique	100-276, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2Y 1N3	06. Montréal	Secrétaire			Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Ville de Beaconsfield	10. Fonction publique	303 boul beaconsfield, Beaconsfield H9W 4A7	06. Montréal	Aide-bibliothécaire			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1

Service des ressources humaines - Ville de Montréal	10. Fonction publique	402-5800, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2S 3L5	06. Montréal	Secrétariat Suivi des factures dans le système de la Ville			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
CPE Cartierville	10. Fonction publique	11760, AV ROBERT-GIFFARD, MONTREAL, Québec, H4J 2C6	06. Montréal	Ajointe-administrative	Cuisinier	Préposé	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	3
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	10. Fonction publique	475, BOUL DE MAISONNEUVE E, MONTREAL, Québec, H2L 5C4	06. Montréal	Commis de bibliothèque/agent de bureau	Technicien en documentation	Bibliothécaire/archiviste	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	0
Produits forestiers Résolu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Bureau 400-1010, RUE DE LA GAUCHETIERE O, MONTREAL, Québec, H3B 2N2	06. Montréal	Stagiaire en développement organisationnel			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Conseil du patronat du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7	06. Montréal	Communication, marketing, événements	Assistante administrative	Support au président	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Reitmans (Canada) Limitée	4. Commerce de détail	250, RUE SAUVE O, MONTREAL, Québec, H3L 1Z3	06. Montréal	Agent de bureau - Ressources humaines			Mardi 6 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Corporation Urgences-santé	17. Services de santé et assistance sociale	6700, RUE JARRY E, SAINT-LEONARD, Québec, H1P 0A5	06. Montréal	Répartiteur médical d'urgence	Chargé de projet	Analyste en informatique	1 au 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
CIUSSS de l'est-de-l'île de Montréal	17. Services de santé et assistance sociale	5414, BOUL DE L'ASSOMPTION, MONTREAL, Québec, H1T 2M5	06. Montréal	Administratif	Préposé aux bénéficiaires	Cuisinier	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S9	06. Montréal	Agent de soutien aux enquêtes policières			Vendredi 2 juin	Plan d'action SQ	1
Ville de Montréal, Plateau-Mont-Royal	10. Fonction publique	5e -201 L, AV LAURIER E, MONTREAL, Québec, H2T 3E6	06. Montréal	Conseiller en ressources humaines	Agent de bureau		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	2
La Centrale agricole: coopérative de solidarité de producteurs urbains	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	305-1401, RUE LEGENDRE O, MONTREAL, Québec, H4N 2R9	06. Montréal	Gestionnaire d'immeuble	Aide aux communications	Aide au composte	•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
9325-8986 Québec inc	16. Services de restauration	3251, saint catherine e, MONTREAL, Québec, H1W 2C5	06. Montréal	Plongeur entretien petite tâche connexe			1 au 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Villa Belle Rive	17. Services de santé et assistance sociale	5320, BOUL GOUIN E, MONTREAL-NORD, Québec, H1G 1B4	06. Montréal	Aide de service			•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	1
Pâtisserie Dolce Francesco	4. Commerce de détail	15714, BOUL DE PIERREFONDS, PIERREFONDS, Québec, H9H 3P6	06. Montréal	Aide pâtisserie/commis cuisine			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	644, 1RE RUE PARC-INDUSTRIEL, SAINTE-MARIE, Québec, G6E 3H3	06. Montréal	Agent(e) de secrétariat			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin	Plan d'action SQ	1
CRCHUM	17. Services de santé et assistance sociale	St-Denis-900, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9	06. Montréal	Assistant de recherche	Préposé à la stérilisation d'équipements médicaux. Pour plus de postes, cliquez sur le lien:	https://roseph2.sharepoint.com/_w/_s/DuoEmplot-Inscriptionsetsuivi2023/EcM6TUtr1phEnmUHHzy0XaMBDwNNJJaqTkb4LWkG4XPkig?e=vgRN3z	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	10. Fonction publique	17e étage-360, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2Y 1P5	06. Montréal	Préposé.e aux renseignements	Préposé.e aux renseignements	Préposé.e aux renseignements	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin	Par le bouche-à-oreille	3
Parc olympique	10. Fonction publique	4545, AV PIERRE-DE COUBERTIN, MONTREAL, Québec, H1V 0B2	06. Montréal	Ressources humaines	Métiers divers (je suis en train de voir les gens intéressés)	Tech en administration	Jeudi 1er juin	Par une association ou un organisme	3
École de technologie supérieure	14. Services d'enseignement	A-3900-1100, RUE NOTRE-DAME O, MONTREAL, Québec, H3C 1K3	06. Montréal	Conseiller ou conseillère en ressources humaines	Technicien ou technicienne en administration	Conseiller ou conseillère en équité, diversité et inclusion	Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Travailleurs unis de l'Alimentation et du Commerce, section locale 500	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	100-1200, BOUL CREMAZIE E, MONTREAL, Québec, H2P 3A7	06. Montréal	Adjoint.e administratif.ve			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1
Conseil des arts et des lettres du Québec	10. Fonction publique	300-1435, RUE DE BLEURY, MONTREAL, Québec, H3A 2H7	06. Montréal	Chargé de programme et coordonnatrice-conseillère en communications numériques			Mardi 6 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	1

GroupeTVA	13. Industrie de l'information et le divertissement	1600, BOUL DE MAISONNEUVE E, MONTREAL, Québec, H2L 4P2	06. Montréal	Tous les postes en production, tour des studios			Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Québecor	13. Industrie de l'information et le divertissement	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H3C 4M8	06. Montréal	Ressources humaines			Mardi 6 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Guard-X Inc.	6. Construction	10600, BOUL PARKWAY, ANJOU, Québec, H1J 1R6	06. Montréal	Entretien ménager	Technicien à l'atelier de rechargement - nettoyage	Commis à l'entrepôt	•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
L'Institut de recherche du Centre de santé McGill	17. Services de santé et assistance sociale	5252, BOUL DE MAISONNEUVE O, MONTREAL, Québec, H4A 3S5	06. Montréal	Agent d'acquisition de talents. Ressources humaines	Research program agent. Management and EDI. Centre for Outcomes Research and Evaluation (CORE). (Only English)	Agent.e ou technicien.ne de recherche animalière (Programme de recherche translationnelle sur les maladies respiratoires, Programme en maladies infectieuses et immunité en santé mondiale)	•Mercredi 7 juin •Jeudi 1er juin	Par le bouche-à-oreille	3
MELS	13. Industrie de l'information et le divertissement	1600, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H3C 4M8	06. Montréal	Assistant-monteur	Technicien distribution – contrôle qualité		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Chaire d'excellence en recherche du Canada - Intelligence artificielle autonome Autorité des marchés financiers	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	6666, RUE SAINT-URBAIN, MONTREAL, Québec, H2S 3H1	06. Montréal	Soutien administratif dans un groupe de recherche			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
	10. Fonction publique	22e étage-800 Square Victoria, Montréal	06. Montréal	Accueil/Réception			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
Froment et de sève	4. Commerce de détail	2355, RUE BEAUBIEN E, MONTREAL, Québec, H2G 1N3	06. Montréal	Caissière			•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Le Devoir	13. Industrie de l'information et le divertissement	8e-1265 Berri, Montréal H2L 4X4	06. Montréal	Agent service client	Technicien informatique	Stratège numérique	Jeudi 1er juin	Par un site Internet	3
Groupe VO2 Conseil Canada Inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	310-4200, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2W 2R2	06. Montréal	Développeur informatique			Lundi 5 juin	Par un site Internet	1
AbbVie	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	8401, RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1	06. Montréal	Réception de colis			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
Musée d'art contemporain de Montréal	2. Arts, spectacles et loisirs	505-4, PLACE VILLE-MARIE, MONTREAL, Québec, H3B 2E7	06. Montréal	Médiateur (animateur d'ateliers de création)			Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Banque Nationale du Canada	9. Finance et assurances	700 rue de la Gauchetière Ouest, Montréal, QC H3B 4L5 – au 6ième étage (stages aux 2 adresse)	06. Montréal	En succursale (au 600)	En centre d'appels (au 700)		Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Direction régionale de Services Québec de l'Outaouais	10. Fonction publique	16, IMP DE LA GARE-TALON, GATINEAU, Québec, J8T 0B1	07. Outaouais	Technicienne en administration	Agente de bureau		Jeudi 1er juin	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	2
Relais des jeunes Gatinois	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	315, Migneault, Gatineau, Québec, J8P 6J4	07. Outaouais	Appariteur			Lundi 5 juin	Par une association ou un organisme	1
Ville de Gatineau	10. Fonction publique	25, RUE LAURIER, GATINEAU, Québec, J8X 4C8	07. Outaouais	Soutien administratif	Service à la clientèle	Préposé(e) à la reprographie	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
La Relance	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	270, BOUL DES ALLUMETTIERES, GATINEAU, Québec, J8X 1N3	07. Outaouais	Secrétaire/réceptionniste			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Centre des services des Draveurs Services des ressources éducatives	14. Services d'enseignement	200 boul Maloney Gatineau J8P 1K3	07. Outaouais	Commis bibliothèque			45083	Par une association ou un organisme	1
IGA	4. Commerce de détail	455 boul Gréber Gatineau J8T 5T7	07. Outaouais	commis prêt à manger			45084	Par une association ou un organisme	1
La Relance	17. Services de santé et assistance sociale	270 des allumetieres Gatineau J8X 1N3	07. Outaouais	Réceptionniste	Commis	Adjointe administrative	45084	Par une association ou un organisme	1
Pharmacie Jean Coutu	4. Commerce de détail	860 boul René Ouest Gatineau	07. Outaouais	Commis à l'étalage			45084	Par une association ou un organisme	
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	17. Services de santé et assistance sociale	612, 5e avenue Ouest, aucune , Amos, Québec, J9T 1P6	08. Abitibi-Témiscamingue	Agent(e) administratif(ve)	Aide de service	Préposé à l'hygiène et salubrité/service alimentaire	1 au 7 juin •Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Centrap inc.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	A-169, BOUL LA SALLE, BAIE-COMEAU, Québec, G4Z 1S2	09. Côte-Nord	Conciergerie			•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
9185-0545 Québec Inc Manoir providence	17. Services de santé et assistance sociale	124, 4E AVenue, 101, CHIBOUGAMAU, Québec, G8P 0A5	10. Nord-du-Québec	Services			Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Corporation le Zéphir	17. Services de santé et assistance sociale	105, AV DU PARC, CHIBOUGAMAU, Québec, G8P 3A5	10. Nord-du-Québec	Aide-cuisinière	Entretien	Préposée	•Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
JF inc	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	7 Petite Allée, Matagami J0Y 2A0	10. Nord-du-Québec	Préposé entretien ménager			•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
La boîte flexible inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	45, RUE WAKEHAM, GASPE, Québec, G4X 1P9	11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Généraliste du Web			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
LFG Construction	6. Construction	190, RUE ARMAND-LELIEVRE, NEW RICHMOND, Québec, G0C 2B0	11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Accueil	Préposé entrepôt	Préposé à la cour	•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
Centre de pédiatrie sociale en communauté de la Côte-de-Gaspé/l'Équipage	17. Services de santé et assistance sociale	12, RUE DU COLLEGE, GASPE, Québec, G4X 5H9	11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Directrice			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
CISSS de la Gaspésie	17. Services de santé et assistance sociale	Plusieurs lieux à Gaspé, Maria, Chandler et Sainte-Anne-des-Monts (voir lien vers tableau dans la section des stages)	11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Agente administrative	Cuisine / entretien. Pour plus de postes, cliquez sur le lien:	https://roseph2.sharepoint.com/:w/s/DuoEmplol-Inscriptionsetsuivi2023/EQMeI3pi4hDlgo7D-H7U88B6yXk6upntBEe-1lWxh12Fw?e=5ibud6	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	3
Les Roulottes Chaudière inc.	4. Commerce de détail	870, CH OLIVIER, LEVIS, Québec, G7A 2N1	12. Chaudière-Appalaches	Préposé (e) à l'entretien ménager			•Vendredi 2 juin •Samedi 3 juin •Dimanche 4 juin •Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1

Le Réseau Entraide des Appalaches	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	200, RUE NOTRE-DAME O, THETFORD MINES, Québec, G6G 1J6	12. Chaudière-Appalaches	Aide à la cuisinière	Classement dans la friperie	Aide ménagère	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
Récupération Frontenac	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des déchets, etc.)	217, RUE MONFETTE O, THETFORD MINES, Québec, G6G 7Y3	12. Chaudière-Appalaches	Trieur de matière			Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
Royal Mat	8. Fabrication (usines, manufacture)	132, 181E RUE, BEAUCEVILLE, Québec, G5X 2S8	12. Chaudière-Appalaches	Manoeuvre			•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Métal Bernard	8. Fabrication (usines, manufacture)	12, RUE NAPOLEON-COUTURE, SAINT-LAMBERT-DE-LAUZON, Québec, G0S 2W1	12. Chaudière-Appalaches	Préposé à l'entretien	Journalier		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Sûreté du Québec Mail 11-05-2023 Confirmé	10. Fonction publique	160, RUE CAOUETTE O, THETFORD MINES, Québec, G6G 7M7	12. Chaudière-Appalaches	Agent(e) de secrétariat			•Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Plan d'action SQ	1
Clermond Hamel Ltee	8. Fabrication (usines, manufacture)	25, 7E RANG S, SAINT-EPHREM-DE-BEAUCE, Québec, G0M 1R1	12. Chaudière-Appalaches	Journalier(e) - Pileur	Adjoint(e) comptabilité		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	303, RUE DES ENTREPRENEURS, MONTMAGNY, Québec, G5V 4S9	12. Chaudière-Appalaches	Agent(e) de bureau	Accueil-réception		•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Plan d'action SQ	2
Appalaches Nature inc.	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1200, 9E RUE S, THETFORD MINES, Québec, G6G 0G9	12. Chaudière-Appalaches	Opérateur de production	Administration		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin •Vendredi 2 juin	Par le bouche-à-oreille	2
Villa du Moulin	17. Services de santé et assistance sociale	840, AV DU MOULIN, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE, Québec, G0S 2V0	12. Chaudière-Appalaches	Service aux tables	Cuisine	Entretien ménager	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	506, RTE DE L'EGLISE, SAINT-JEAN-PORT-JOLI, Québec, G0R 3G0	12. Chaudière-Appalaches	Accueil à la clientèle. Pour plus de postes, cliquez sur le lien	https://roseph2.sharepoint.com/:x/s/DuoEmplot-Inscriptionsetsuivi2023/EFEoRJ3PuRNu85TBSv1O-IBwG5hALqn6vdoMBOYJMB7A?e=LU9h2z		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin •Vendredi 2 juin	Plan d'action SQ	2
Creaform	13. Industrie de l'information et le divertissement	4700, RUE DE LA PASCALINE, LEVIS, Québec, G6W 0L9	12. Chaudière-Appalaches	Technicien informatique	Assistant aux ventes		•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2
Au Jardin de la Famille de Fabreville Inc.	4. Commerce de détail	3867, BOUL SAINTE-ROSE, LAVAL, Québec, H7P 1C8	13. Laval	Préposé au magasin			•Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Direction des services gouvernementaux et du marché du travail - Laval	10. Fonction publique	1041, BOUL DES LAURENTIDES, LAVAL, Québec, H7G 2W2	13. Laval	Agent de recherche			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1
Ville de Laval - Bibliothèque Multiculturelle	10. Fonction publique	1535, BOUL CHOMEDEY, LAVAL, Québec, H7V 3R2	13. Laval	Préposé(e) aux prêts			•Mardi 6 juin •Lundi 5 juin	Par une association ou un organisme	1
Ville de Laval - Bibliothèque Gabrielle-Roy	10. Fonction publique	3505, BOUL DAGENAIS O, LAVAL, Québec, H7P 4V10	13. Laval	Préposé.e aux prêts			Jeudi 1er juin	Par le bouche-à-oreille	1
Ville de Laval - Bibliothèque Sylvain-Garneau	10. Fonction publique	187, BOUL SAINTE-ROSE, LAVAL, Québec, H7L 1L6	13. Laval	Préposé.e aux prêts			Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Bibliothèque Laure-Conan	10. Fonction publique	4460, BOUL DES LAURENTIDES, LAVAL, Québec, H7K 2J4	13. Laval	Préposé(e) aux prêts			Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Bibliothèque Marius-Barbeau	10. Fonction publique	1245, MONTEE DU MOULIN, LAVAL, Québec, H7A 3V7	13. Laval	Préposé(e) aux prêts			Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Association pour personnes aînés résidant à Laval (APARL)	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	4901, RUE SAINT-JOSEPH, LAVAL, Québec, H7C 1H6	13. Laval	Cuisine			Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin	Par une association ou un organisme	1
Anjalec Construction Inc.	6. Construction	1159, RUE LEVIS, TERREBONNE, Québec, J6W 0A9	14. Lanaudière	Technicien/nne - pour travailler Office MS			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Coffrages Synergy	8. Fabrication (usines, manufacture)	401, CH DES ATELIERS, LAVALTRIE, Québec, J5T 3R2	14. Lanaudière	Journalier de préfabrication			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	3005, AV DE LA GARE, MASCOUCHE, Québec, J7K 0P9	14. Lanaudière	Agent(e) de secrétariat			Lundi 5 juin	Plan d'action SQ	1
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	501, RUE LEONARD, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS, Québec, J8C 0B5	15. Laurentides	Agent(e) de bureau	Agent(e) de secrétariat		•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Plan d'action SQ	2
Ressourcerie Recyc-Dons	4. Commerce de détail	18200, RUE J. A. BOMBARDIER, MIRABEL, Québec, J7J 0H5	15. Laurentides	Trieurs de textile	Commis magasin	Testeurs de petits électroménagers et lumières	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Samedi 3 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2

							•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin		
Messageries dynamiques	13. Industrie de l'information et le divertissement	12800, RUE BRAULT, MIRABEL, Québec, J7J 0W4 14111, RUE SAINT-JEAN, MIRABEL, Québec, J7J 1Y3	15. Laurentides	Manutentionnaire	Camelot			Par le bouche-à-oreille	2
Ville de Mirabel	10. Fonction publique		15. Laurentides	Agent aux communications			Mardi 6 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un site Internet	1
Conseil Québécois des ressources humaines en tourisme	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	200-2751, BOUL JACQUES-CARTIER E, LONGUEUIL, Québec, J4N 1L7	16. Montérégie	Adjoint(e) administratif(ve)	Agent(e) de projets en ressources humaines	Préposé(e) aux services à la clientèle		Par une association ou un organisme	3
Excellence Peterbilt	4. Commerce de détail	1041, RUE NOBEL, SAINTE-JULIE, Québec, J3E 1Z4	16. Montérégie	Commis aux pièces	Conseiller au service	Commis comptable	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	3
Les Productions JBH Premier Inc.	2. Arts, spectacles et loisirs	370 rang de la Montagne, Rougemont, Rougemont, Qc, J0L 1M0	16. Montérégie	Préposé à l'accueil	Préposé au bar	Préposé à l'entretien	•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Northex Environnement Inc.	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des déchets, etc.)	699, MONTEE DE LA POMME-D'OR, CONTRECOEUR, Québec, J0L 1C1	16. Montérégie	Triage manuel	Gestion des réseaux sociaux et site web		•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin •Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	2
Ville de Sorel-Tracy	10. Fonction publique	Charlotte-71, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY, Québec, J3P 1G5	16. Montérégie	Stagiaire au Service de l'urbanisme	Stagiaire au Service des communications		•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Centre des générations de Boucherville	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	61, RUE DE MUY, BOUCHERVILLE, Québec, J4B 4T3	16. Montérégie	Accrochage de vêtements	Ventes	Aide general	•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin •Samedi 3 juin •Jeudi 1er juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	3
Magnus 1946 Produits Chimiques Ltée	8. Fabrication (usines, manufacture)	1271, RUE AMPERE, BOUCHERVILLE, Québec, J4B 5Z5	16. Montérégie	Soutien administratif - Classement			•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Messageries ADP	13. Industrie de l'information et le divertissement	2315, RUE DE LA PROVINCE, LONGUEUIL, Québec, J4G 1G4	16. Montérégie	Commis d'entrepôt	Commis, gestion de l'inventaire		Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	2
Vidéotron	13. Industrie de l'information et le divertissement	Boulevard Fiset-274, BOUL FISET, SOREL-TRACY, Québec, J3P 3P9	16. Montérégie	Agent.e de ventes en magasin			•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	1
Direction régionale de Services Québec de la Montérégie	10. Fonction publique	135 H, BOUL DE MORTAGNE, BOUCHERVILLE, Québec, J4B 6G4	16. Montérégie	Adjoint ou adjointe administratif-ve			•Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Réseau de transport de Longueuil	20. Transport et entreposage	5120, RUE BELLEVUE, GREENFIELD PARK, Québec, J4V 1K3	16. Montérégie	Stagiaire - Direction ressources humaines	Stagiaire - Direction projets majeurs en infrastructures de bâtiments	Stagiaire - Direction exploitation	•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Espoir service intervention mentale	17. Services de santé et assistance sociale	1708 St-George Le Moyne J4P2E4	16. Montérégie	Entretien Ménager	commis café bistro		45083	Par une association ou un organisme	1
Pattes et Griffes Iberville	4. Commerce de détail	514 boul. d'Iberville, Saint-Jean sur Richelieu	16. Montérégie	Commis Animalier					
Semo Le Jalon	17. Services de santé et assistance sociale	210 - 120 boulevard St-Jean-Baptiste, Châteauguay, J6K 3A9	16. Montérégie	Adjointe administrative			45084	Par un association ou un organisme	1
Parc régional de la rivière Gentilly	12. Hôtellerie et hébergement	1000, ROUTE DES FLAMANTS, SAINTE-MARIE-DE-BLANDFORD, Québec, G0X 2W0	17. Centre-du-Québec	Préposé(e) à l'accueil	Préposé(e) terrain		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	2
Les Ecuries D&R	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	18175, RUE GAUTHIER, BECANCOUR, Québec, G9H 1C1	17. Centre-du-Québec	Palefrenier			1 au 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Bureau de Services Québec de Bécancour	10. Fonction publique	1300, BOUL DE PORT-ROYAL, BECANCOUR, Québec, G9H 1X6	17. Centre-du-Québec	Préposé à l'accueil et aide à l'emploi			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Gaudreau Environnement	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des déchets, etc.)	245, RUE DE LA BULSTRODE, VICTORIAVILLE, Québec, G6T 1P7	17. Centre-du-Québec	Trieur			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Alimentation Pierre D'Amour inc	4. Commerce de détail	2070, BOUL LEMIRE, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 6X5	17. Centre-du-Québec	Commis			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Centre d'entraide Contact Warwick	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	214, RUE SAINT-LOUIS, WARWICK, Québec, J0A 1M0	17. Centre-du-Québec	Caissière	Aide cuisinier	Journalier au tri des dons	•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Boulangerie Pâtisserie Lamontagne	4. Commerce de détail	59, RUE GIROUARD, VICTORIAVILLE, Québec, G6P 5T2	17. Centre-du-Québec	Commis de cuisine ou pâtisserie			•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Office des personnes handicapées du Québec	10. Fonction publique	309, RUE BROCK, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 1C5	17. Centre-du-Québec	Accueil, information et référence	Conseiller/ère à la mise en œuvre de la loi		Jeudi 1er juin	Par un site Internet	2
École Nationale de police du Québec	10. Fonction publique	350, Marguerite-D'Youville, N/A, Nicolet, Québec, J3T 1X4	17. Centre-du-Québec	Agent de bureau	Agent de secrétariat	Technicien en comptabilité	•Mercredi 7 juin •Mardi 6 juin •Vendredi 2 juin	Par un site Internet	3
Sogetel Inc.	13. Industrie de l'information et le divertissement	111, RUE DU 12-NOVEMBRE, NICOLET, Québec, J3T 1S3	17. Centre-du-Québec	Préposé aux équipements clients			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Pharmaprix 4491	4. Commerce de détail	1860, BOUL SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 1R2	17. Centre-du-Québec	Commis(e)/Caissier(e)			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin	Par une association ou un organisme	1

OFFRES DE STAGE - EA



Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Lieu de réalisation	Région administrative	Offres de stage (postes) 1	Offres de stage (postes) 2	Offres de stage (postes) 3	Disponibilité d'accueil	Connaissance du DuoEmploi	Nombre de stages offerts (seulement des chiffres)
Centre de travail Laro Inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	179, RUE DEVEAULT, GATINEAU, Québec, J8Z 1S7	07. Outaouais	Journalier d'atelier			•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	1
Cétal	8. Fabrication (usines, manufacture)	132, RUE OLIVIER, LAURIER-STATION, Québec, G0S 1N0	12. Chaudière-Acoulaches	Journalier au bois (coupe et/ou assemblage)	Journalier à l'ensachage	Journalier à la création de fil (câblage)	•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
CHAP Alliance	8. Fabrication (usines, manufacture)	9050, 22E AV. SAINT-GEORGES, Québec, G5Y 7R6	12. Chaudière-Acoulaches	Préparation de commandes	Magasin	Centre de tri	•Jeudi 1er juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	3
Cétal	8. Fabrication (usines, manufacture)	220, BOUL DE LA BONAVENTURE, VICTORIAVILLE, Québec, G6T 1V9	17. Centre-du-Québec	Journalier	Trieuse		•Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par le bouche-à-oreille	2
Recuperation Centre du Québec	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	5620, RUE SAINT-ROCH S, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 6V4	17. Centre-du-Québec	Préposé au tri	Préposé en entretien ménager		•Jeudi 1er juin •Vendredi 2 juin •Lundi 5 juin •Mardi 6 juin •Mercredi 7 juin	Par une association ou un organisme	2

Région administrative	Secteurs d'activité	Oui_non	Jumelage confirmé	Categories Finales
01. Bas-Saint-Laurent	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Non	Confirmé	Administration, comptabilité (secrétaire, agent de bureau, adjoint administratif, commis comptable, ...)
02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	2. Arts, spectacles et loisirs	Oui	Pas confirmé	Alimentation, restauration (plongeur, aide à la cuisine, assistant chef cuisinier, ...)
03. Capitale-Nationale	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	Volet désistement		Art, spectacles, loisir (comédienne, musicienne, humoriste, monteur de plateau, modiste, coutuier, acteur, ...)
04. Mauricie	4. Commerce de détail			Automobile, transport (commande/livraison, commis lavage d'auto, approvisionnement, chauffeur, ...)
05. Estrie	5. Commerce de gros			Commerces, entreposage (agent commercial, agent de marketing, commis d'entrepôt, ...)
06. Montréal	6. Construction			Éducation (educateur, garderie, surveillant, ...)
07. Outaouais	7. Extraction minière			Entretien (Tout ce qui touche l'entretien : entretient ménager, tondeur de gazon, entretien industriel, jardinier, ...)
08. Abitibi-Témiscamingue	8. Fabrication (usines, manufacture)			Environnement (préposé au tri, paysagiste, videur, horticulteur, ...)
09. Côte-Nord	9. Finance et assurances			Industrie (commis, journalier, cariste, ...)
10. Nord-du-Québec	10. Fonction publique			Informatique (developpeur web, mobile, concepteur de jeux videos, de logiciels, gestion de réseaux informatiques, ...)
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11. Gestion de sociétés et d'entreprises			Métiers spécialisés (infographe, graphisme, immobilier, conception, média, communication, agent de sécurité, mécanicien, ...)
12. Chaudière-Appalaches	12. Hôtellerie et hébergement			Professionnels (Personnes ayant un bac ou diplomes universitaires : ingénieur, banquiers, enseignants, comptable, ...)
13. Laval	13. Industrie de l'information et le divertissement			Service à la clientèle (caissiers, receptionniste, serveur, barman, ...)
14. Lanaudière	14. Services d'enseignement			
15. Laurentides	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des déchets, etc.)			
16. Montérégie	16. Services de restauration			
17. Centre-du-Québec	17. Services de santé et assistance sociale			
	18. Services immobiliers			
	19. Services professionnels, scientifiques et techniques			
	20. Transport et entreposage			

Étiquettes de lignes	Nombre de Région administrative
01. Bas-Saint-Laurent	4
02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	6
03. Capitale-Nationale	20
04. Mauricie	21
05. Estrie	4
06. Montréal	45
07. Outaouais	10
08. Abitibi-Témiscamingue	1
09. Côte-Nord	1
10. Nord-du-Québec	3
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4
12. Chaudière-Appalaches	12
13. Laval	8
14. Lanaudière	3
15. Laurentides	4
16. Montérégie	14
17. Centre-du-Québec	11
(vide)	
Total général	171

L'entreprise s'est-elle accueillie un stagiaire ?	Cette entreprise s'est-elle une entreprise adaptée ?	Nom de l'organisation	Secteur d'activité de l'organisation	Statut de l'entreprise	Adresse de l'entreprise	Lieu de réalisation du stage	Département administrative de l'entreprise	Connnaissance du DuoEmploi	Autre moyen par lequel le DuoEmploi a été connu
Non	Non	14913124 Canada Inc.	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	4040, BOUL METROPOLITAIN E, SAINT-LEONARD, Québec, H1R 1Z6		04. Mauricie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	9186-9875 Québec inc. Les Jardins du Patrimoine inc. Résidence	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	100 Place des Pionniers, La Sarre, QC J0Z 0A2		06. Abitibi-Témiscamingue	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	9200-4001 Québec inc. Centre HI-Fl Groupe Sélect La Sarre	4. Commerce de détail	Employeur privé	31 5e Avenue E, La Sarre, QC J0Z 1K7		06. Abitibi-Témiscamingue	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	9464-3566 Québec inc. IGA Marché Daigle	4. Commerce de détail	Employeur privé	77 2e Rue E, La Sarre, QC J0Z 3G8		06. Abitibi-Témiscamingue	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Abbvie Corporation	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	8401 RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1		06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Abbvie Corporation	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	8401, RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1		06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Abbvie Corporation	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	8401, RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1		06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Abbvie Corporation	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	8401, RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1		01. Bas-Saint-Laurent	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Aéroport de Québec inc.	20. Transport et entreposage	Employeur public	505, RUE PRINCIPALE, QUEBEC, Québec, G2G 0I4		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	Nous avons déjà participé dans des années précédentes.
Oui	Non	Airbus Canada	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	13100 Boulevard Henri Fabre (Mirabel), QC J7N 3C6, Canada)		15. Laurentides	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Antoniello Dierckx (Boulangier de la gare)	4. Commerce de détail	Employeur privé	11, RUE DE LA GARE, VICTORIAVILLE, Québec, G6P 3Z1		17. Centre du Québec	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Arrondissement de Villery - Saint-Michel	10. Fonction publique	Employeur public	405, AV OGLIVY, MONTREAL, Québec, H3M 1M3		06. Montréal	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Aspirateurs du nord	4. Commerce de détail	Employeur privé	2248, AV LARIVIERE, ROUYN-NORANDA, Québec, J9Y 0G8		06. Abitibi-Témiscamingue	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Assemblée Nationale du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	1045 Rue des Parlementaires - Adresse postale, Québec, QC G1A 1A3		03. Capitale-Nationale		Gouvernement du Québec
Oui	Non	Association québécoise du parapente inc.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins person	Employeur privé	207-11, BOUL MOUNTAIN GRANBY, Québec, J0G 9H5		03. Estrie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Au Jardin de la Famille de Fabreville inc.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins person	Employeur privé	3867, BOUL SAINTE-ROSE, LAVAL, Québec, H7P 1C8		13. Laval	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Au Peché Mignon	4. Commerce de détail	Employeur privé	66, RUE NOTRE-DAME E, VICTORIAVILLE, Québec, G6P 3Z4		17. Centre-du-Québec		
Oui	Non	Autorité des marchés financiers	10. Fonction publique	Employeur public	400-2640, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 5C1		03. Capitale-Nationale	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	
Oui	Non	Banq Maque	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	225, RUE ROY, SAINT-EUSTACHE, Québec, J7H 5R5		15. Laurentides	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	Par le bouche-à-oreille
Oui	Non	Banque Nationale	9. Finance et assurances	Employeur privé	91, BOUL JACQUES-CARTIER S, SHERBROOKE, Québec, J1Y 2Z3		05. Estrie	Par un site Internet	Par un média social (Facebook, LinkedIn)
Oui	Non	Banque Nationale	9. Finance et assurances	Employeur privé	800, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H3C 1A3		06. Montréal	Par un site Internet	Par un média social (Facebook, LinkedIn)
Oui	Non	BNP Paribas	9. Finance et assurances	Employeur privé	2001-9, BOUL ROBERT-BOURASSA, MONTREAL, Québec, H3A 2A6		06. Montréal		Nous avons déjà participé en 2022 / Connu à l'origine par le Rospeth
Non	Non	Bois d'œuvre Cedrico inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	562, RTE 132 E, CAUSAPSCAL, Québec, G0J 1J0		01. Bas-Saint-Laurent	D'une autre façon (précisez)	réception d'un courriel du bureau de la direction régionale de Rimouski
Oui	Non	Bois d'œuvre Cedrico inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	39, RUE SAINT-JEAN-BAPTISTE, PRICE, Québec, G0J 1Z0		01. Bas-Saint-Laurent	D'une autre façon (précisez)	réception d'un courriel du bureau régionale de Rimouski
Oui	Non	Boulangerie du bon matin	4. Commerce de détail	Employeur privé	189 boul. Gréber, Gatineau, J8T 3R1		07. Outaouais	D'une autre façon (précisez)	Dm a sollicité
Oui	Non	Boutique la Vie en Rose Inc.	4. Commerce de détail	Employeur privé	3055, RUE VIAU, MONTREAL, Québec, H1V 3J5		06. Montréal	D'une autre façon (précisez)	Infolettre CRHA/CRIA
Oui	Non	Boutique la Vie en Rose Inc.	4. Commerce de détail	Employeur privé	3055, RUE VIAU, MONTREAL, Québec, H1V 3J5	4275, BOUL METROPOLITAIN E, SAINT-LEONARD, Québec, H1R 1Z4	06. Montréal	D'une autre façon (précisez)	Infolettre CRHA/CRIA
Oui	Non	Bureau de Services Québec de Sorel-Tracy	10. Fonction publique	Employeur public	375, BOUL FISET, SOREL-TRACY, Québec, J3P 7Z4		16. Montérégie	D'une autre façon (précisez)	Dans le cadre de mon travail
Non	Non	Bureau de Services Québec de Trois-Rivières	10. Fonction publique	Employeur public	300-225, RUE DES FORGES, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 2G7		04. Mauricie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Bureau de services québec de vaudeuril-dorion	10. Fonction publique	Employeur public	4-430, BOUL HARWOOD, VAUDREUIL-DORION, Québec, J7V 7H4		16. Montérégie	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Bureau Services Québec de l'est de Montréal	10. Fonction publique	Employeur public	200-6690, RUE SHERBROOKE E, MONTREAL, Québec, H1N 3W3		06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Bureau Services Québec sud-ouest de Montréal	10. Fonction publique	Employeur public	RC-1055, RUE GALT, VERDUN, Québec, H4G 2R1		06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Café Brûlerie RDL	16. Services de restauration	Employeur privé	419, RUE LAFONTAINE, RIVIERE-DU-LOUP, Québec, G5R 3B6		01. Bas-Saint-Laurent	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	
Oui	Non	Café famille	4. Commerce de détail	Employeur privé	81 Rue Notre Dame East, Victoriaville, QC G6P 3Z4		17. Centre-du-Québec		SEMO
Oui	Non	Canadell	5. Commerce de gros	Employeur privé	700 Avenue Canada, Louiseville J5V 2L5	Rappeler les adresses de stage par courriel	04. Mauricie		Services Québec Nathalie Forcier
Oui	Non	Canadian Tire	4. Commerce de détail	Employeur privé	253 boulevard de la Centre, Gatineau		07. Outaouais		
Non	Oui	Canadian Tire Victoraville	4. Commerce de détail	Employeur privé	571 Bd Jutras E, Victoriaville, QC G6P 7H4		17. Centre-du-Québec	Par un site Internet	
Oui	Non	Centrap	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	169, BOUL LA SALLE, BAIE-COMEAU, Québec, G4Z 1S2		09. Côte-Nord	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Centre d'accès à l'information juridique	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	503-480, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2Y 3Y7	1, rue Notre-Dame Est, 17e étage, local 17-50 Montréal, QC H2Y 1B6	06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Centre d'action bénévole du Bas-Richelieu inc.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins person	Employeur privé	70, RUE ELIZABETH, SOREL-TRACY, Québec, J3P 4G5		16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Centre d'assistance au placement	10. Fonction publique	Employeur public	530-225, RUE DES FORGES, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 2G7		04. Mauricie	D'une autre façon (précisez)	Via le communiqué de presse reçu à l'interne
Oui	Non	Centre de recherche du CHUM	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	900, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9		06. Montréal	D'une autre façon (précisez)	Nous avons participé au programme l'an dernier Nous avons aussi 3 autres offres de stages sous un autre profil. Mais il s'agit bel et bien du même employeur Centre de recherche du CHUM (CROCHUM)
Non	Non	Centre de recherche du CHUM	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	900, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9		06. Montréal		Nous avons participé au programme DuoEmploi l'an dernier
Non	Non	Centre de service scolaire de l'estuaire	14. Services d'enseignement	Employeur public	620, RUE JALBERT, BAIE-COMEAU, Québec, G5C 0B8	40, AV MICHEL-HEMON, BAIE-COMEAU, Québec, G4Z 2K4	09. Côte-Nord	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Centre de service scolaire des phares	14. Services d'enseignement	Employeur public	435, avenue rouleau, Rimouski, Québec, G5L 8V4		01. Bas-Saint-Laurent	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	Centre de services scolaire de Sorel-Tracy	14. Services d'enseignement	Employeur public	41, AV DE L'HOTEL-DIEU, SOREL-TRACY, Québec, J3P 1L1		16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Centre de services scolaires des Mille-Îles	10. Fonction publique	Employeur public	900, BOUL HUBERT-SAUVÉ, SAINT-EUSTACHE, Québec, J7H 6V6		15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	Courriel reçu
Non	Non	Centre de services scolaires des Patriotes	10. Fonction publique	Employeur public	1740, RUE ROBERVAL, SAINT-BRUNO, Québec, J5V 3R3		16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Oui	Centre de travail Laro inc.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins person	Employeur privé	179, RUE DEVEAULT, GATINEAU, Québec, J8Z 1S7		07. Outaouais	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Centre du Lac Pouce	12. Hôtellerie et hébergement	Employeur privé	6639, BOUL TALBOT, LATERRIERE, Québec, G7N 1W2		02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Centre universitaire de santé McGill	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	1001, Boul desjardins, L5Z 2G3, Montréal, Québec, H4A 3J1		06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Centre Universitaire de santé McGill (CUSM)	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	1001, BOUL DECARIE, MONTREAL, Québec, H4A 3J1		06. Montréal	D'une autre façon (précisez)	RH - Collège de travail
Oui	Oui	Cétal	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	132, RUE OLIVIER, LAURIER-STATION, Québec, G6S 10V		12. Chaudière-Appalaches	D'une autre façon (précisez)	Courriel
Oui	Oui	Cétal	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	220, BOUL DE LA BONAVENTURE, VICTORIAVILLE, Québec, G6T 1V8		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Non	Oui	CHAP Alliance	4. Commerce de détail	Employeur privé	1280, AV DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE, Québec, G0S 2V0	9050, 22E AV, SAINT-GEORGES, Québec, G5Y 7F6	12. Chaudière-Appalaches	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Charvetel Domaine des Trembles	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	250 boulevard St-Ramond, Gatineau, H4A 0E1		07. Outaouais		
Oui	Non	Chico Boutique animaux	4. Commerce de détail	Employeur privé	58 Rue de l'Aqueduc, Victoriaville, QC G6P 1L4		17. Centre-du-Québec		
Oui	Non	CHSLD ANGUS	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	3200, RUE OMER-LAVALLEE, MONTREAL, Québec, H1Y 3P5		06. Montréal	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	
Oui	Non	CHMO FM Charlevoix	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	315 Chem. Cartier, Saint-Hilarion, QC G0A 3V0		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Cinéma 9 Gatineau	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	120 bout. de l'hôpital, Gatineau, J8T 8M2		07. Outaouais	D'une autre façon (précisez)	
Non	Non	CISSS de la Montérégie-Ouest	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7	71, RUE MADEN, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, Québec, J6S 3V4	16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	CISSS de la Montérégie-Ouest	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7	3130, BOUL DE LA GARE, VAUDREUIL-DORION, Québec, J7V 8W5	16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	CISSS de la Montérégie-Ouest	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7	71, RUE MADEN, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, Québec, J6S 3V4	16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	CISSS de la Montérégie-Ouest	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7	90, BOUL MARE-VICTORIN, CANDIAC, Québec, J5R 1C1	16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	CISSS de la Montérégie-Ouest	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7	71, RUE MADEN, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, Québec, J6S 3V4	16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7		16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	CISSS de l'Outaouais	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	4, 9e Rue, Rouyn-Noranda J9X 2B2		06. Abitibi-Témiscamingue	D'une autre façon (précisez)	Courriel reçu
Non	Non	CISSS des Laurentides	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	80, AV GATINEAU, GATINEAU, Québec, J8T 4J3	200, RUE ROBERT-WRIGHT, GATINEAU, Québec, J8H 5L1	07. Outaouais	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	CISSS des Laurentides	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	500, BOUL DES LAURENTIDES, SAINT-JEROME, Québec, J7Z 4M2		15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	Bulletin Info-Question du CISSS des Laurentides
Non	Non	CISSS des Laurentides	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	290, RUE DE MONTIGNY, SAINT-JEROME, Québec, J7Z 5T3		15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	Ma direction
Non	Non	CISSS des Laurentides	10. Fonction publique	Employeur public	290, RUE DE MONTIGNY, SAINT-JEROME, Québec, J7Z 5T3	234, RUE SAINT-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS, Québec, J8C 2B8	15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	Par ma direction
Non	Non	CISSS des Laurentides	10. Fonction publique	Employeur public	290, RUE DE MONTIGNY, SAINT-JEROME, Québec, J7Z 5T3	200, RUE ROLLAND, SAINT-JEROME, Québec, J7Z 5S1	15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	Par ma direction
Non	Non	CISSS Laval - Cité de la Santé	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	1755, BOUL RENE-LAENNEC, LAVAL, Québec, H7M 3L9		15. Laurentides	Par une association ou un organisme	
Non	Non	CISSS Laval - Hôpital Cité-de-la-Santé	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	1755, BOUL RENE-LAENNEC, LAVAL, Québec, H7M 3L9		13. Laval	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	CISSS Laval - Hôpital juif de réadaptation	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	3205, PLACE ALTON-GOLDBLOOM, LAVAL, Québec, H7V 1R2		13. Laval	D'une autre façon (précisez)	Ammonce reçu d'un collègue
Oui	Non	CISSS Laval - Maison des aînés Chomedey	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	540, Boul. des Prairies, Laval, Québec H7V 1G1		13. Laval	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	CISSS Montérégie Ouest	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	101, RUE LAUZON, CHATEAUGUAY, Québec, J8K 1C7	730, rue St-Pierre Est, St-Hyacinthe (Québec) J2T 1N2	16. Montérégie		
Oui	Non	CIUSSS de Lanaudière	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	260 Rue Lavatine Sud, Joliette, QC, J6E 5X7		14. Lanaudière		Essor 2
Oui	Non	CIUSSS Mauricie Centre du Québec	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	920, PLACE BOLAND, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Z 4H2	4100 Jacques de la Badie, Trois-Rivières, G8Y 1C6	04. Mauricie	Information partagée dans mon organisation	
Non	Non	CIUSSS Mauricie Centre du Québec Victoraville	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	5 Rue des Hôpitaux, Victoriaville, QC G6P 6N3		17. Centre-du-Québec		SEMO CQ
Non	Non	CIUSSS Saguenay-Lac-Saint-Jean	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	930, RUE JACQUES-CARTIER E, CHICOUTIMI, Québec, G7H 7K9		02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	CLD Constructions 2007 inc.	6. Construction	Employeur privé	2360, RUE BAUMAN, JONQUÈRE, Québec, G7S 4S4		02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Club de Golf de Gatineau Ltee	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	160 rue de golf, Gatineau, J8J 0R1		07. Outaouais		
Non	Non	Collège Champagnieur	14. Services d'enseignement	Employeur public	3713, RUE QUEEN, RAWDON, Québec, J0K 1S0		14. Lanaudière	Reçu courriel	
Oui	Non	Collège Champagnieur	14. Services d'enseignement	Employeur public	3713, RUE QUEEN, RAWDON, Québec, J0K 1S0		14. Lanaudière	D'une autre façon (précisez)	Reçu par courriel
Non	Non	Comité sectoriel de main d'œuvre de l'industrie maritime	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des	Employeur public	271, RUE DE L'ESTUAIRE, QUEBEC, Québec, G1K 8S8		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	courriel reçu
Oui	Non	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du	10. Fonction publique	Employeur public	1600, AV D'ESTIMAVILLE, QUEBEC, Québec, G1J 0H7		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Oui	Non	Commission des pentanaires du marché du travail	10. Fonction publique	Employeur public	800, Rue du Square-Victoria , Montréal, Québec, H4Z 1A1	S.O.	06. Montréal	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Commission municipale du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	10, RUE PIERRE-O-CHAUVEAU, QUEBEC, Québec, G1R 4I3		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Comptoir d'Entrée de Labelle	3. Autres services (OBNL, réparation, soins person	Employeur privé	127, RUE DU COLLEGE, LABELLE, Québec, J8T 1H0		15. Laurentides	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Conseil du patronat du Québec	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des	Employeur privé	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7		06. Montréal	D'une autre façon (précisez)	Nous sommes partenaire du projet
Oui	Non	Conseil du patronat du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7		06. Montréal		Nous sommes un partenaire du projet
Oui	Non	Conseil du patronat du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7		06. Montréal		Nous sommes un partenaire du projet
Oui	Non	Conseil du patronat du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7		06. Montréal		Nous sommes partenaire au projet
Oui	Non	Corporation du développement culturel de Trois-Rivières	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur privé	1425, PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 4S7	374, RUE DES FORGES, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 2H3	04. Mauricie		Nous avons déjà participé par le passé
Oui	Non	Corporation Henri Lemieux	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur privé	7644 Edouard, Montréal, H3P 1T3		16. Montérégie		
Oui	Non	Curateur public du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	1406-500, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 0I2		06. Montréal	D'une autre façon (précisez)	DRH
Oui	Non	Curateur public du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	200-454, PLACE JACQUES-CARTIER, MONTREAL, Québec, H2Y 3B3		06. Montréal	Par un site Internet	
Oui	Non	Curateur public du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	400, BOUL JEN-LESAIGE, QUEBEC, Québec, G1K 8W1		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	DANABROS DIVISION CAP-CHAT INC.	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	389, RUE LOUIS-LAMORY, CAP-CHAT, Québec, G8P 1E0		14. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Dépanne Nord	4. Commerce de détail	Employeur privé	109, BOUL MATAJAM, MATAJAM, Québec, J0Y 2A0		10. Nord-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Depanneur Hemming	4. Commerce de détail	Employeur privé	1250, CH HEMMING, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 8X7		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Non	Non	DÉSISTEMENT centre de la Petite Enfance La Petite Ecole	14. Services d'enseignement	Employeur public	324, RUE HUBERT, GREENFIELD PARK, Québec, J4V 1S2		16. Montérégie	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	
Oui	Non	Directeur des poursuites criminelles et pénales	10. Fonction publique	Employeur public	74, RUE ACADEMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, Québec, J6B 088		16. Montérégie		Par notre service RH
Oui	Non	Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale - Co	10. Fonction publique	Employeur public	6-1126, GRANDE ALLEE O, QUEBEC, Québec, G1S 1E5		03. Capitale-Nationale		Avoins participé en 2022 et 2023 et sommes sur le comité du plan d'action pour les personnes en situation de handicap de la CMQ
Oui	Non	Direction générale de Services Québec Montérégie	10.						

Non	Non	Non	Ixo Canada Ltd. (Massimo Durti)	4. Commerce de détail	Employeur privé	1910-1200, AV MCGILL COLLEGE, MONTREAL, Québec, H3B 407	2305, CH ROCKLAND, MONT-ROYAL, Québec, H3P 3E9	06. Montérégie	D'une autre façon (précisez)	Participation 2022
Non	Non	Non	Ixo Canada Ltd. (Massimo Durti)	1. Commerce de détail	Employeur privé	1910-1200, AV MCGILL COLLEGE, MONTREAL, Québec, H3B 407	3035, BOUL LE CARREFOUR, LAVAL, Québec, H7T 1C8	06. Montérégie	D'une autre façon (précisez)	Participation 2022
Oui	Non	Non	JAMP Pharma Corporation	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	1310, RUE NOBEL, BOUCHERVILLE, Québec, J4B 5H3		16. Montérégie	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	
Oui	Non	Non	Jean Coutu 161	4. Commerce de détail	Employeur privé	350, BOUL SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE, Québec, J2C 2A8		17. Centre-du-Québec		Quelqu'un nous a contacté
Non	Non	Non	Kensia Canada	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	890, Boulevard St-Laurent, Louserville, Québec, J5V 2L7		04. Mauricie	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	La Fenêtre, Centre d'immersion aux arts	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur privé	108, BOUL SAINT-MADLENE, TROIS-RIVIERES, Québec, G8T 3L3		04. Mauricie	D'une autre façon (précisez)	CIUSSS MCQ
Oui	Non	Non	La Française agricole du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	1400, BOUL GUILAUME-COUTURE, LEVIS, Québec, G6W 8Y7		12. Chaudière-Appalaches	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	La Relance Outaouais	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	270, BOUL DES ALLUMETIERES, GATINEAU, Québec, J8X 1N3		07. Outaouais	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	La Société de l'Autisme de l'Abitibi-Témiscamingue	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	324, BOUL RIDEAU, ROUYN-NORANDA, Québec, J9X 1P2		06. Abitibi-Témiscamingue	D'une autre façon (précisez)	Courriel
Non	Non	Non	Le Groupe acco/ST	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	5232, BOUL WILFRID-HAMEL, QUEBEC, Québec, G2E 209		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	Le Support	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	86, BOUL DES ROIS-FRANCS N, VICTORIAVILLE, Québec, G6P 1E7		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	L'Envol SRT	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	202-92, BOUL SAINT-RAYMOND, GATINEAU, Québec, J8Y 1S7		07. Outaouais	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Les appartements du Square Angus	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur privé	3200, RUE OMER-LAVALLEE, MONTREAL, Québec, H1Y 3P5		06. Montérégie	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	
Oui	Non	Oui	Les Ateliers Atopold Desrosiers Inc.	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	60, RUE BRILLANT, MATANE, Québec, G4W 3M9		01. Bas-Saint-Laurent	D'une autre façon (précisez)	Courriel reçu de Services Québec
Oui	Non	Non	Les Experts de l'entretien	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des d	Employeur privé	2775, BOULAFRANÇOISE, SAINT-HYACINTHE, Québec, J2S 4Y9		16. Montérégie	D'une autre façon (précisez)	Votre courriel d'information
Oui	Non	Non	Les fermes chopaus Inc.	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Employeur privé	100-965, RUE MEULLEUR, MONTREAL, Québec, H3L 3B5		06. Montérégie	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	
Non	Non	Non	Les Glaceurs - 9181-9136 QC, INC	4. Commerce de détail	Employeur privé	1651, RUE MARIE-ANNE E, MONTREAL, Québec, H2J 2E5		16. Montérégie	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	L'institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill (IR-CU)	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	2155, RUE GUY, MONTREAL, Québec, H3H 2B9		06. Montérégie		Nous avons déjà participé à ce programme l'année dernière
Non	Non	Non	Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	379, RUE LA FONTAINE, CHICOUTIMI, Québec, G7H 4T7		02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Marché Telleri Sorrel	4. Commerce de détail	Employeur privé	411, BOUL POLQUIN, SOREL-TRACY, Québec, J3P 7V9		16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	MDA Parc-de-la-Montagne (Maisons ses aînés et maison alternative)	17. Services de santé et assistance sociale	Employeur public	2555, RUE D'OUTAOUAIS	155 Bd Lionel-Émond, Gatineau, QC J8Y 558	07. Outaouais		Participer l'année dernière
Oui	Non	Non	MESS - Services Québec de Bécote	10. Fonction publique	Employeur public	200-515, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER, BELOEIL, Québec, J3G 6R7		16. Montérégie		Par mon Ministère et ma direction
Oui	Non	Non	MESSAGERIES A.D.P. INC.	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur privé	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2C 4M8	2315, RUE DE LA PROVINCE, LONGUEUIL, Québec, J4G 1G4	06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Metro plus domaine	4. Commerce de détail	Employeur privé	6550 rue Sherbrooke est, Montréal, H1N 1C8		06. Montérégie	D'une autre façon (précisez)	
Oui	Non	Non	Microsoft	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	1400-2000, AV MCGILL COLLEGE, MONTREAL, Québec, H3A 3H3		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	Par l'équipe du Roesph
Oui	Non	Non	Microsoft Canada	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	Non-2000, AV MCGILL COLLEGE, MONTREAL, Québec, H3A 3H3		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Microsoft Canada Bureau Marconi	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	1400-2000, AV MCGILL COLLEGE, MONTREAL, Québec, H3A 3H3		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Microsoft Canada Bureau Marconi	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	401-6795, RUE MARCONI, MONTREAL, Québec, H2S 3J9		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Ministère de la Famille	10. Fonction publique	Employeur public	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 421		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Ministère de la Famille - Politiques et lutte contre l'incrimination	10. Fonction publique	Employeur public	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 421		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Ministère de la Famille - Ressources humaines	10. Fonction publique	Employeur public	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 421		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	Non	Ministère de la Famille - Service des lois et de l'accessibilité	10. Fonction publique	Employeur public	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 421		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	Non	Ministère de la Famille - Direction de l'opération des programmes	10. Fonction publique	Employeur public	46-425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 421		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	Ministère de la Justice - Direction de l'inscription et de la publicité des	10. Fonction publique	Employeur public	1, RUE NOTRE-DAME E, MONTREAL, Québec, H3Y 1B6		06. Montérégie	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	10. Fonction publique	Employeur public	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 421		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	DunEmploi relève du MESS
Non	Non	Non	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	10. Fonction publique	Employeur public	2-11-96, MONTEE DE SANDY BEACH, GASPÉ, Québec, G4X 2V5		11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	10. Fonction publique	Employeur public	203-1041, BOUL DES LAURENTIDES, LAVAL, Québec, H7G 2W2		13. Laval	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale - DPES	10. Fonction publique	Employeur public	800, Square Victoria, CP, Montréal, Québec, H4Z 1B7		06. Montérégie		Comité de projet
Oui	Non	Non	Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale / Services Québec de	10. Fonction publique	Employeur public	H 135, BOUL DE MONTAGNE, BOUCHERVILLE, Québec, J4B 5G4		16. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale Laval	10. Fonction publique	Employeur public	1041, BOUL DES LAURENTIDES, LAVAL, Québec, H7G 2W2		13. Laval	D'une autre façon (précisez)	Communications à l'interne à la fonction publique québécoise.
Oui	Non	Non	Ministère de l'Enseignement supérieur	10. Fonction publique	Employeur public	1035, De la Chevreulière, x, QUÉBEC, QC, G1R 5A5		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	Non	Ministère de l'Enseignement supérieur (Direction générale des affaires	10. Fonction publique	Employeur public	1035, RUE DE LA CHEVROTIERE, QUEBEC, Québec, G1R 5A5		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	Par le ministère
Oui	Non	Non	Ministère de l'immigration, de la Francisation et de l'intégration	10. Fonction publique	Employeur public	5, 130-1200, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2X 0C9		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	10. Fonction publique	Employeur public	10, RUE PIERRE-O-CHAUVEAU, QUEBEC, Québec, G1R 443		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	10. Fonction publique	Employeur public	10, RUE PIERRE-O-CHAUVEAU, QUEBEC, Québec, G1R 443		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	Par un média social (Facebook, LinkedIn)
Non	Non	Non	Ministère du Conseil Exécutif	10. Fonction publique	Employeur public	875, GRANDE ALLEE E, QUEBEC, Québec, G1R 4Y8		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	par courriel du SCT
Non	Non	Non	Ministère du Tourisme	10. Fonction publique	Employeur public	300-900, BOUL RENE-LEVESQUE E, QUEBEC, Québec, G1R 285		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	Nous avons participé au programme l'an dernier
Oui	Non	Non	MINISTÈRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	10. Fonction publique	Employeur public	1035, RUE DE LA CHEVROTIERE, QUEBEC, Québec, G1R 5A5		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	Intranet MES
Oui	Non	Non	Miss Catherine Toiletage	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	545 Rue Labelle, Saint-Jérôme, QC J7Z 5L8		15. Laurentides	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Moov AI	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	300-4115, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2W 1Y7		06. Montérégie		Email
Oui	Non	Non	Motel du Lac	12. Hôtellerie et hébergement	Employeur privé	1017, BOUL QUEVILLON, LABEL-SUR-QUEVILLON, Québec, J0Y 1X0		10. Nord-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Municipalité de Rivière-Éternité	10. Fonction publique	Employeur public	418, RUE PRINCIPALE, RIVIERE-ÉTERNITE, Québec, G0V 1P0		02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Municipalité Kamouraska	10. Fonction publique	Employeur public	67, AV MOREL, KAMOURASKA, Québec, G8L 1M0		01. Bas-Saint-Laurent	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Musée d'art contemporain de Montréal	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur public	4, PLACE VILLE-MARIE, MONTREAL, Québec, H3B 2E7		06. Montérégie	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Musée de la civilisation	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur public	16, RUE DE LA BARRICADE, QUEBEC, Québec, G1K 8W9		03. Capitale-Nationale	D'une autre façon (précisez)	Nous nous sommes inscrits l'année dernière.
Oui	Non	Non	Musée des beaux-arts de Montréal	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur public	2189, RUE BISHOP, MONTREAL, Québec, H3G 2E8		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Nature-action Québec inc.	4. Commerce de détail	Employeur privé	120 Lebois, Bécote, J3G 0A4	1100 chemin Saint-José, La Prairie J5R 3A9	16. Montérégie		
Oui	Non	Non	Office des personnes handicapées du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	Non, RUE BROCK, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 1C5		17. Centre-du-Québec	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Office des professions du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	809, PLACE D'YOUVILLE, QUEBEC, Québec, G1R 523		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Ordinarium (L)	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	106-170 boul Tashenau, La Prairie, J5R 5H6		16. Montérégie		
Oui	Non	Non	Ordre des ingénieurs du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur privé	1801, AV MCGILL COLLEGE, MONTREAL, Québec, H3A 2N4		06. Montérégie	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Parc régional de la rivière Gentilly	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur public	5125, RUE DES CHENES, BECANCOUR, Québec, G9H 3K3	1000, Rte des Flamants, Ste-Marie-de-Blandford, Québec, G0X 2W9	17. Centre-du-Québec		Information par courriel d'une agente de Services Québec au Centre du Québec.
Non	Non	Non	Parcs Canada - Unité de gestion de Québec	10. Fonction publique	Employeur public	2, RUE D'AUTEUIL, QUEBEC, Québec, G1R 5C2		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	Non	Partenaires à Part Égale	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	111, RUE PRINCIPALE S, LABEL-SUR-QUEVILLON, Québec, J0Y 1X0		10. Nord-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	PIC Jean Coutu	4. Commerce de détail	Employeur privé	8630 boul Vau, St-Léonard, Montréal H3R 2T7		06. Montérégie		
Oui	Non	Non	PRÉ-TEC Inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	265 Bd LEBLANC, Victoriaville, QC G8P 1A7		17. Centre-du-Québec		
Oui	Non	Non	Produits forestiers Résolu	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	400-1010, RUE DE LA GAUCHETIERE O, MONTREAL, Québec, H3B 2N2	200, RUE DE QUEN, DOLBEAU-MISTASSINI, Québec, G8L 5M8	06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Produits forestiers Résolu	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	400-1010, RUE DE LA GAUCHETIERE O, MONTREAL, Québec, H3B 2N2		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Protec	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	8100, GRAND RANG, SAINT-HYACINTHE, Québec, J2S 9B2		16. Montérégie	Par le bouche-à-oreille	
Non	Non	Non	QUEBECOR MÉDIA INC.	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2C 4M8		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	QUEBECOR MÉDIA INC.	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2C 4M8		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	QUEBECOR SPORTS ET DIVERTISSEMENT INC.	2. Arts, spectacles et loisirs	Employeur privé	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2C 4M8		06. Montérégie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	RCM Architectural	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	127, route du Vieux-Moulin, St-Isidore, G0S 2S0	1, AV DU CASINO, MONTREAL, Québec, H3C 4W7	12. Chaudière-Appalaches		
Oui	Oui	Oui	Récupération Centre du Québec	20. Transport et entropasse	Employeur public	5620, RUE SAINT-ROCH S, DRUMMONDVILLE, Québec, J2B 0V4		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Régie du Bâtiment du Québec	10. Fonction publique	Employeur public	255, BOUL CROMBIE E, MONTREAL, Québec, H2M 1L5		06. Montérégie	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	Regroupement de parents d'adultes différents du Québec	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	200, RUE PIERRE-FALCON, LA PRAIRIE, Québec, J5R 6L2		16. Montérégie	Par un média social (Facebook, LinkedIn)	
Oui	Non	Non	Réseau de transport de Longueuil	20. Transport et entropasse	Employeur public	1150, BOUL MARIE-VICTORIN, LONGUEUIL, Québec, J4G 2M4		16. Montérégie	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Résidence Jazz Drummondville/Opération WC (Jazz) SEC	12. Hôtellerie et hébergement	Employeur privé	400, RUE ROSE-ELLIS, DRUMMONDVILLE, Québec, J2C 0A9		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Résidences du Manoir Cap Inc.	12. Hôtellerie et hébergement	Employeur privé	1A, RUE DES OMBREUX, TROIS-RIVIERES, Québec, G8W 011		04. Mauricie	Par une association ou un organisme	
Non	Oui	Non	RIE-Source Intégration	3. Autres services (OBNL, réparation, soins perso	Employeur privé	312 rue St-Louis, Salaberry, QC J8B 1A7		07. Outaouais		
Oui	Non	Non	Restaurant E.S.M inc	12. Hôtellerie et hébergement	Employeur privé	2, RUE SAINT-MARTIN, BROMONT, Québec, J2L 3L2		05. Estrie	Par un média traditionnel (presse, radio, télévision)	
Oui	Non	Non	Resto chez Mel et Julie	16. Services de restauration	Employeur privé	227, BOUL SAINT-JOSEPH O, DRUMMONDVILLE, Québec, J2E 1A9		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	Resto la Muse	16. Services de restauration	Employeur privé	188, RUE HERIOT, DRUMMONDVILLE, Québec, J2C 1J8		17. Centre-du-Québec	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Retraite Québec	10. Fonction publique	Employeur public	501-2600, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 4T3		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Retraite Québec	10. Fonction publique	Employeur public	244-2600, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 4T3		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Retraite Québec	10. Fonction publique	Employeur public	244-2600, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 4T3		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Retraite Québec	10. Fonction publique	Employeur public	210-2600, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 4T3		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Retraite Québec	10. Fonction publique	Employeur public	2600, BOUL LAURIER, bureau 360, QUEBEC, Québec, G1V 4T3		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Retraite Québec	10. Fonction publique	Employeur public	360-2600, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 4T3		03. Capitale-Nationale	Par un site Internet	
Oui	Non	Non	Scandinave spa Mont-Tremblant	12. Hôtellerie et hébergement	Employeur privé	378, MONTEE FRIAN, MONT-TREMBLANT, Québec, J6E 1S4		15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	J'ai reçu la demande par courriel.
Non	Non	Non	Service de sécurité incendie de Montréal	10. Fonction publique	Employeur public	402-5800, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2S 3L5		06. Montérégie	Par un site Internet	
Non	Non	Non	Service de soutien à l'enseignement (SSE), Université Laval	14. Services d'enseignement	Employeur public	1410-1055, Avenue du Séminaire, QUEBEC, Québec, G1V 0A6		03. Capitale-Nationale	Par une association ou un organisme	
Non	Non	Non	Service du développement professionnel de l'Université Laval	14. Services d'enseignement	Employeur public	Local 2447-2325, de l'Université, QUEBEC, Québec, G1V 0A6		03. Capitale-Nationale	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	Services Québec de Laval	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur public	203-3041, BOUL DES LAURENTIDES, LAVAL, Québec, H7S 2W2		15. Laurentides	D'une autre façon (précisez)	Je travaille pour le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
Oui	Non	Non	Shawin	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	4565, AV GEORGES-BORNAIS, SHAWINGAN, Québec, G9N 6T5		04. Mauricie	D'une autre façon (précisez)	Par courriel de l'un de nos partenaires
Non	Non	Non	SITA INC Canada Inc.	20. Transport et entropasse	Employeur privé	770, RUE SHERBROOKE O, suite 2300, MONTREAL, Québec, H3A 1G1		06. Montérégie		Courriel du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Oui	Non	Non	Société de transport de Sherbrooke	20. Transport et entropasse	Employeur public	895, RUE CABANA, SHERBROOKE, Québec, J1K 2M3		05. Estrie	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	Sogtel inc.	19. Services professionnels, scientifiques et techn	Employeur public	900, BOUL RENE-LEVESQUE E, QUEBEC, Québec, G1R 285		03. Capitale-Nationale		Nous y avons participé l'an dernier
Oui	Non	Non	SPA Mauricie	13. Industrie de l'information et le divertissement	Employeur privé	111 rue du 12-Novembre, Nicolet, J3T 1S3		17. Centre-du-Québec		Bureau service Québec Bécancour
Oui	Non	Non	Spectraite	8. Fabrication (usines, manufacture)	Employeur privé	5000, BOUL SAINT-JEAN, TROIS-RIVIERES, Québec, G9B 0N4		04. Mauricie	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non	SQ Rouyn-Noranda	10. Fonction publique	Employeur public	900, BOUL DE LA COMMUNE, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 2W6		04. Mauricie	Par le bouche-à-oreille	
Oui	Non	Non	SQ Ste-Agathe des Monts	10. Fonction publique	Employeur public	205 Boul Rouyn, Rouyn-Noranda, QC J8X 5B8		06. Abitibi-Témiscamingue	Par une association ou un organisme	
Oui	Non	Non								

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative	Commentaires
Bureau Services Québec du centre-ouest de Montréal	10. Fonction publique	3700-6900, BOUL DECARIE, COTE SAINT-LUC, Québec, H3X 2T8	06. Montréal	
Drakkar & Associés inc.	20. Transport et entreposage	300-630, RUE SAINT-PAUL O, MONTREAL, Québec, H3C 1L9	06. Montréal	
CHUM	17. Services de santé et assistance sociale	850, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9	06. Montréal	
Le Saint-Sulpice Hôtel	12. Hôtellerie et hébergement	414, RUE SAINT-SULPICE, MONTREAL, Québec, H2Y 2V5	06. Montréal	
BSQ de l'est de Montréal	10. Fonction publique	200-3160, RUE SHERBROOKE E, MONTREAL, Québec, H1N 3W3	06. Montréal	
Solnor Environnement inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	10636, AV L'ARCHEVEQUE, MONTREAL-NORD, Québec, H1H 3A2	06. Montréal	
IRSST-Robert-Sauvé	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	505, BOUL DE MAISONNEUVE O, MONTREAL, Québec, H3A 3C2	06. Montréal	
Ville de Montréal, Arrondissement du Plateau-Mont-Royal	10. Fonction publique	201, AV LAURIER E, MONTREAL, Québec, H2T 3E6	06. Montréal	
Direction régionale de Services Québec de Montréal	10. Fonction publique	100-276, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2Y 1N3	06. Montréal	
Ville de Beaconsfield	10. Fonction publique	303, BOUL BEACONSFIELD, BEACONSFIELD, Québec, H9W 4A7	06. Montréal	
Service des ressources humaines - Ville de Montréal	10. Fonction publique	402-5800, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2S 3L5	06. Montréal	
CPE Cartierville	10. Fonction publique	11760, AV ROBERT-GIFFARD, MONTREAL, Québec, H4J 2C6	06. Montréal	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	10. Fonction publique	475, BOUL DE MAISONNEUVE E, MONTREAL, Québec, H2L 5C4	06. Montréal	Entreprise désistée de l'activité
Produits forestiers Résolu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Bureau 400-1010, RUE DE LA GAUCHETIERE O, MONTREAL, Québec, H3B 2N2	06. Montréal	
Conseil du patronat du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7	06. Montréal	
Reitmans (Canada) Limitée	4. Commerce de détail	250, RUE SAUVE O, MONTREAL, Québec, H3L 1Z2	06. Montréal	
Corporation Urgences-santé	17. Services de santé et assistance sociale	6700, RUE JARRY E, SAINT-LEONARD, Québec, H1P 0A4	06. Montréal	
CIUSSS de l'est-de-l'île de Montréal	17. Services de santé et assistance sociale	5414, BOUL DE L'ASSOMPTION, MONTREAL, Québec, H1T 2M4	06. Montréal	
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S8	06. Montréal	
Ville de Montréal, Plateau-Mont-Royal	10. Fonction publique	5e -201 L, AV LAURIER E, MONTREAL, Québec, H2T 3E6	06. Montréal	
La Centrale agricole: coopérative de solidarité de producteurs urbains	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	305-1401, RUE LEGENDRE O, MONTREAL, Québec, H4N 2R9	06. Montréal	
9325-8986 Québec inc	16. Services de restauration	332-3484, BOUL DES SOURCES, DOLLARD-DES-ORMEAUX, Québec, H9B 1Z9	06. Montréal	
Villa Belle Rive	17. Services de santé et assistance sociale	5320, BOUL GOUIN E, MONTREAL-NORD, Québec, H1G 1B4	06. Montréal	
Pâtisserie Dolce Francesco	4. Commerce de détail	15714, BOUL DE PIERREFONDS, PIERREFONDS, Québec, H9H 3P6	06. Montréal	
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S7	06. Montréal	
CRCHUM	17. Services de santé et assistance sociale	St-Denis-900, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9	06. Montréal	
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	10. Fonction publique	1200, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2X 0C9	06. Montréal	
Parc olympique	10. Fonction publique	4545, AV PIERRE-DE COUBERTIN, MONTREAL, Québec, H1V 0B2	06. Montréal	
École de technologie supérieure	14. Services d'enseignement	A-3900-1100, RUE NOTRE-DAME O, MONTREAL, Québec, H3C 1K3	06. Montréal	
Travailleurs unis de l'Alimentation et du Commerce, section locale 500	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	100-1200, BOUL CREMAZIE E, MONTREAL, Québec, H2P 3A7	06. Montréal	
Conseil des arts et des lettres du Québec	10. Fonction publique	300-1435, RUE DE BLEURY, MONTREAL, Québec, H3A 2H7	06. Montréal	
GroupeTVA	13. Industrie de l'information et le divertissement	1600, BOUL DE MAISONNEUVE E, MONTREAL, Québec, H2L 4P2	06. Montréal	
Québecor	13. Industrie de l'information et le divertissement	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H3C 4M8	06. Montréal	
Guard-X Inc.	6. Construction	10600, BOUL PARKWAY, ANJOU, Québec, H1J 1R6	06. Montréal	
L'Institut de recherche du Centre de santé McGill	17. Services de santé et assistance sociale	2155, RUE GUY, MONTREAL, Québec, H3H 2L9	06. Montréal	
MELS	13. Industrie de l'information et le divertissement	1600, Boul De Maisonneuve E, MONTREAL, Québec, H2L 4P2	06. Montréal	
Chaire d'excellence en recherche du Canada - Intelligence artificielle autonome	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	6666, RUE SAINT-URBAIN, MONTREAL, Québec, H2S 3H1	06. Montréal	
Autorité des marchés financiers	10. Fonction publique	22e étage-800, Square Victoria, Montréal, Québec, H4Z 1G3	06. Montréal	
Froment et de sève	4. Commerce de détail	2355, RUE BEAUBIEN E, MONTREAL, Québec, H2G 1N3	06. Montréal	
Le Devoir	13. Industrie de l'information et le divertissement	8e-1265, RUE BERRI, MONTREAL, Québec, H2L 4X4	06. Montréal	
Groupe VO2 Conseil Canada Inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	310-4200, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2W 2R2	06. Montréal	
AbbVie	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	8401, RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1	06. Montréal	
Musée d'art contemporain de Montréal	2. Arts, spectacles et loisirs	505-4, PLACE VILLE-MARIE, MONTREAL, Québec, H3B 2E7	06. Montréal	
Banque Nationale du Canada	9. Finance et assurances	600, De la Gauchetière, Montréal, QC H3B 4L6– au 1ier étage	06. Montréal	

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative
CEB (CENTRE-ÉCOLE DE LA BAIE)	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	731, BOUL DE LA GRANDE-BAIE N, LA BAIE, Québec, G7B 3K5	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean
Auberge des 21	12. Hôtellerie et hébergement	621, RUE MARS, LA BAIE, Québec, G7B 4N1	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean
Groupe Pylum	6. Construction	2361, RUE BAUMAN, JONQUIERE, Québec, G7S 5A9	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean
Centre de réparation hydraulique Hydrep Inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	3560, RUE DE L'ENERGIE, JONQUIERE, Québec, G7X 9H3	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean
Maison de soins palliatifs du Saguenay	17. Services de santé et assistance sociale	1845, RUE DESCHENES, JONQUIERE, Québec, G7S 4T8	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean
Produits forestiers Résolu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Bureau 400-1010, RUE DE LA GAUCHETIERE O, MONTREAL, Québec, H3B 2N2	02. Saguenay–Lac-Saint-Jean

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative
BFCO INC.	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	5, RUE PAUL-RENE-TREMBLAY, BAIE-SAINT-PAUL, Québec, G3Z 3E4	03. Capitale-Nationale
Université Laval	14. Services d'enseignement	2325, ALLEE DES BIBLIOTHEQUES, QUEBEC, Québec, G1V 0A6	03. Capitale-Nationale
Secrétariat du Conseil du trésor	10. Fonction publique	875, GRANDE ALLEE E, QUEBEC, Québec, G1R 5R8	03. Capitale-Nationale
Commission municipale du Québec, Direction des enquêtes et poursuites en intégrité municipale	10. Fonction publique	6e étage-1126, GRANDE ALLEE O, QUEBEC, Québec, G1S 1E5	03. Capitale-Nationale
Société du Centre des congrès de Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	2e étage-900, BOUL RENE-LEVESQUE E, QUEBEC, Québec, G1R 2B5	03. Capitale-Nationale
Laboratoire Schmidt-Nagel inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	20330, BOUL HENRI-BOURASSA, QUEBEC, Québec, G2M 1L1	03. Capitale-Nationale
Centre de services scolaire de Charlevoix	14. Services d'enseignement	100, RUE LAURE-GAUDREAU LT, LA MALBAIE, Québec, G5A 0A8	03. Capitale-Nationale
Musée de la civilisation	10. Fonction publique	16, RUE DE LA BARRICADE, QUEBEC, Québec, G1K 8W9	03. Capitale-Nationale
Retraite Québec	10. Fonction publique	2600, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 4T3	03. Capitale-Nationale
Direction de la gouvernance et de l'amélioration continue	10. Fonction publique	Mezzanine, aile Chauveau-10, RUE PIERRE-O-CHAUVEAU, QUEBEC, Québec, G1R 4J3	03. Capitale-Nationale
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S7	03. Capitale-Nationale
Conseil des arts et des lettres du Québec	10. Fonction publique	301-830, RUE SAINT-JOSEPH E, QUEBEC, Québec, G1K 3C9	03. Capitale-Nationale
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S7	03. Capitale-Nationale
Ferme Marie-Noelle Beaulieu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	674, CH SAINT-LAURENT, BAIE-SAINT-PAUL, Québec, G3Z 2L7	03. Capitale-Nationale
Messageries dynamiques	13. Industrie de l'information et le divertissement	627, AV GODIN, QUEBEC, Québec, G1M 3E6	03. Capitale-Nationale
SBI- Fabricant de poêles international inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	250, RUE DE COPENHAGUE, ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES, Québec, G3A 2H3	03. Capitale-Nationale
Aéroport international Jean-Lesage de Québec YQB	20. Transport et entreposage	505, RUE PRINCIPALE, QUEBEC, Québec, G2G 0J4	03. Capitale-Nationale
Ministère du Tourisme	10. Fonction publique	900, BOUL RENE-LEVESQUE E, QUEBEC, Québec, G1R 2B5	03. Capitale-Nationale
Autorité des marchés financiers	10. Fonction publique	2640, BOUL LAURIER, QUEBEC, Québec, G1V 5C1	03. Capitale-Nationale
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	10. Fonction publique	425, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUEBEC, Québec, G1R 4Z1	03. Capitale-Nationale

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative
Innofibre - Cégep de Trois-Rivières	14. Services d’enseignement	3351, boulevard des Forges, Trois-Rivières, Québec, G9A 5E6	04. Mauricie
Dupont Métal inc.	8. Fabrication (usines, manufacture)	910, 3E AV, SAINTE-ANNE-DE-LA-PERADE, Québec, G0X 2J0	04. Mauricie
LTR Location	4. Commerce de détail	2255, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 3Z1	04. Mauricie
Adrénaline Urbaine	2. Arts, spectacles et loisirs	2300, RUE DES GRANDS-MARCHES, TROIS-RIVIERES, Québec, G9B 0Y9	04. Mauricie
Solution Alimentaire Chef Willard	16. Services de restauration	2355, RUE SAINT-DENIS, TROIS-RIVIERES, Québec, G9A 4B5	04. Mauricie
Dépanneur Voisin Shawinigan Famille Baril	4. Commerce de détail	1640, RUE TRUDEL, SHAWINIGAN, Québec, G9N 0A2	04. Mauricie
Pro-techmarine	8. Fabrication (usines, manufacture)	107, route 153, St-Tite, Québec, G0X 3H0	04. Mauricie
Cégep de Trois-Rivières	14. Services d’enseignement	SA1080-3500, De courval, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Z 1E9	04. Mauricie
IGA Extra Famille Baril	4. Commerce de détail	1500, RUE TRUDEL, SHAWINIGAN, Québec, G9N 0A2	04. Mauricie
Paccini Shawinigan	16. Services de restauration	1100, PROM DU SAINT-MAURICE, SHAWINIGAN, Québec, G9N 1L8	04. Mauricie
Les architectes Jacques et Gervais	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	769, 5E RUE DE LA POINTE, SHAWINIGAN, Québec, G9N 1G2	04. Mauricie
Imprimerie Select	8. Fabrication (usines, manufacture)	605, Boul Industrielle, Shawinigan, Quebec, G9N 6T5	04. Mauricie
Culture Trois-Rivières	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	1425, Place de l'Hôtel-de-Ville, Trois-Rivières, Québec, G9A 5H3	04. Mauricie
Les Soeurs Jack's Traiteur et Mets Préparés	16. Services de restauration	1515, AV DE GRAND-MERE, SHAWINIGAN, Québec, G9T 2K2	04. Mauricie
Tatouage fine pointe	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	1261, RUE ARTHUR-VAILLANCOURT, TROIS-RIVIERES, Québec, G8V 0B1	04. Mauricie
Résidence Les Marroniers	17. Services de santé et assistance sociale	6108, RUE AUBUCHON, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Y 6A8	04. Mauricie
Résidence Les Marroniers	17. Services de santé et assistance sociale	1350, RUE AUBUCHON, TROIS-RIVIERES, Québec, G8Y 6A8	04. Mauricie
Résidence Les Jardins Latourelle	17. Services de santé et assistance sociale	30, AV PIERRE-LAPORTE, LOUISEVILLE, Québec, J5V 0A4	04. Mauricie
Résidence Les Jardins Latourelle	17. Services de santé et assistance sociale	30, AV PIERRE-LAPORTE, LOUISEVILLE, Québec, J5V 0A4	04. Mauricie
Boucherie Nobert	4. Commerce de détail	1495, RUE TRUDEL, SHAWINIGAN, Québec, G9N 8K8	04. Mauricie
G.Bergeronet Fils inc.	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1649, RANG SAINT-CHARLES, SAINT-LEON, Québec, J0K 2W0	04. Mauricie
Ranch Dupont	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3790 RANG SAINT-MICHEL, SHAWINIGAN, Québec	04. Mauricie

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative
Société de transport de Sherbrooke	20. Transport et entreposage	895, RUE CABANA, SHERBROOKE, Québec, J1K 2M	05. Estrie
Scierie Clifton	8. Fabrication (usines, manufacture)	5, CH DU MOULIN-DE-CLIFTON, SAINT-ISIDORE-DE-CLIFTON, Québec, J0B 2X0	05. Estrie
Ville de Sherbrooke	10. Fonction publique	145, RUE WELLINGTON N, SHERBROOKE, Québec, J1H 5C1	05. Estrie
Orientation Travail	3. Autres services (OBNL, réparation,	124 wellington nord, sherbrooke J1H 5X8	05. Estrie

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative	Commentaires
Bureau Services Québec du centre-ouest de Montréal	10. Fonction publique	3700-6900, BOUL DECARIE, COTE SAINT-LUC, Québec, H3X 2T8	06. Montréal	
Drakkar & Associés inc.	20. Transport et entreposage	300-630, RUE SAINT-PAUL O, MONTREAL, Québec, H3C 1L9	06. Montréal	
CHUM	17. Services de santé et assistance sociale	850, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9	06. Montréal	
Le Saint-Sulpice Hôtel	12. Hôtellerie et hébergement	414, RUE SAINT-SULPICE, MONTREAL, Québec, H2Y 2V5	06. Montréal	
BSQ de l'est de Montréal	10. Fonction publique	200-3160, RUE SHERBROOKE E, MONTREAL, Québec, H1N 3W3	06. Montréal	
Solnor Environnement inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	10636, AV L'ARCHEVEQUE, MONTREAL-NORD, Québec, H1H 3A2	06. Montréal	
IRSST-Robert-Sauvé	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	505, BOUL DE MAISONNEUVE O, MONTREAL, Québec, H3A 3C2	06. Montréal	
Ville de Montréal, Arrondissement du Plateau-Mont-Royal	10. Fonction publique	201, AV LAURIER E, MONTREAL, Québec, H2T 3E6	06. Montréal	
Direction régionale de Services Québec de Montréal	10. Fonction publique	100-276, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H2Y 1N3	06. Montréal	
Ville de Beaconsfield	10. Fonction publique	303, BOUL BEACONSFIELD, BEACONSFIELD, Québec, H9W 4A7	06. Montréal	
Service des ressources humaines - Ville de Montréal	10. Fonction publique	402-5800, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2S 3L5	06. Montréal	
CPE Cartierville	10. Fonction publique	11760, AV ROBERT-GIFFARD, MONTREAL, Québec, H4J 2C6	06. Montréal	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	10. Fonction publique	475, BOUL DE MAISONNEUVE E, MONTREAL, Québec, H2L 5C4	06. Montréal	Entreprise désistée de l'activité
Produits forestiers Résolu	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	Bureau 400-1010, RUE DE LA GAUCHETIERE O, MONTREAL, Québec, H3B 2N2	06. Montréal	
Conseil du patronat du Québec	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	510-1010, RUE SHERBROOKE O, MONTREAL, Québec, H3A 2R7	06. Montréal	
Reitmans (Canada) Limitée	4. Commerce de détail	250, RUE SAUVE O, MONTREAL, Québec, H3L 1Z2	06. Montréal	
Corporation Urgences-santé	17. Services de santé et assistance sociale	6700, RUE JARRY E, SAINT-LEONARD, Québec, H1P 0A4	06. Montréal	
CIUSSS de l'est-de-l'île de Montréal	17. Services de santé et assistance sociale	5414, BOUL DE L'ASSOMPTION, MONTREAL, Québec, H1T 2M4	06. Montréal	
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S8	06. Montréal	
Ville de Montréal, Plateau-Mont-Royal	10. Fonction publique	5e -201 L, AV LAURIER E, MONTREAL, Québec, H2T 3E6	06. Montréal	
La Centrale agricole: coopérative de solidarité de producteurs urbains	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	305-1401, RUE LEGENDRE O, MONTREAL, Québec, H4N 2R9	06. Montréal	
9325-8986 Québec inc	16. Services de restauration	332-3484, BOUL DES SOURCES, DOLLARD-DES-ORMEAUX, Québec, H9B 1Z9	06. Montréal	
Villa Belle Rive	17. Services de santé et assistance sociale	5320, BOUL GOUIN E, MONTREAL-NORD, Québec, H1G 1B4	06. Montréal	
Pâtisserie Dolce Francesco	4. Commerce de détail	15714, BOUL DE PIERREFONDS, PIERREFONDS, Québec, H9H 3P6	06. Montréal	
Sûreté du Québec	10. Fonction publique	1701, RUE PARTHENAIS, MONTREAL, Québec, H2K 3S7	06. Montréal	
CRCHUM	17. Services de santé et assistance sociale	St-Denis-900, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL, Québec, H2X 0A9	06. Montréal	
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	10. Fonction publique	1200, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2X 0C9	06. Montréal	
Parc olympique	10. Fonction publique	4545, AV PIERRE-DE COUBERTIN, MONTREAL, Québec, H1V 0B2	06. Montréal	
École de technologie supérieure	14. Services d'enseignement	A-3900-1100, RUE NOTRE-DAME O, MONTREAL, Québec, H3C 1K3	06. Montréal	
Travailleurs unis de l'Alimentation et du Commerce, section locale 500	3. Autres services (OBNL, réparation, soins personnels, entretien, etc.)	100-1200, BOUL CREMAZIE E, MONTREAL, Québec, H2P 3A7	06. Montréal	
Conseil des arts et des lettres du Québec	10. Fonction publique	300-1435, RUE DE BLEURY, MONTREAL, Québec, H3A 2H7	06. Montréal	
GroupeTVA	13. Industrie de l'information et le divertissement	1600, BOUL DE MAISONNEUVE E, MONTREAL, Québec, H2L 4P2	06. Montréal	
Québecor	13. Industrie de l'information et le divertissement	612, RUE SAINT-JACQUES, MONTREAL, Québec, H3C 4M8	06. Montréal	
Guard-X Inc.	6. Construction	10600, BOUL PARKWAY, ANJOU, Québec, H1J 1R6	06. Montréal	
L'Institut de recherche du Centre de santé McGill	17. Services de santé et assistance sociale	2155, RUE GUY, MONTREAL, Québec, H3H 2L9	06. Montréal	
MELS	13. Industrie de l'information et le divertissement	1600, Boul De Maisonneuve E, MONTREAL, Québec, H2L 4P2	06. Montréal	
Chaire d'excellence en recherche du Canada - Intelligence artificielle autonome	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	6666, RUE SAINT-URBAIN, MONTREAL, Québec, H2S 3H1	06. Montréal	
Autorité des marchés financiers	10. Fonction publique	22e étage-800, Square Victoria, Montréal, Québec, H4Z 1G3	06. Montréal	
Froment et de sève	4. Commerce de détail	2355, RUE BEAUBIEN E, MONTREAL, Québec, H2G 1N3	06. Montréal	
Le Devoir	13. Industrie de l'information et le divertissement	8e-1265, RUE BERRI, MONTREAL, Québec, H2L 4X4	06. Montréal	
Groupe VO2 Conseil Canada Inc	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	310-4200, BOUL SAINT-LAURENT, MONTREAL, Québec, H2W 2R2	06. Montréal	
AbbVie	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	8401, RTE TRANSCANADIENNE, SAINT-LAURENT, Québec, H4S 1Z1	06. Montréal	
Musée d'art contemporain de Montréal	2. Arts, spectacles et loisirs	505-4, PLACE VILLE-MARIE, MONTREAL, Québec, H3B 2E7	06. Montréal	
Banque Nationale du Canada	9. Finance et assurances	600, De la Gauchetière, Montréal, QC H3B 4L6– au 1ier étage	06. Montréal	

Nom de l'organisation	Secteur d'activité	Adresse	Région administrative
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	17. Services de santé et assistance sociale	612, 5e avenue Ouest, aucune , Amos, Québec, J9T 1P5	08. Abitibi-Témiscamingue

Tableau : Répartition des jumelages réalisés lors de l'édition 2024 du DuoEmploi

	Nombre de stages jumelés en 2024	Nombre de stagiaires jumelés en 2024	Nombre d'entreprises jumelées en 2024 ¹
01. Bas-Saint-Laurent	0	0	0
02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	0	0	0
03. Capitale-Nationale	12	10	13
04. Mauricie	14	11	10
05. Estrie	6	6	5
06. Montréal	41	34	38
07. Outaouais	13	13	8
08. Abitibi-Témiscamingue	6	5	6
09. Côte-Nord	0	0	0
10. Nord du Québec	0	0	0
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	1	1
12. Chaudière-Appalaches	6	6	3
13. Laval	18	18	16
14. Lanaudière	5	5	2
15. Laurentides	12	9	9
16. Montérégie	37	30	23
17. Centre-du-Québec	37	28	20
Total général	208	176	154

¹ Veuillez noter qu'un écart entre le nombre de stages et d'entreprises pour une même région, s'explique par le fait que certains stagiaires ont réalisé leur(s) stage(s) dans une région autre que celle où ils résident.

Documents qui répondent aux points suivants de la demande :

3- « [Le profil de participants] ventilés par tranche d'âge, type d'incapacité, genre et niveau d'éducation »

7- « Le taux de personnes qui intègrent leur milieu de stage suite à l'événement »

8- « Les bilans, rapports produits dans le cadre de l'organisation de ce programme »

Bilan des statistiques du programme DuoEmploi 2021, 2022 et 2023

Édition 2021 :

- 82 stages ont été réalisés entre le 1^{er} et le 7 juin.
- 176 entreprises se sont inscrites au projet et ont offert 326 stages.
- Parmi ces 176 entreprises, 10 entreprises adaptées se sont inscrites et ont offert 25 stages.
- 155 personnes handicapées ont rempli leur formulaire de participation, mais 69 ont réalisé un stage. De ce nombre, 12 personnes ont effectué plus d'une journée de stage.
- 9 personnes ont été embauchées à la suite de leur journée, ce qui représente 13 % des participants pour qui le stage qui a été converti en emploi.
- Le programme a vu des inscriptions des entreprises réparties dans les 17 régions administratives, mais 15 régions administratives ont reçu des stagiaires.

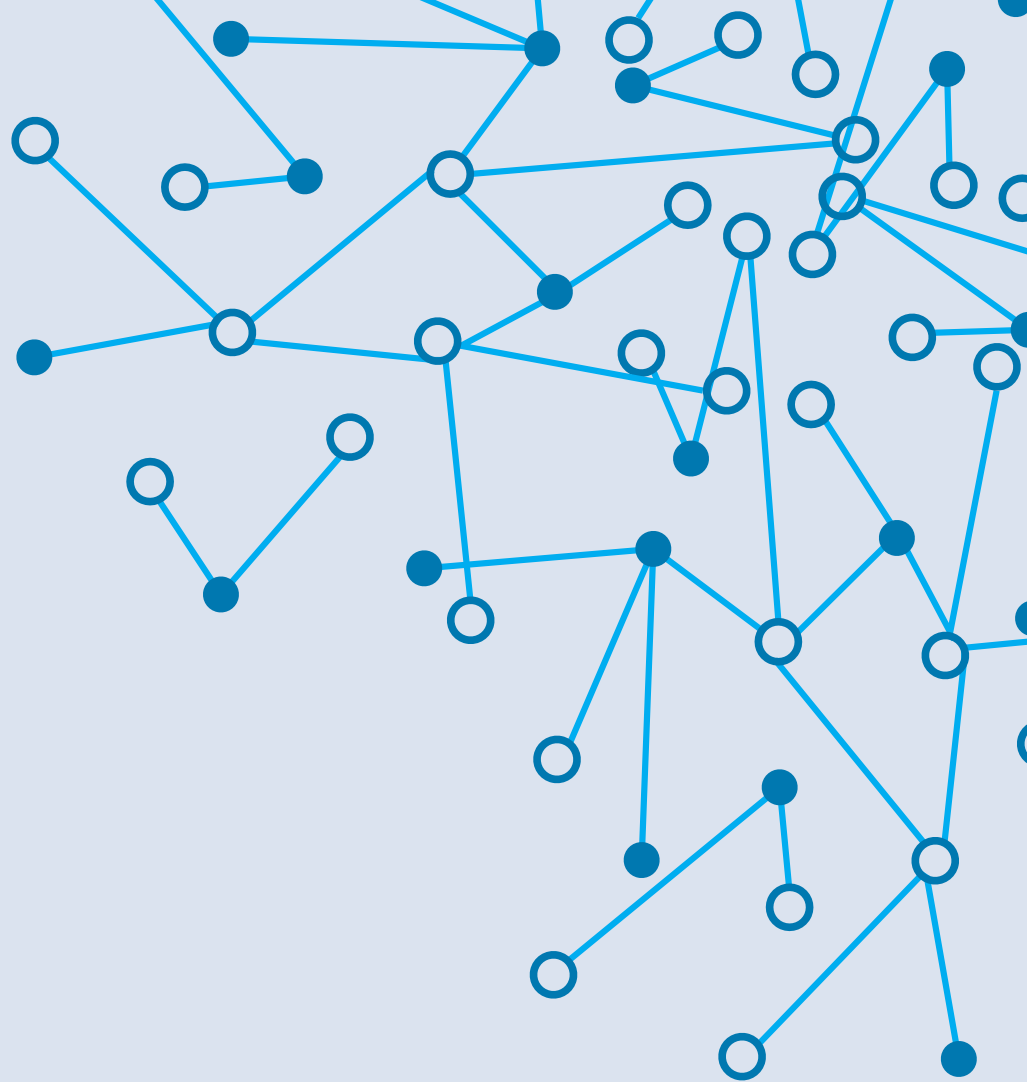
Édition 2022 :

- 299 personnes en situation de handicap se sont inscrites à DuoEmploi et étaient admissibles pour un jumelage (le chiffre total étant 351, si on compte ceux-là qui se sont désistées ou n'étant pas admissibles);
- 93 personnes ont effectué au moins un stage, pour un total de 107 stages effectués, car certains participants ont exploré plus d'un poste;
- Parmi les 107 stages, 8 se sont transformés en emploi sur une base régulière, ce qui représente 7,5 %;
- La répartition des stagiaires entre les hommes et les femmes est de 50 femmes et 57 hommes;
- Parmi les 93 stagiaires effectifs, on trouve 38 personnes dans la tranche d'âge de 18 à 34 ans, 33 personnes de 35 à 54 ans, 17 personnes 55 et plus et 5 personnes de 16 à 17 ans.
- 82 entreprises ont accueilli au moins un stagiaire (164 inscrites a total);
- 34 organisations ayant accueilli un stagiaire sont dans le secteur public ou parapublic, tandis que 48 sont des entreprises du secteur privé;
- Les entreprises ayant accueilli des stagiaires sont réparties dans 15 régions administratives

Édition 2023 :

- 278 personnes handicapées se sont inscrites à DuoEmploi 2023 et étaient admissibles pour un jumelage (le chiffre total étant 304, si on compte ceux-là qui se sont désistées ou n'étant pas admissibles);
- Parmi les 278 personnes inscrites à DuoEmploi 2023 et étaient admissibles pour un jumelage, il y a 144 personnes s'identifiant comme femmes, 127 comme hommes et 7 comme autre;
- Parmi les 278 personnes inscrites à DuoEmploi 2023 et étaient admissibles pour un jumelage, les tranches d'âge les plus représentatives sont de 18 à 34 ans (117 personnes) et de 35 à 54 ans (110 personnes);
- 122 personnes ont fait un stage et 137 stages ont été effectués, car certaines personnes ont exploré plus d'un poste.

- Parmi les 122 personnes ayant fait au moins un stage, il y a 73 personnes s'identifiant comme femmes, 45 comme hommes et 4 comme autre;
- Parmi les 122 personnes ayant fait au moins un stage, les tranches d'âge les plus représentatives sont de 35 à 54 ans (56 personnes) et de 18 à 34 ans (48 personnes);
- 5 personnes ont été embauchées suite à leurs stages.
- 105 entreprises et 3 entreprises adaptées ont accueilli des stagiaires (168 entreprises inscrites au total, dont 5 entreprises adaptées)
- Au final, 137 stages ont été réalisés en entreprises, dont 7 en entreprises adaptées.
- Toutes les régions administratives ont participé de façon effective. C'est-à-dire, il y a des entreprises des 17 régions administratives du Québec qui ont accueilli au moins un stagiaire, comparativement à 15 régions lors des éditions antérieures.



du emploi

BILAN DE L'ÉDITION 2021

Une collaboration

Québec 

 **CPQ**
PROSPÉRER ENSEMBLE

ROSEPH

DuoEmploi, une première édition prometteuse

L'évènement qui s'est tenu pour la 1ère fois du 1er au 7 novembre 2021 a permis à **66 entreprises de différents secteurs** d'activités d'accueillir des stagiaires sur l'ensemble du territoire de la province du Québec.

Plusieurs stages...

...ont donné lieu à des propositions d'emploi, au terme de cette expérience. Dans un contexte de rareté de main-d'œuvre où le Québec mise sur l'ensemble de ses talents, DuoEmploi s'est distingué en tant que projet novateur visant à mettre en contact les entreprises et les personnes handicapées désirant vivre une expérience de travail.

Inspiré d'initiatives en Europe, l'évènement **DuoEmploi** a permis à ces stagiaires d'être mis en contact avec des entreprises qui leur ont ouvert leurs portes et permis de vivre une journée d'immersion dans leur milieu de travail.



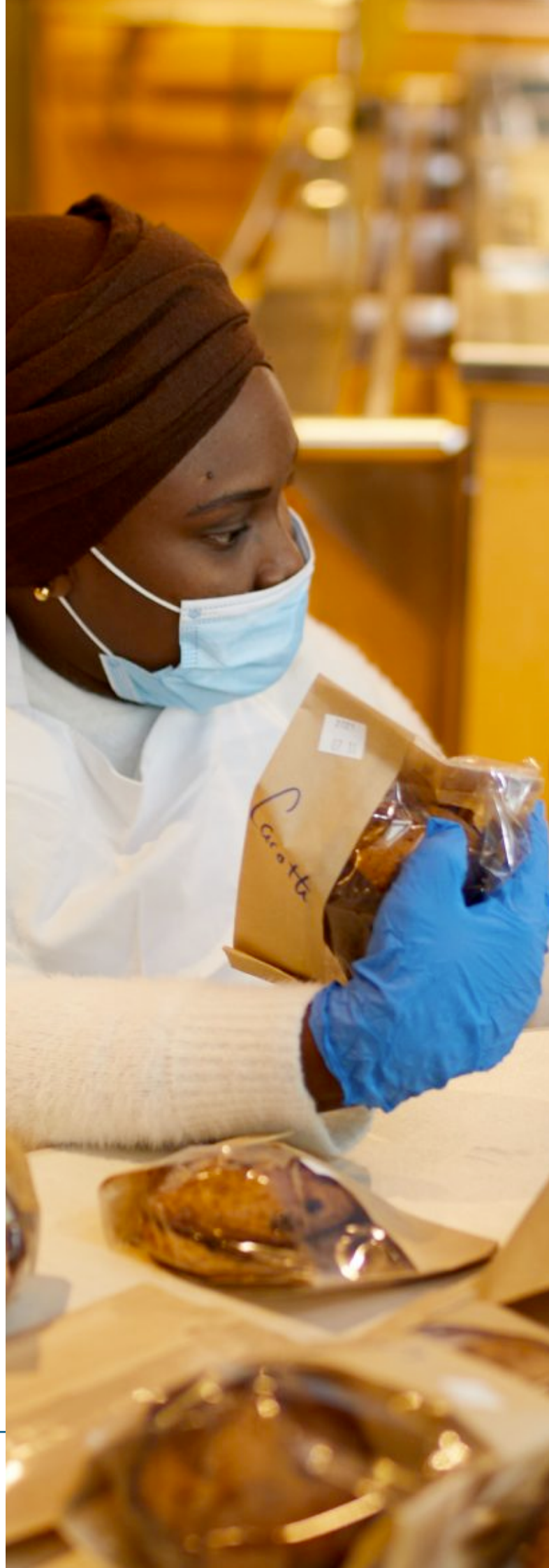
Le rôle du ROSEPH

Le ROSEPH, fort de son expertise et de son réseau de 25 organismes en employabilité, a assuré le déploiement du programme avec ses intervenants et mis en place un processus complet afin de faciliter au maximum l'arrimage entre les participants et les gestionnaires en entreprise.

Le rôle du CPQ

Le CPQ a mobilisé l'ensemble de son réseau d'employeurs par le biais de plusieurs communications ainsi que la réalisation d'un webinaire regroupant plus de 100 entreprises québécoises. Ainsi, les employeurs ont pu être sensibilisés à la réponse qu'apportent les personnes en situation de handicap, aux besoins de main d'œuvre des entreprises.

Suivez notre actualité sur
roseph.ca/duoemploi



Le tableau de répartition des stages DuoEmploi par région

PROJET DUO EMPLOI - DÉCOMPTÉ PAR RÉGION

RÉGION	Nombre d'entreprises inscrites	Nombre d'entreprises ayant accueilli des stagiaires	Nombre de stagiaires inscrits	Nombre de stages réalisés	Nombre d'embauches post-activité
Bas St Laurent	2	1	1	1	0
Saguenay-Lac St jean	1	1	3	1	0
Capitale nationale	33	8	12	8	1
Mauricie	5	3	9	7	2
Estrie	2	0	1	0	0
Montréal	35	12	32	13	0
Outaouais	12	4	8	4	0
Abitibi	5	3	8	5	0
Côte-Nord	7	6	6	7	2
Nord du Québec	2	0	0	0	0
Gaspésie	4	1	6	3	0
Chaudière-Appalaches	9	1	7	1	0
Laval	5	1	6	1	0
Lanaudière	6	1	7	1	0
Laurentides	19	13	17	14	4
Montérégie	23	6	23	8	0
Centre du Québec	6	5	9	8	0
TOTAL	176	66	155	82	9

Le ROSEPH présente la situation par région du projet DuoEmploi. Il faut noter que chaque stagiaire pouvait faire jusqu'à trois stages selon les disponibilités et les offres des entreprises, que ce soit dans sa région ou celles à proximité.

Rappel des données liées au handicap

- Au Québec plus d'un million de personnes ont une incapacité, ce qui représente 16 % de la population âgée de 15 ans et plus, selon l'Enquête canadienne sur l'incapacité de 2017.
- Le taux d'emploi des personnes âgées de 25 à 64 ans ayant une incapacité s'établissait au Québec à 56,1 % en 2017, un taux nettement inférieur à celui des personnes sans incapacité (79,3 %), soit un écart de 23,2 points de pourcentage.
- Le projet DuoEmploi s'est inspiré de l'expérience du Duoday, en France, qui vise également l'organisation de stages d'une journée en entreprise pour des personnes handicapées.
- Ce projet répond à un des objectifs du Plan stratégique 2019-2023 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, soit de développer des approches innovantes et de favoriser l'adéquation entre la formation, les compétences et l'emploi, en plus d'accroître l'insertion en emploi de tous les bassins de main-d'œuvre.



Rappel des différents types de handicap



DÉFICIENCE MOTRICE

Limitations significatives et persistantes sur le plan moteur. Membres supérieurs et/ou inférieurs.

Selon le cas, la déficience motrice peut toucher différentes sphères, telles que la mobilité, la dextérité, l'équilibre, la coordination et la communication. Ceci peut être de naissance, dû à un accident ou à la suite d'une maladie.

EXEMPLES D'ADAPTATION : clavier spécial, rampe d'accès, poste de travail plus haut et plus large, moyen de locomotion pour circuler en usine, casque d'écoute pour les appels téléphoniques.



DÉFICIENCE AUDITIVE

Limitations significatives et persistantes au niveau de l'acuité et de la discrimination auditive. Audition partielle ou nulle.

Certaines personnes sont nées avec une incapacité auditive, d'autres l'ont développée au cours de leur vie. Les malentendants (surdité partielle) communiquent oralement.

EXEMPLES D'ADAPTATION : langage des signes, consignes écrites, équipement électronique pour amplification du son, services d'interprète.



DÉFICIENCE VISUELLE

Limitations significatives et persistantes au niveau de l'acuité visuelle et/ou du champ de vision. Vision partielle ou nulle.

L'incapacité visuelle se caractérise par une perte de vision, soit par l'acuité visuelle et/ou le champ visuel. Ces personnes peuvent avoir un résidu visuel ou une cécité complète. Certaines sont nées avec la déficience visuelle, d'autres l'ont développée au cours de leur vie.

EXEMPLES D'ADAPTATION : afficheur Braille, plage tactile, appareil de prise de note portatif, logiciels adaptés.



DÉFICIENCE INTELLECTUELLE

Limitations au niveau du fonctionnement intellectuel, accompagné de difficultés d'adaptation.

Ces caractéristiques se manifestent en bas âge et l'état est permanent. Il ne s'agit pas d'une maladie mentale.

EXEMPLES D'ADAPTATION : transmettre une consigne à la fois, utiliser des images pour l'apprentissage, organiser des rencontres plus fréquentes pour la supervision, prévoir un temps plus long pour l'accomplissement des tâches.



TROUBLES DU LANGAGE ET DE LA PAROLE

Troubles du langage : Limitations au niveau de la formulation, de l'expression et/ou de la compréhension du langage.

Troubles de la parole : Limitations au niveau de l'organisation du discours et/ou de la prononciation de certains sons.

De naissance ou développés au cours de la vie, ces troubles n'affectent pas le fonctionnement intellectuel.

EXEMPLES D'ADAPTATION : utiliser un tableau de communication, favoriser l'utilisation de l'écrit et valider l'information par des questions simples.



TROUBLES DE SANTÉ MENTALE

Une maladie mentale est un ensemble de dérèglements au niveau des pensées, des émotions et ou du comportement qui reflètent un trouble biologique, psychologique ou développemental des fonctions mentales.

Ces personnes ont un fonctionnement intellectuel normal. Les personnes atteintes sont plus vulnérables au stress. Cet état peut être temporaire ou permanent.

EXEMPLES D'ADAPTATION : augmenter graduellement les heures de travail, privilégier les consignes écrites, le mentorat, identifier les sources de stress, valider l'information par des questions simples.



TROUBLES DU SPECTRE DE L'AUTISME

Limitations significatives et persistantes au niveau de la communication, de l'interaction sociale et des comportements (activités et intérêts restreints et répétitifs).

Ensemble de troubles neurodéveloppementaux qui apparaissent dans l'enfance et qui altèrent le quotidien.

EXEMPLES D'ADAPTATION : coquille auditive, lumière tamisée, écrire la liste des tâches, utiliser des pictogrammes, être clair et précis dans les demandes, éviter les propos à double sens, proposer le mentorat.

À propos du ROSEPH

Le ROSEPH est une association composée de 25 organismes mandatés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour offrir des services directs d'aide à l'emploi aux personnes handicapées sur tout le territoire du Québec. Chaque année, ces services accompagnent environ 11 000 personnes dans leurs démarches d'intégration au marché du travail ou de maintien en emploi.

roseph.ca

À propos du CPQ

Créé en 1969, le CPQ est une confédération de près de 100 associations sectorielles et de plusieurs membres corporatifs (entreprises, institutions et autres employeurs). Il représente ainsi les intérêts de plus de 70 000 employeurs, de toutes tailles et de toutes les régions, issus des secteurs privé et parapublic.

cpq.qc.ca



duoemploi

Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration

Québec 

 **CPQ**
PROSPÉRER ENSEMBLE

ROSEPH

**POUR RESTER EN CONTACT
ET OBTENIR DES MISES À JOUR :**

quebec.ca/duoemploi



roseph.ca/duoemploi

duoemploi@roseph.ca

Téléphone : 438 798-0788

1 833 376-7374 (1 833 3RO-SEPH)



duemploi

BILAN DE L'ÉDITION 2022

Une collaboration

Québec 

 **CPQ**
PROSPÉRER ENSEMBLE

ROSEPH

DuoEmploi 2022

Pour la seconde année consécutive DuoEmploi, fruit de la collaboration du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du CPQ et du ROSEPH, a confirmé le dynamisme et l'engagement des participants déjà observés lors de la première édition de 2021.

Une journée d'immersion...

Les entreprises de la province du Québec ont à nouveau accueilli des stagiaires en situation de handicap afin de leur faire vivre une journée d'immersion dans un nouveau milieu de travail.

Le taux de participation par région est très représentatif de l'engagement de la province, ainsi que de l'ouverture des entreprises pour l'inclusion de ressources fiables, soutenues par les professionnels en employabilité du monde du handicap

642

heures
combinées

3

partenaires
impliqués

7

jours de stages
consécutifs



Les chiffres DuoEmploi

8

embauches confirmées



15 régions
administratives



82 entreprises
engagées

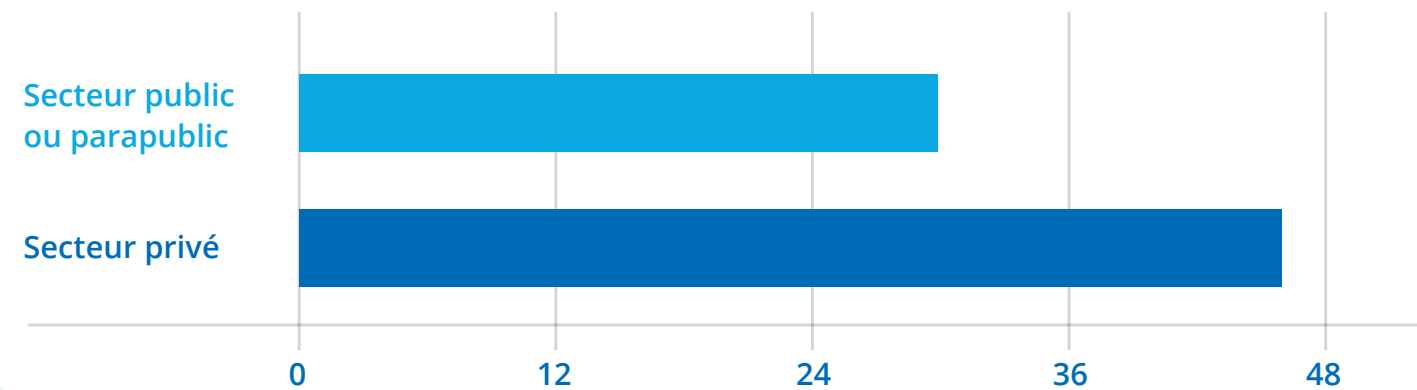


107 stages réalisés
(certains stagiaires ont
réalisé plus d'un stage)

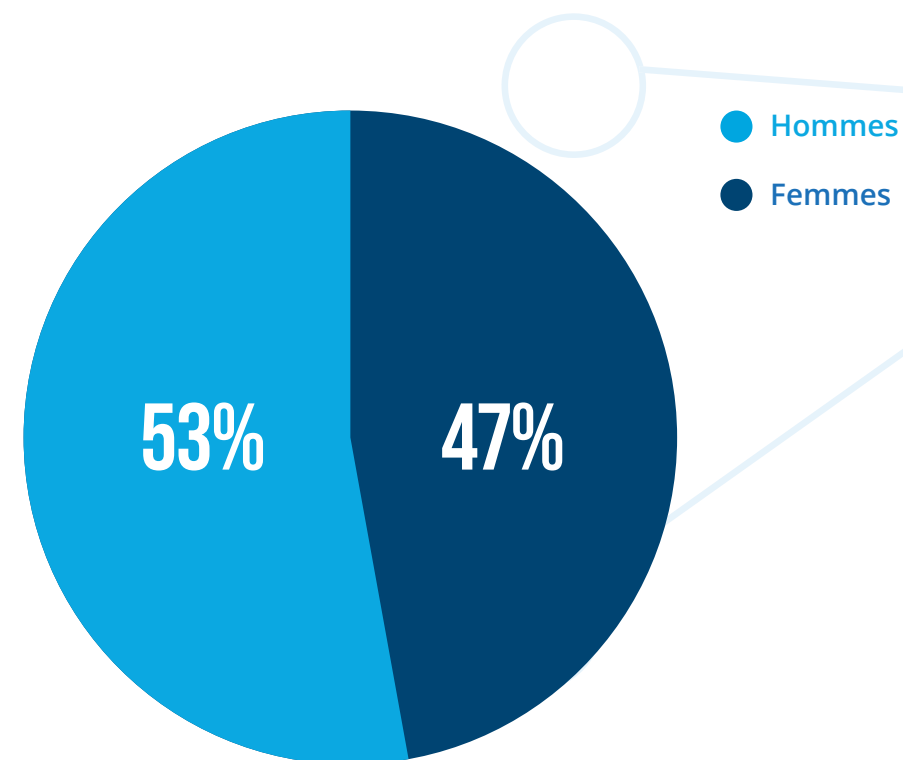
♂
♀ **93**

participant(e)s

Type d'entreprises

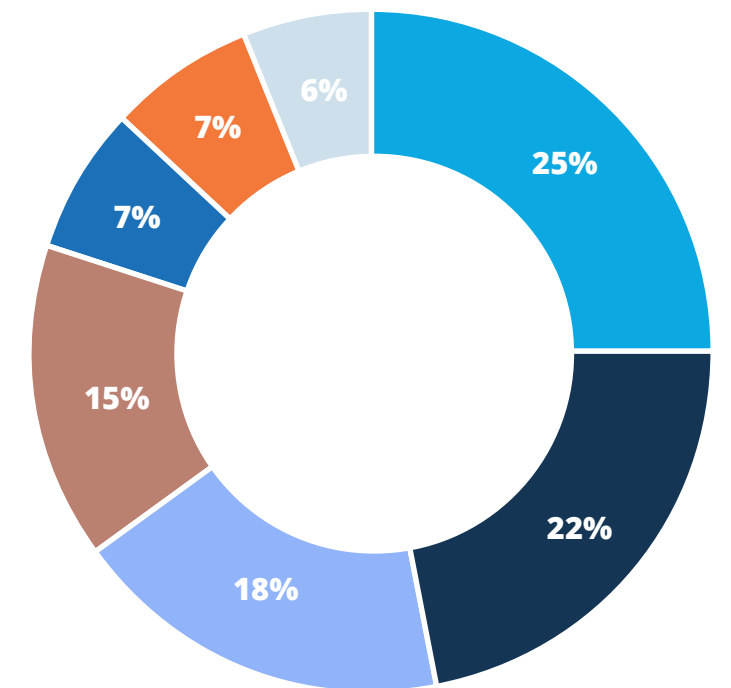


Participant(e)s



Secteurs d'activité

- Commerce (gros et détail)
- Fonction publique
- Services de santé ou d'enseignement
- Hôtellerie, restauration et industrie du divertissement
- Finances et services immobiliers
- Services divers (professionnels, OBNL, réparation, soins personnels, entretien)
- Autres (construction, fabrication, agriculture et transport)



Les différentes tâches proposées par la marraine de stage m'ont permis de me rassurer sur ma capacité à les réaliser de façon autonome et me rafraîchir la mémoire.

Stagiaire DuoEmploi 2022

Impressions rendues

Par les représentants des entreprises

en rapport aux points positifs apportés à leur organisation par le programme.

1. Le stage DuoEmploi a permis, selon un employeur, de diminuer les préjugés envers les personnes en situation de handicap, ainsi que les sensibiliser à l'inclusion de ces personnes.
2. Avoir une personne avec un handicap fait changer la perception d'une façon positive des clients et des employés.
3. Le handicap du candidat n'était pas apparent et ça a permis d'avoir l'ouverture d'esprit pour réfléchir à la façon de gérer ce type de situation dans l'équipe et permettre l'embauche.
4. Le stage a permis, selon un représentant d'entreprise, de comprendre le potentiel d'une personne, qui est souvent sous-estimé. Ça ajoute de la richesse dans la diversité et une opportunité au stagiaire et à l'équipe de faire des découvertes.
5. Le projet DuoEmploi entre en plein dans la valeur de la diversité et l'inclusion à l'emploi.
6. L'activité DuoEmploi a permis de démontrer que le télétravail facilite l'intégration de personnes ayant des handicaps physiques.
7. Le stage DuoEmploi réalisé met en lumière notre valeur d'inclusion et de réalisation au travail

Par les stagiaires

en rapport aux points satisfaisants et les compétences par lesquelles ils croient s'être démarqués pendant l'expérience DuoEmploi.

1. Une stagiaire nous a remerciés parce que bien que le stage ait représenté un défi pour elle, c'est justement cette circonstance qui lui a permis de prendre l'initiative de parler à une clientèle et répondre à des questions.
2. Une participante manifeste avoir appris beaucoup de choses. Par conséquent, elle se sent plus confiante.
3. En général, les témoignages des stagiaires soulignent le fait de se sentir à l'aise avec leurs tâches, ils remercient pour l'opportunité de démontrer leurs capacités et ils remarquent les habilités de communication et de contact avec les autres, que permet le stage.

Le rôle du ROSEPH

Le ROSEPH, fort de son expertise et de son réseau de 25 organismes en employabilité, a assuré le déploiement du programme avec ses intervenants et mis en place un processus complet afin de faciliter au maximum l'arrimage entre les participants et les gestionnaires en entreprise.

À propos du ROSEPH

Le ROSEPH est une association composée de 25 organismes mandatés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour offrir des services directs d'aide à l'emploi aux personnes handicapées sur tout le territoire du Québec. Chaque année, ces services accompagnent environ 11 000 personnes dans leurs démarches d'intégration au marché du travail ou de maintien en emploi.

roseph.ca

Le rôle du CPQ

Le CPQ a mobilisé l'ensemble de son réseau d'employeurs par le biais de plusieurs communications ainsi que la réalisation de deux webinaires, et en mobilisant plus de 100 entreprises québécoises. Ainsi, les employeurs ont pu être sensibilisés à la réponse qu'apportent les personnes en situation de handicap, aux besoins de main d'œuvre des entreprises.

À propos du CPQ

Créé en 1969, le CPQ est une confédération de près de 100 associations sectorielles et de plusieurs membres corporatifs (entreprises, institutions et autres employeurs). Il représente ainsi les intérêts de plus de 70 000 employeurs, de toutes tailles et de toutes les régions, issus des secteurs privé et parapublic.

cpq.qc.ca

Suivez notre actualité sur
roseph.ca/duoemploi

duoemploi

Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration

Québec 

 **CPQ**
PROSPÉRER ENSEMBLE

ROSEPH

**POUR RESTER EN CONTACT
ET OBTENIR DES MISES À JOUR :**

quebec.ca/duoemploi



roseph.ca/duoemploi

duoemploi@roseph.ca

Téléphone : 438 798-0788

1 833 376-7374 (1 833 3RO-SEPH)

duemploi 2024

Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration

Québec

CPQ

ROSEPH

duemploi

Du 1^{er} au 7 juin 2024



Ouvrez-vous
à de nouvelles
possibilités!

Inscrivez-vous avant le 3 mai 2024!

Votre
gouvernement

Québec

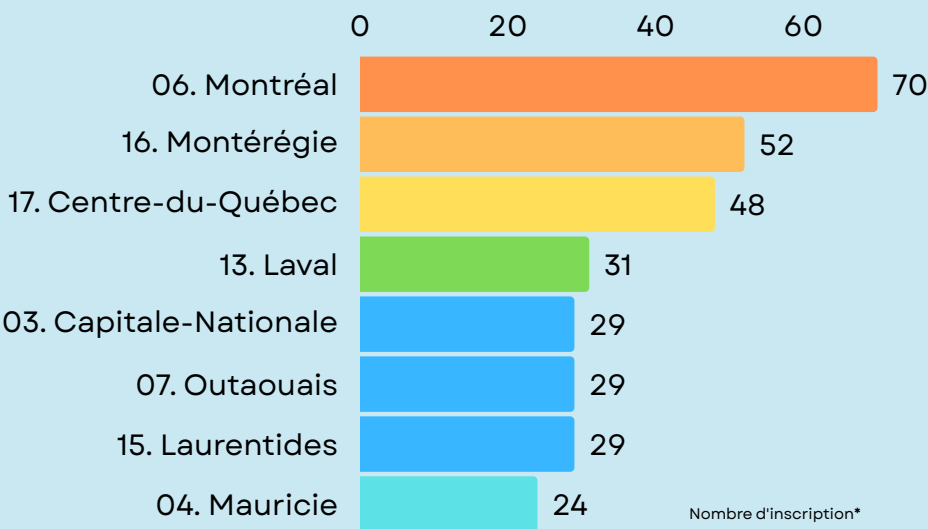
ÉDITION 2024

- Préparatifs depuis l'été 2023
- Travail plus intense à partir de janvier à juin 2024
- Que doit-on retenir ?

LES STAGIAIRES

350

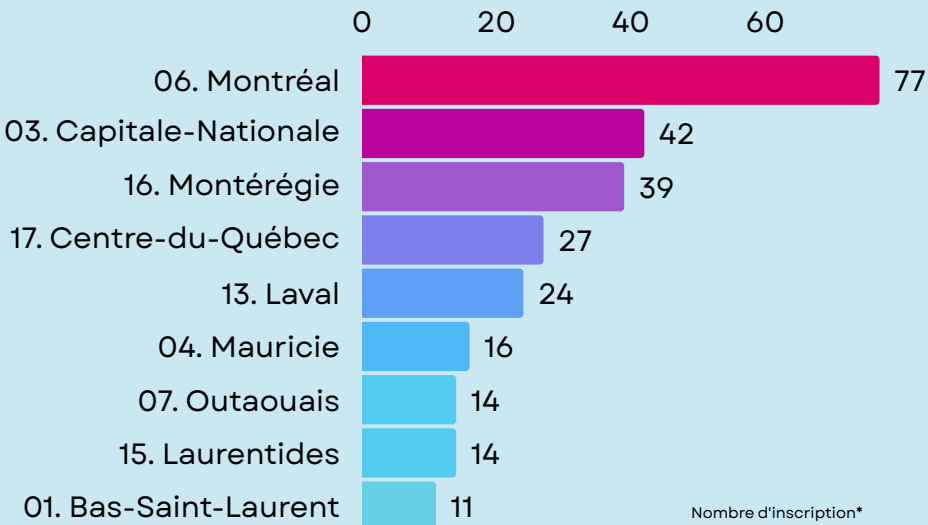
Inscrits et admissibles
au DuoEmploi 2024



LES ENTREPRISES

299

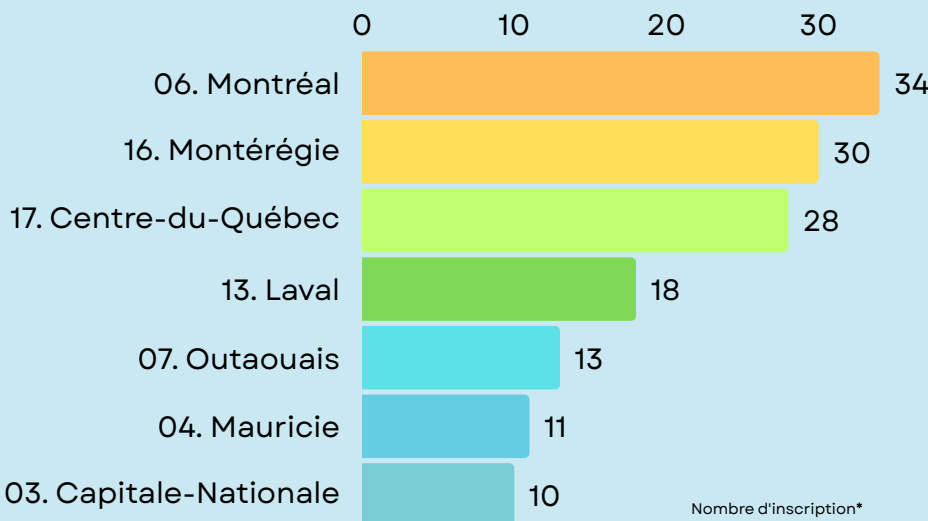
Inscrites dont 10
entreprises adaptées
au DuoEmploi 2024



LES STAGIAIRES RÉCIPENDAIRES

176

ont eu à faire au moins
un stage au cours du
DuoEmploi 2024



Le ROSEPH et son équipe

24/10/2024

duemploi 2024

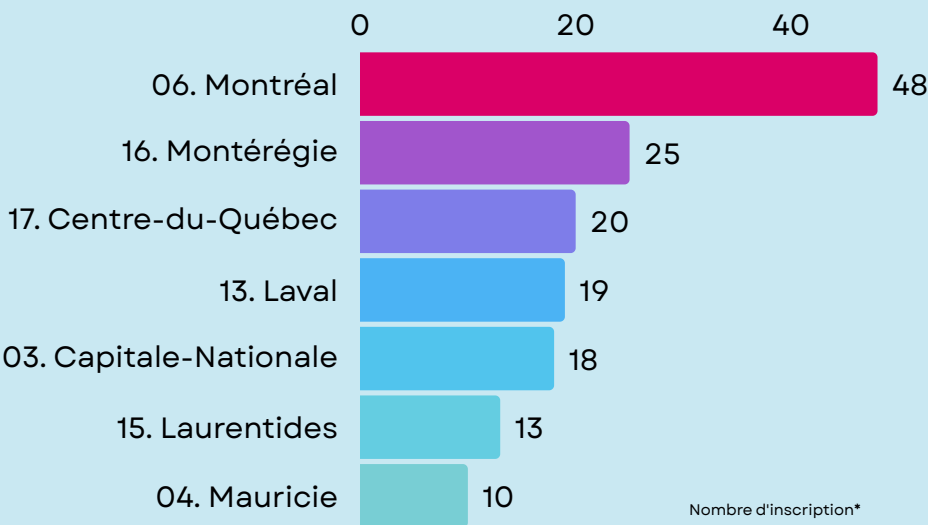
Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration Québec CPQ ROSEPH

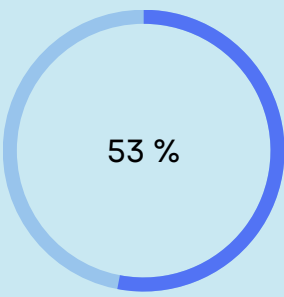
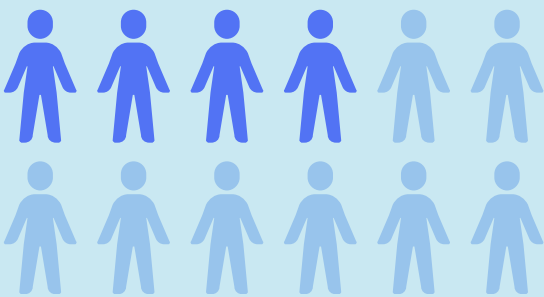
LES ENTREPRISES RÉCIPiENDAIRES

182

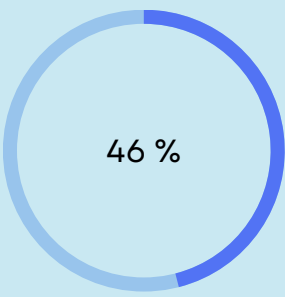
ont eu à accueillir au
moins un stagiaire au
cours du DuoEmploi
2024



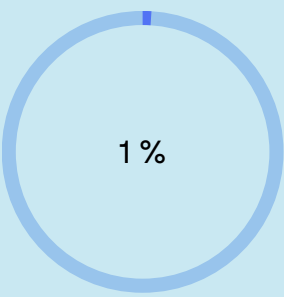
PROFIL DES STAGIAIRES RÉCIPiENDAIRES



HOMME



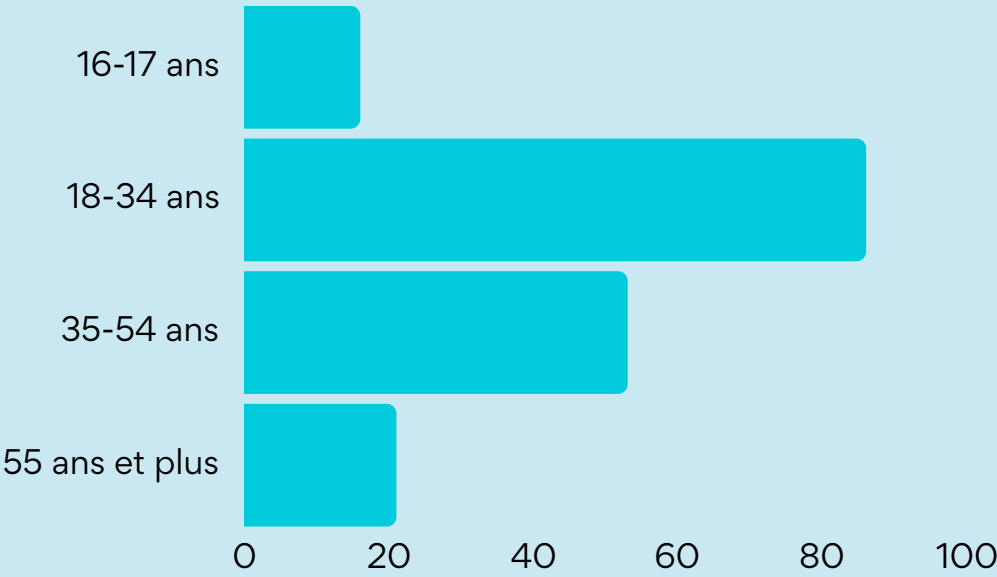
FEMME



AUTRE

58%

des récipiendaires ont
moins de 34 ans



Le ROSEPH et son équipe

duemploi 2024

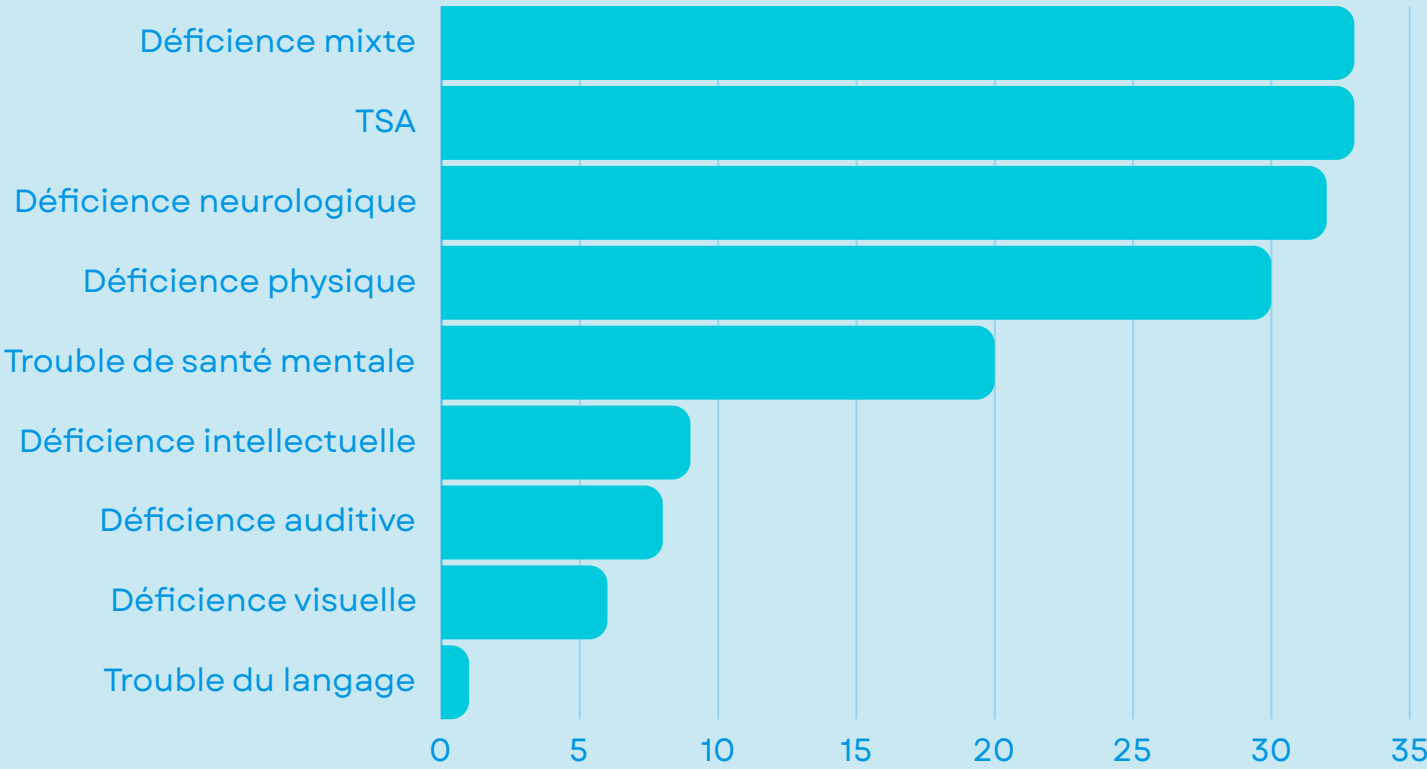
Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration Québec CPQ ROSEPH

PROFIL DES STAGIAIRES RÉCIPiENDAIRES

19% 19% 19%

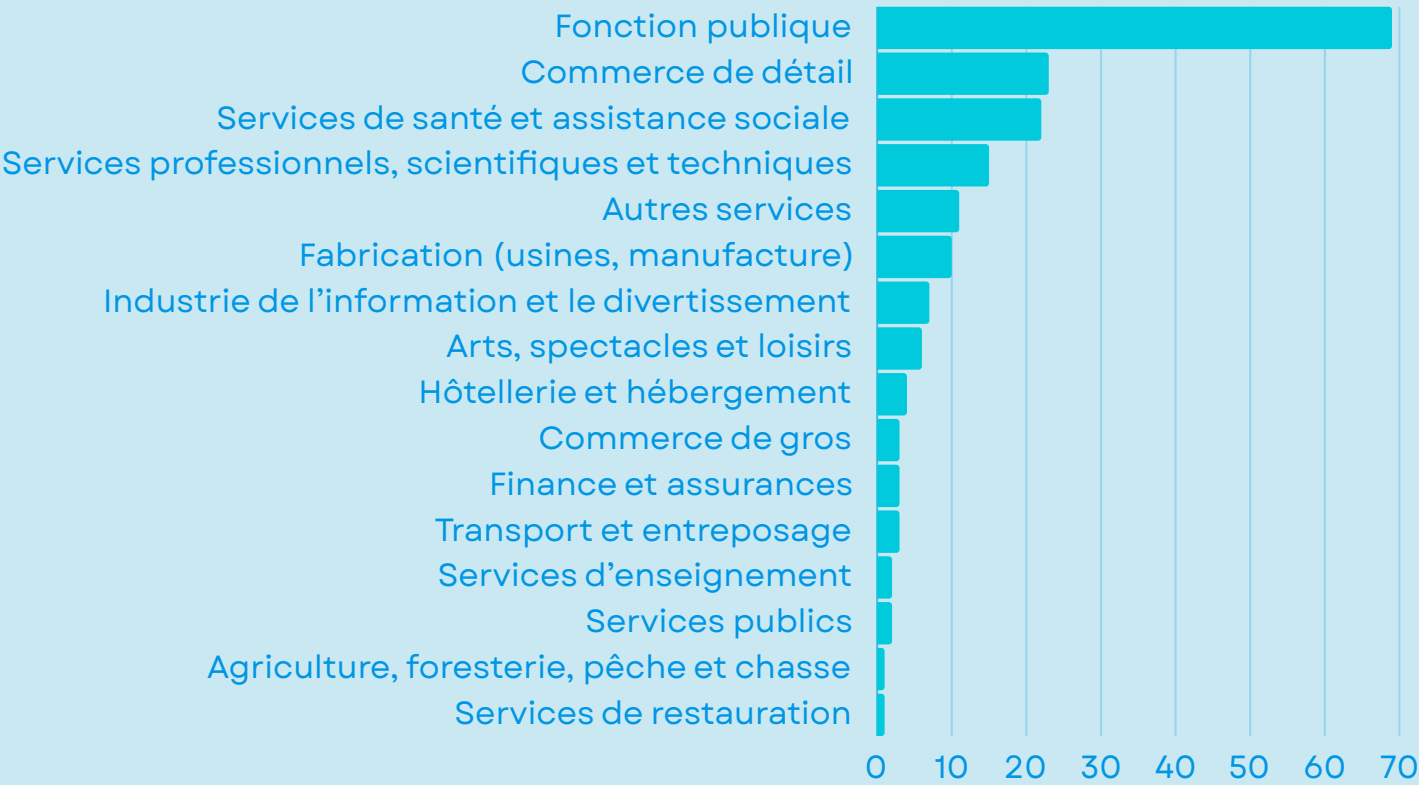
TSA Déficience mixte Déficience neurologique



PROFIL DES ENTREPRISES RÉCIPiENDAIRES

38%

Fonction publique



Le ROSEPH et son équipe

24/10/2024

duoemploi 2024

Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration

Québec

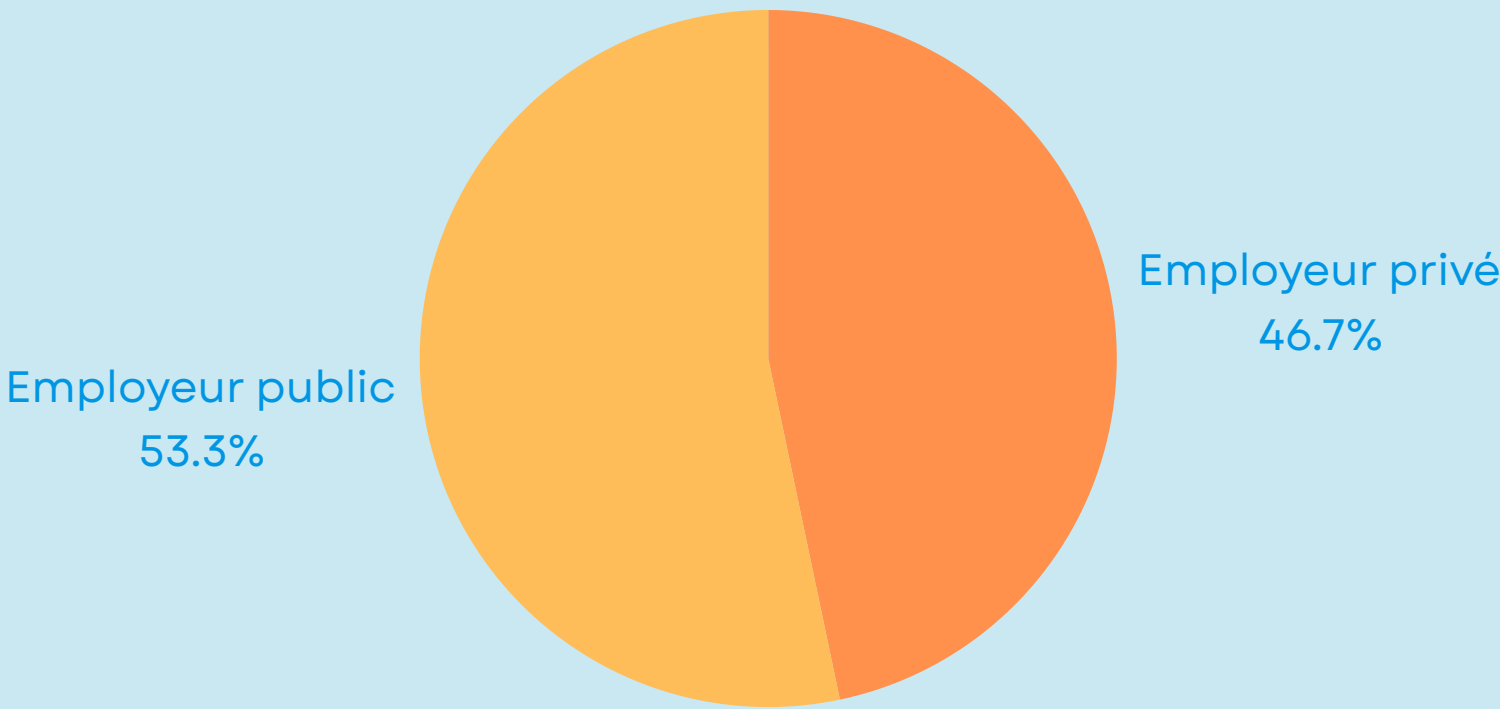
CPQ

ROSEPH

PROFIL DES ENTREPRISES RÉCIPENDAIRES

53.3%

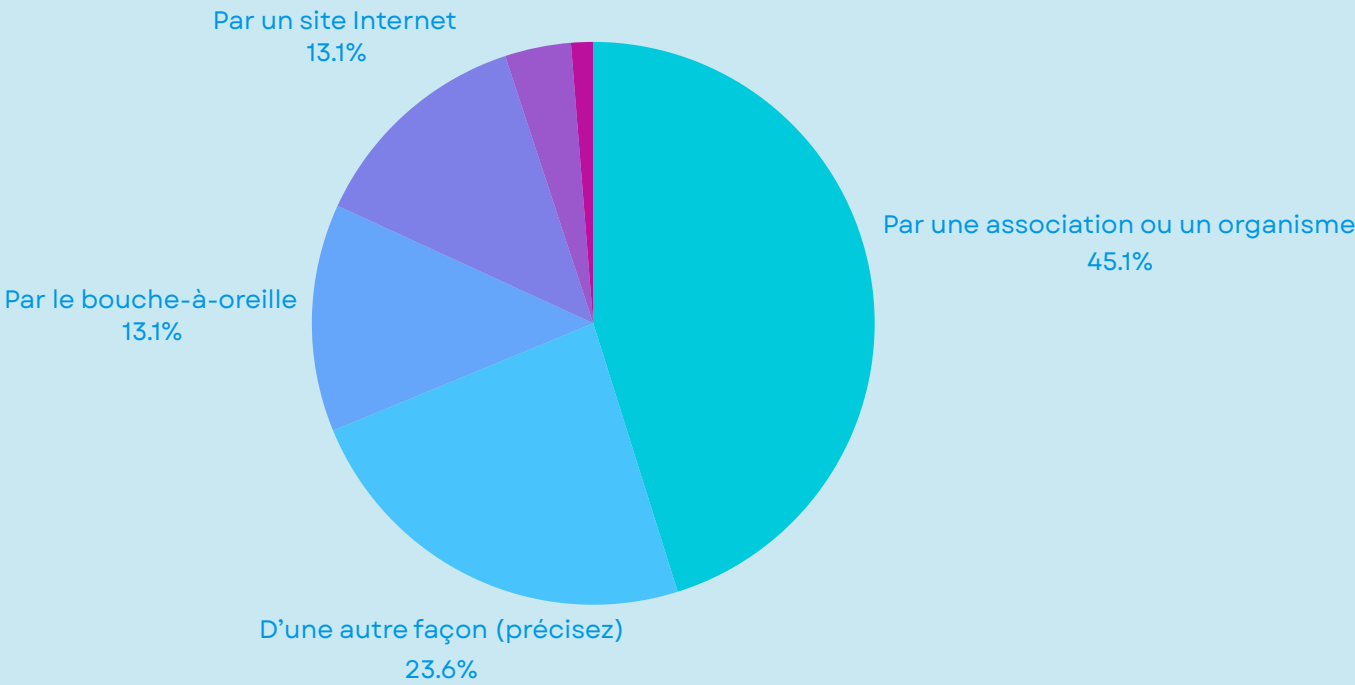
Employeurs publics



COMMENT LES ENTREPRISES ONT-ELLES ENTENDU PARLER DU DUOEMPLOI ?

45%

Par une association ou un organisme



Le ROSEPH et son équipe

24/10/2024

duemploi 2024

Ouvrez vos portes aux compétences
des personnes handicapées!

Une collaboration

Québec

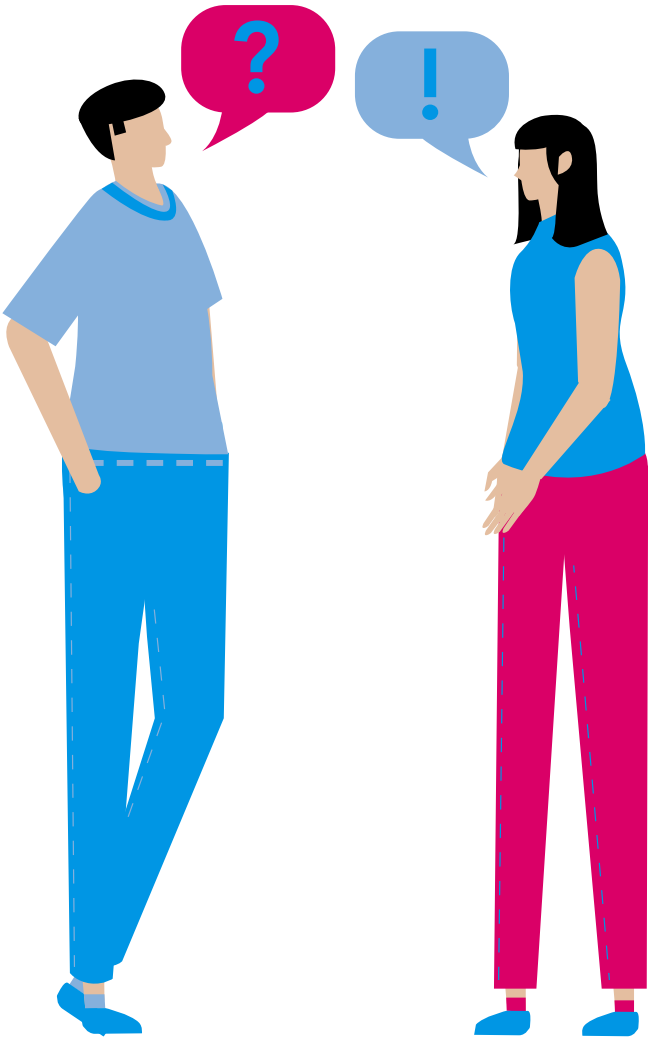
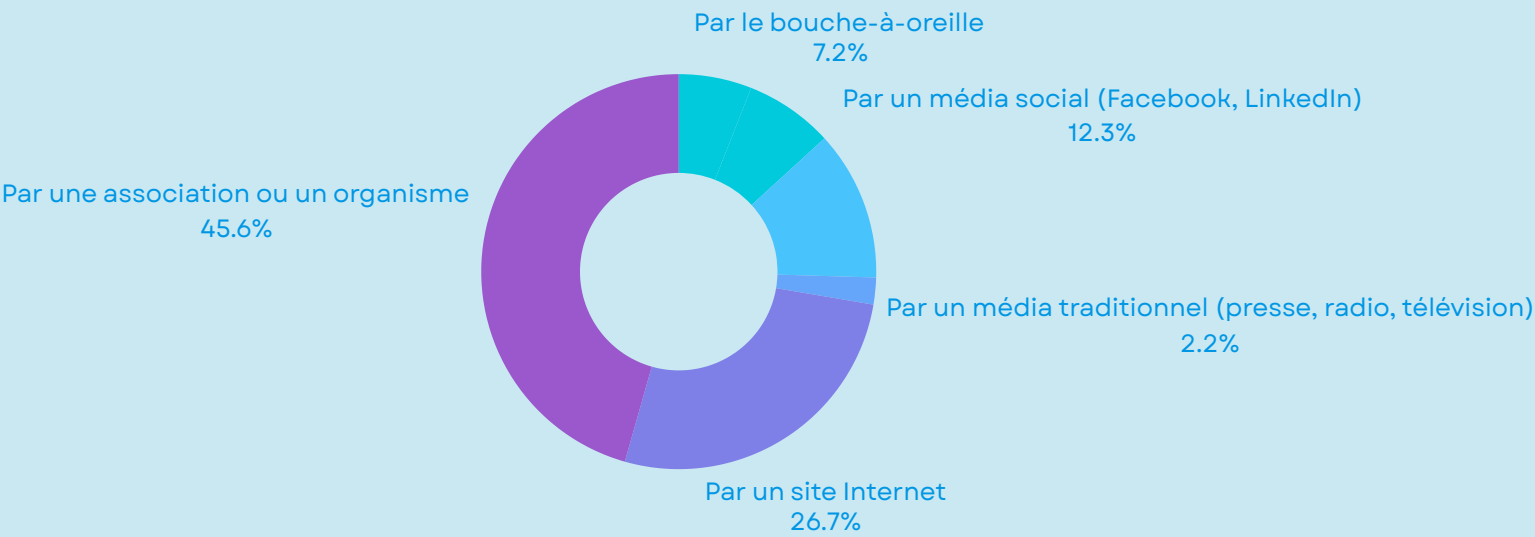
CPQ

ROSEPH

COMMENT LES STAGIAIRES ONT-ILS ENTENDU PARLER DU DUOEMPLOI ?

46%

Par une association ou un
organisme



Le ROSEPH et son équipe
24/10/2024

Projet : Programme DuoEmploi

Entente 932054-1- Mesure concertation pour l'emploi



Rapport final de l'édition 2024

Période du 1^{er} mars au 31 décembre 2024

Laurence Marin, Directrice générale

Adeline Zilliox, Coordinatrice de projet

Fousseni Sama, Analyste de données

83 rue Turgeon, bureau 302-B

Sainte-Thérèse (QC), J7E 3H7

lmarin@roseph.ca

22 janvier 2025

Introduction

Le programme DuoEmploi a connu cette année sa quatrième édition. Depuis 2021, il gagne en notoriété et affiche des résultats en constante progression, témoignant d'une réussite indéniable.

Le DuoEmploi est plus qu'un simple évènement propice à la rencontre entre personnes en situation de handicap et entreprises. C'est une occasion, non seulement pour l'exploration des compétences des individus souhaitant intégrer le marché du travail ou découvrir de nouveaux métiers, mais également la réaffirmation des valeurs sociales des employeurs, leur permettant de côtoyer des personnes responsables, possédant des compétences professionnelles variées. C'est d'ailleurs ce qui a motivé une fois encore le Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale (MESS), à appeler ses partenaires, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) et le Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH), à répondre présents et à renouveler leur engagement en vue d'organiser ensemble le DuoEmploi.

Conformément à la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024, élaborée par le gouvernement du Québec, créer un environnement favorable à la mise en relation des personnes en situation de handicap avec les employeurs est l'un des objectifs fondamentaux du programme. Le DuoEmploi n'est, de ce fait, pas une simple activité. En effet, c'est une initiative qui vise à garantir la mise en œuvre effective des politiques sociales, en s'appuyant sur l'ensemble des talents disponibles pour répondre aux besoins du marché du travail.

Tout au long du DuoEmploi, le ROSEPH s'emploie à établir des suivis avec les entreprises et les candidats. Cette démarche est essentielle, notamment pour collecter des informations complémentaires nécessaires à des jumelages optimaux.

Chaque édition génère des constats, mais également des défis à relever, qui seront examinés et abordés de manière appropriée. Ces éléments constituent une partie intégrante du déroulement normal d'un évènement de cette envergure. Chaque année, nous constatons des points positifs et encourageants, qui viennent renforcer notre affirmation quant au succès du projet, tout en identifiant des axes d'amélioration continue. L'objectif étant de consolider le programme en tant que référence incontournable pour l'employabilité des personnes handicapées au Québec.

Par ailleurs, un aspect quantitatif d'une grande importance réside dans la collecte de statistiques, qui permettent d'évaluer les résultats finaux du programme ainsi que son impact pratique lors de chaque édition. Le programme se caractérise par des retombées tangibles, tant en début qu'à l'issue de son déroulement.

Déroulement et activités menées dans le cadre du projet pour l'année 2024

Les activités du DuoEmploi 2024 s'étendent sur toute l'année. Ces activités comprennent entre autres, la planification de l'événement, sa promotion et publicité, l'identification des besoins budgétaires, l'organisation des activités etc.

Comme à l'accoutumée, une planification de rencontres périodiques entre les 3 partenaires a été mise en place pour mieux gérer le projet et contribuer à sa réussite.

Bien avant l'ouverture des inscriptions, le ROSEPH, le CPQ et le MESS ont mis en place une stratégie de communication afin de faire la promotion du programme. En effet, que ce soit en utilisant les canaux de communication ou les réseaux sociaux, les équipes du ROSEPH et du CPQ se sont investies afin de promouvoir le DuoEmploi. À titre d'exemple, une liste des établissements éducatifs du Québec a été créée, dans le but d'établir une stratégie de vulgarisation en commençant d'abord avec les écoles situées dans les régions où il y a eu moins de stages dans les dernières éditions. Dans le même ordre d'idée, trois webinaires ont été organisés avec succès au cours de cette période avec la présence de près de 66 entreprises.

En parallèle, l'équipe du ROSEPH s'est aussi investie dans la conception d'un outil informatique qui permettrait de conduire le programme de façon plus aisée, efficace et efficiente. Cette plateforme, qui est à sa première version a été testée bien avant le début des inscriptions afin de s'assurer que les fonctionnalités de base étaient bien implémentées. Cette activité a nécessité la mobilisation des acteurs clés du DuoEmploi au ROSEPH. Une première version a pu être stabilisée bien avant que les inscriptions ne soient lancées officiellement. Par la même occasion, les nouveaux guides ont été mis à jour et préparés d'avance afin d'être prêts à être envoyés au moment opportun.

Une fois les inscriptions lancées, toute l'équipe s'est mobilisée en tenant compte de la disponibilité et des priorités. A cet effet, un schéma organisationnel a été mis en place, décrivant en détail la part de responsabilité et l'intervention de chaque membre de l'équipe. La phase d'inscription a nécessité un nombre restreint des employés du ROSEPH, à qui une licence supplémentaire a été accordée sur Microsoft pour l'utilisation de l'outil mis en place pour le DuoEmploi. Par la suite, entre le début et la fin du mois de mai, l'équipe du ROSEPH, conjointement avec l'implication de quelques de ses organismes membres qui ont pris le relais dans leurs régions respectives, s'est dédiée à l'organisation des jumelages, une tâche qui se fait selon le profil des candidats, leurs limitations, le type de stage offert, les dates disponibles, la distance à parcourir pour se rendre à l'entreprise, etc. Cette phase constitue l'activité phare du DuoEmploi et est marquée par la contribution de tous les membres de l'équipe du ROSEPH.

Dans cette même période, il est important de mentionner que l'équipe du ROSEPH, s'est investie aussi dans le suivi des inscriptions du DuoEmploi. En effet, toutes les semaines durant le déroulement du DuoEmploi, un rapport de suivi est envoyé au MESS puis un suivi par le biais de la page web du DuoEmploi qui est mise à jour.

Entre le 1er et le 7 juin, lors de la semaine québécoise des personnes handicapées, les stages ont eu lieu en milieu d'entreprise. Les entreprises et les stagiaires sont restés en

contact avec le ROSEPH, selon leurs besoins. À la fin, un total de 208 stages a été comptabilisé. Un record encore atteint par le travail de l'équipe du ROSEPH en collaboration avec les membres investis dans le programme.

Une autre activité essentielle a été la préparation et l'envoi des attestations nominatives de participation, tant pour les stagiaires que pour les entreprises. Cette tâche, effectuée par courriel, vise à valoriser l'engagement des participants dans une initiative en faveur de la diversité, en facilitant le rapprochement entre des individus désireux de mettre en avant leurs compétences et les employeurs.

Par ailleurs, la mise à jour du badge, des guides de participation ainsi que des différents visuels partagés en ligne ou en format physique, confère au programme une identité distincte. Cela contribue à créer un environnement attrayant, propice à inciter une large participation tant des employeurs que des personnes en situation de handicap.

Méthode de collecte et de traitement des données

Cette section est destinée à la description des différentes étapes et dispositions prises dans la collecte et l'enregistrement des données sur les inscriptions des stagiaires ainsi que les entreprises dans le cadre du DuoEmploi 2024.

Le déroulement du DuoEmploi se fait en deux phases successives. Une première étape consiste à l'enregistrement des inscriptions, ensuite s'enchaîne le jumelage des stagiaires et des entreprises. Les stagiaires, comme les entreprises, s'inscrivent à travers un formulaire disponible sur le site du ministère durant la période destinée aux inscriptions. Les données sont par la suite acheminées vers le ROSEPH par courriel sur un support Word. Les données reçues sont, par la suite, saisies dans une application Power App de la suite Microsoft, paramétrée exclusivement pour le projet DuoEmploi. Les renseignements collectés à travers le site du ministère sont, par la suite, renchériss par plus d'informations à travers une discussion avec les stagiaires et les entreprises au besoin, par téléphone. Ces informations supplémentaires sont collectées dans le but de connaître davantage les besoins des stagiaires et des entreprises afin de mener à bien le jumelage. Une fois les besoins des participants (stagiaires et entreprises) cernés et les inscriptions finies, la phase suivante est le jumelage. Pour ce fait, un système de traitement et de maintenance des données est mis en place, afin de faciliter le travail du personnel affecté au projet. La vérification de l'exactitude des données est faite tout au long du DuoEmploi par les membres du personnel, actifs sur le projet.

Excel est utilisé pour le traitement des données. Au cours du DuoEmploi, des statistiques sont produites pour un suivi hebdomadaire avec les partenaires du projet. Par ailleurs, une fois le projet terminé, un processus de contrôle et de traitement des données plus approfondi est fait, incluant la vérification des données manquantes, des désistements, des inadmissibles, Aussi, afin de s'assurer d'une bonne qualité des données pour la production des rapports, une étape d'apurement a été introduite. Lors de cette étape, il était question de vérifier la cohérence globale des inscriptions des stagiaires et des entreprises. Par la suite, les données sur les stagiaires sont anonymisées afin de produire des agrégats. Dans ce cadre, une analyse exclusivement descriptive a été adoptée dans les rapports produits.

Vue globale sur le DuoEmploi 2024

L'édition 2024 du DuoEmploi a enregistré au total 669 inscriptions dont 299 entreprises et 370 stagiaires. Cependant, parmi 370 stagiaires inscrits, 20 sont inadmissibles. Par ailleurs, on compte au total 10 entreprises adaptées parmi toutes les entreprises ayant été inscrites.

Le tableau ci-dessous (Tableau 1) donne la répartition des inscriptions suivant les régions administratives. La région de Montréal est celle qui enregistre le plus de participations (70 stagiaires inscrits et admissibles et 77 entreprises). Elle est suivie par les régions de la Montérégie (52 stagiaires inscrits et admissibles et 39 entreprises), du Centre du Québec (48 stagiaires inscrits et admissibles et 27 entreprises), la Capitale-Nationale (29 stagiaires inscrits et admissibles et 42 entreprises). Cependant, les régions comme la Côte-Nord (0 stagiaire inscrit et admissible et 2 entreprises), Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (1 stagiaire inscrit et admissible et 2 entreprises), Nord-du-Québec (0 stagiaire inscrit et admissible et 2 entreprises) sont celles qui enregistrent le moins de participations).

Tableau 1 : Répartition des inscriptions suivant les régions administratives

	Stagiaires inscrits admissibles (nb)			Entreprises adaptées inscrites (nb)		
	Oui	Non	Total	Non	Oui	Total
01. Bas-Saint-Laurent	1	-	1	10	1	11
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2	4	6	-	6
03. Capitale-Nationale	29	1	30	41	1	42
04. Mauricie	24	-	24	16	-	16
05. Estrie	8	-	8	5	-	5
06. Montréal	70	13	83	77	-	77
07. Outaouais	29	1	30	12	2	14
08. Abitibi-Témiscamingue	11	-	11	7	-	7
09. Côte-Nord	-	-	-	1	1	2
10. Nord-du-Québec	-	-	-	3	-	3
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	-	1	2	-	2
12. Chaudière-Appalaches	7	-	7	4	2	6
13. Laval	31	2	33	24	-	24
14. Lanaudière	8	-	8	4	-	4
15. Laurentides	29	-	29	14	-	14
16. Montérégie	52	-	52	38	1	39
17. Centre-du-Québec	48	1	49	25	2	27
Ensemble	350	20	370	289	10	299

La répartition des stages demandés et offerts suivant les régions administratives suit la tendance de la répartition des inscriptions. En effet, la région de Montréal reste celle qui enregistre le plus de stages demandés (176) et offerts (126). Elle est ensuite suivie par la région de la Montérégie avec 137 stages demandés et 60 stages offerts, la région du Centre du Québec avec 98 stages demandés et 65 stages offerts et de la Capitale Nationale avec 76 stages demandés et 61 stages

offerts. Par ailleurs les régions comme la Côte-Nord, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le Nord du Québec sont celles qui ont offert et demandé le moins de stages.

Tableau 2 : Répartition des stages offerts par les entreprises et des stages demandés suivant les régions administratives

	Stages demandés	Stages offerts		Total
		Entreprises	Entreprises adaptées	
01. Bas-Saint-Laurent	3	14	2	16
02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	5	8	-	8
03. Capitale-Nationale	76	58	3	61
04. Mauricie	51	27	-	27
05. Estrie	13	9	-	9
06. Montréal	176	126	-	126
07. Outaouais	67	21	3	24
08. Abitibi-Témiscamingue	25	10	-	10
09. Côte-Nord	-	2	1	3
10. Nord-du-Québec	-	7	-	7
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	2	-	2
12. Chaudière-Appalaches	17	6	5	11
13. Laval	82	27	-	27
14. Lanaudière	21	10	-	10
15. Laurentides	72	18	-	18
16. Montérégie	137	58	2	60
17. Centre-du-Québec	98	56	9	65
Ensemble	846	459	25	484

Une fois les inscriptions enregistrées, suit le jumelage des stagiaires avec les employeurs. Le tableau suivant présente la répartition des récipiendaires¹ du DuoEmploi 2024. Étant donné qu'un stagiaire peut faire plus d'un stage et un employeur accueillir plus d'un stagiaire, au total, 176 stagiaires ont fait au moins un stage pour 181 employeurs. À l'exception du Bas-Saint-Laurent et du Saguenay–Lac-Saint-Jean, toutes les régions administratives ont enregistré au moins un stagiaire récipiendaire et/ou une entreprise récipiendaire. La région de Montréal reste toujours celle qui enregistre le plus de récipiendaires (34 stagiaires soit 19% et 48 employeurs soit 26%). Par ailleurs, la Montérégie compte 25 employeurs soit 14% employeurs récipiendaires et 30 stagiaires récipiendaires soit 17%. La région du Centre-du-Québec quant à elle, enregistre 28 stagiaires récipiendaires soit 16% et 16 employeurs récipiendaires soit 11%. Il convient en revanche de préciser que les régions du Bas-Saint-Laurent et du Saguenay–Lac-Saint-Jean comptent respectivement un employeur récipiendaire et aucun employeur récipiendaire. La région du Bas-Saint-Laurent compte un employeur et aucun stagiaire récipiendaire parce qu'un stagiaire peut faire son stage dans une région administrative autre que celle où il réside (l'entreprise peut respectivement accueillir un stagiaire venant d'une région administrative autre que la région où il se trouve).

¹ Les récipiendaires sont les stagiaires ou employeurs ayant été jumelés lors du DuoEmploi

Tableau 3 : Réparation des stagiaires et entreprises récipiendaires du DuoEmploi 2024

	Stagiaires		Entreprises	
	n	%	n	%
01. Bas-Saint-Laurent	-	-	1	1%
02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	-	-	-
03. Capitale-Nationale	10	6%	18	10%
04. Mauricie	11	6%	10	6%
05. Estrie	6	3%	5	3%
06. Montréal	34	19%	48	27%
07. Outaouais	13	7%	8	4%
08. Abitibi-Témiscamingue	5	3%	6	3%
09. Côte-Nord	-	-	-	-
10. Nord-du-Québec	-	-	-	-
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	1%	2	1%
12. Chaudière-Appalaches	6	3%	4	2%
13. Laval	18	10%	19	10%
14. Lanaudière	5	3%	2	1%
15. Laurentides	9	5%	13	7%
16. Montérégie	30	17%	25	14%
17. Centre-du-Québec	28	16%	20	11%
Ensemble	176	100%	181	100%

Au total, 208 stages ont été réalisés au cours de l'édition du DuoEmploi 2024. La région de Montréal reste toujours celle qui compte le plus de stages réalisés. En effet, la région de Montréal enregistre 49 stages réalisés soit 24% du total des stages réalisés. Par ailleurs, les employeurs de Montréal ont eu l'opportunité d'encadrer 41 stages soit 20% du total des stages. Les régions du Centre du Québec et de la Montérégie quant à elles, enregistrent respectivement 33 et 37 stages réalisés (soit 18% et 16% respectivement). En ce qui concerne les employeurs, ils ont eu l'opportunité d'encadrer 37 stages aussi bien dans la région du Centre du Québec que celle de la Montérégie. Cependant, il convient toutefois de préciser que ce sont les régions comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Chaudière-Appalaches, l'Abitibi-Témiscamingue et l'Estrie qui comptent le moins de stages réalisés au cours de l'édition du DuoEmploi 2024. Par ailleurs, les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et du Saguenay–Lac-Saint-Jean ne comptent aucun stage réalisé.

Tableau 4 : Répartition des stages jumelés lors du DuoEmploi 2024

	Stagiaires		Entreprises	
	n	%	n	%
01. Bas-Saint-Laurent	-	-	1	-
02. Saguenay–Lac-Saint-Jean	-	-	-	-
03. Capitale-Nationale	14	7%	12	6%
04. Mauricie	14	7%	14	7%
05. Estrie	6	3%	6	3%
06. Montréal	49	24%	41	20%
07. Outaouais	12	6%	13	6%
08. Abitibi-Témiscamingue	6	3%	6	3%
09. Côte-Nord	-	-	-	-
10. Nord-du-Québec	-	-	-	-
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	0%	1	0%
12. Chaudière-Appalaches	5	2%	6	3%
13. Laval	17	8%	18	9%
14. Lanaudière	3	1%	5	2%
15. Laurentides	11	5%	12	6%
16. Montérégie	33	16%	37	18%
17. Centre-du-Québec	37	18%	37	18%
Total général	208	100%	208	100%

Profil des stagiaires

Dans cette section nous présentons le profil des stagiaires ayant participé au DuoEmploi durant l'édition 2024. Pour ce fait, dans un premier temps, nous nous intéresserons au profil des stagiaires inscrits et admissibles puis par la suite au profil des stagiaires ayant participé à au moins un stage lors de l'édition.

Profil des stagiaires ayant participé au DuoEmploi 2024

Les participants au DuoEmploi 2024 sont majoritairement jeunes. En effet, plus de 61% des stagiaires inscrits et admissibles ont moins de 34 ans. Par ailleurs, seulement 11% des participants admissibles ont plus de 55 ans. Les stagiaires sont en grande partie de sexe masculin (58%). Les stagiaires de sexe féminin représentent 41%. Les types de handicap déclarés par les stagiaires sont en majorité la déficience physique (21%), la déficience neurologique (17%), le TSA (17%), la déficience mixte² (16%), le trouble de santé mentale (12%).

Tableau 5 : Profil des stagiaires ayant participé au DuoEmploi 2024

		n	%
Sexe	Féminin (F)	143	41%
	Masculin (M)	202	58%
	Autre	5	1%
	Ensemble	350	100%
		n	%
Tranches d'âge	16-17 ans	32	9%
	18-34 ans	181	52%
	35-54 ans	97	28%
	55 ans et plus	40	11%
	Ensemble	350	100%
		n	%
Type de handicap	Déficience auditive	14	4%
	Déficience intellectuelle	25	8%
	Déficience mixte	53	16%
	Déficience neurologique	56	17%
	Déficience physique	67	21%
	Déficience visuelle	10	3%
	Trouble de santé mentale	40	12%
	Trouble du langage	3	1%
	TSA	56	17%
	Ensemble	324³	100%

² La déficience mixte est une déficience déclaré par les participants qui présente plus d'un handicap visible ou non

³ Données manquantes sur le type de déficience pour six stagiaires inscrits et admissibles au DuoEmploi

Profil des stagiaires ayant eu un stage au cours du DuoEmploi 2024

Le tableau suivant présente le profil des stagiaires ayant fait au moins un stage lors du DuoEmploi 2024. L'analyse de ce tableau montre bien que le profil des stagiaires récipiendaires reste semblable à celui de l'ensemble des stagiaires. En effet, les récipiendaires sont en grande partie des stagiaires de sexe masculin (53%) et en grande partie jeunes (58% ayant entre 16 et 34 ans).

Tableau 6 : Profil des stagiaires récipiendaires au DuoEmploi 2024

		n	%
Sexe	Féminin (F)	81	46%
	Masculin (M)	93	53%
	Autre	2	1%
	Ensemble	176	100%
Tranches d'âge		n	%
	16-17 ans	16	9%
	18-34 ans	86	49%
	35-54 ans	53	30%
	55 ans et plus	21	12%
	Ensemble	176	100%
Type de handicap		n	%
	Déficiência auditive	8	5%
	Déficiência intellectuelle	9	5%
	Déficiência mixte	33	19%
	Déficiência neurologique	32	19%
	Déficiência physique	30	17%
	Déficiência visuelle	6	3%
	Trouble de santé mentale	20	12%
	Trouble du langage	1	1%
	TSA	33	19%
	Ensemble	172	100%

Profil des entreprises

Cette partie présente le profil des employeurs ayant participé au DuoEmploi de l'édition 2024. Nous nous intéressons principalement au secteur d'activité des employeurs ainsi qu'à leur domaine d'activité.

Profil des employeurs ayant participé au DuoEmploi 2024

Le tableau suivant présente le profil des employeurs inscrits au DuoEmploi. L'analyse du tableau montre que les employeurs du secteur privé ont offert plus de 51% des stages et ceux du secteur public ont proposé plus de 49% des stages. Parmi tous les secteurs d'activité, la fonction publique reste l'employeur majoritaire avec 98 structures inscrites soit 33%. La fonction publique est suivie par le secteur du commerce de détail avec 38 structures soit 13% du total des employeurs inscrits. Les secteurs de la gestion de société et d'entreprises et de l'immobilier sont inexistantes parmi les participants.

Tableau 7 : Profil des employeurs ayant participé au DuoEmploi 2024

		n	%
Secteur d'activité	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3	1%
	2. Arts, spectacles et loisirs	9	3%
	3. Autres services (OBNL, soins personnels, entretien, etc.)	19	6%
	4. Commerce de détail	38	13%
	5. Commerce de gros	5	2%
	6. Construction	2	1%
	8. Fabrication (usines, manufacture)	20	7%
	9. Finance et assurances	3	1%
	10. Fonction publique	98	33%
	11. Gestion de société et d'entreprises	-	-
	12. Hôtellerie et hébergement	6	2%
	13. Industrie de l'information et le divertissement	15	5%
	14. Services d'enseignement	12	4%
	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des déchets, etc.)	5	2%
	16. Services de restauration	3	1%
	17. Services de santé et assistance sociale	34	11%
	18. Service immobilier	-	-
	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	22	7%
	20. Transport et entreposage	5	2%
	Ensemble	299	100%
Type d'employeur		n	%
	Employeur privé	153	51%
	Employeur public	146	49%
	Ensemble	299	100%

Profil des employeurs ayant reçu au moins un stagiaire au cours du DuoEmploi 2024

La répartition des employeurs ayant reçu au moins un stagiaire suivant le secteur d'activité, suit celle de la répartition précédente (tableau 7). En revanche, en ce qui concerne le domaine d'activité, contrairement au tableau précédent il s'agit en grande majorité des employeurs du secteur public qui ont accueilli des stagiaires (97 employeurs soit 53% contre 85 employeurs du secteur privé soit 47%).

En ce qui concerne les secteurs d'activité, la fonction publique reste le secteur ayant accueilli le plus de stagiaires soit 38% des employeurs. Elle est toujours suivie par le secteur du commerce en détail avec 13% des employeurs. Certains secteurs d'activité comme ceux des services d'enseignement ou de restauration, celui de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse, restent parmi ceux ayant accueilli le moins de stagiaires durant l'édition du DuoEmploi 2024.

Tableau 8 : Profil des employeurs récipiendaires du DuoEmploi 2024

		n	%
Secteur d'activité	1. Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1%
	2. Arts, spectacles et loisirs	6	3%
	3. Autres services (OBNL, soins personnels, entretien, etc.)	11	6%
	4. Commerce de détail	23	13%
	5. Commerce de gros	3	2%
	8. Fabrication (usines, manufacture)	10	5%
	9. Finance et assurances	3	2%
	10. Fonction publique	69	38%
	11. Gestion de société et d'entreprises	-	-
	12. Hôtellerie et hébergement	4	2%
	13. Industrie de l'information et le divertissement	7	4%
	14. Services d'enseignement	2	1%
	15. Services publics (électricité, gaz, gestion des déchets, etc.)	2	1%
	16. Services de restauration	1	1%
	17. Services de santé et assistance sociale	22	12%
	18. Service immobilier	-	-
	19. Services professionnels, scientifiques et techniques	15	8%
	20. Transport et entreposage	3	2%
	Ensemble	182	100%
Type d'employeur		n	%
	Employeur privé	85	47%
	Employeur public	97	53%
	Ensemble	182	100%

Bilan de la campagne 2024 : défis, améliorations à apporter et points positifs

Le programme DuoEmploi a suscité à la fois des défis et des points positifs significatifs. D'une part, l'un des principaux défis réside dans la recherche de jumelages parfaits pour les participants. En effet, les principaux critères utilisés lors du jumelage sont entre autres, le secteur à explorer, les disponibilités ainsi que la région d'appartenance. Nous avons constaté lors des activités, que pour la majorité des régions, le nombre de stages demandés est largement supérieur (deux fois plus) à celui des stages offerts. Ainsi, pour des régions avec peu d'entreprises participantes, il est difficile de trouver le poste parfait pour un participant. De plus, pour certains métiers spécialisés (psychologue, sexologue, ...) il a été difficile et presque impossible, de trouver des structures inscrites qui offrent ces catégories de stages.

Cependant, ces obstacles sont contrebalancés par des résultats encourageants. En effet, le programme a connu un progrès significatif en termes de stages réalisés et de participants impliqués. De plus, les retours d'expérience ont montré une satisfaction des participants, ce qui témoigne de l'impact positif du programme sur le plan personnel et professionnel. Cette dynamique ouvre la voie à des améliorations continues et à une expansion future des initiatives proposées.

En ce qui concerne les points à améliorer, ils sont multiples. Cependant les plus importants peuvent être résumés en ces points :

- Lors des inscriptions, des stagiaires ont trouvé que les questions sur les champs d'intérêts et les secteurs d'activité étaient redondantes. Pour d'autres, les deux champs pouvaient être confus.
- Il serait aussi important d'avoir une question sur la région administrative à laquelle l'entreprise inscrite appartient. Cela nous permettrait d'investir le temps que l'équipe met à chercher la région d'appartenance de l'entreprise (ce qui pourrait être aussi sujet d'erreur) dans la discussion avec les employeurs en vue d'avoir des informations supplémentaires.

Conclusion

En conclusion, le DuoEmploi s'affirme comme un instrument efficace pour favoriser les rencontres entre les entreprises et les personnes en situation de handicap lors de stages exploratoires d'une journée. Ce dispositif permet non seulement aux participants de démontrer leurs compétences, mais il offre également aux entreprises l'opportunité de découvrir une source précieuse de main-d'œuvre.

L'édition 2024 a révélé des statistiques remarquables en établissant de nouveaux records en matière de stages réalisés et marquant une avancée significative avec la participation de toutes les 17 régions et la réalisation des stages au total dans 14 régions administratives du Québec. Pour un nombre de 208 stages réalisés, c'est une augmentation de près de 52% des stages réalisés, par rapport à l'édition précédente où on enregistrait 137 stages réalisés. Cette tendance croissante témoigne non seulement de la notoriété du programme, mais également de l'efficacité de sa promotion, consolidant ainsi sa position de référence pour le rapprochement entre employeurs et personnes en situation de handicap.

De plus, ce programme enrichit la visibilité des services offerts par le ROSEPH et ses membres, permettant une captation potentielle de nouveaux clients et l'exploitation des ressources mises à disposition par notre réseau. Les entreprises, quant à elles, bénéficient d'une gamme variée de services, facilitant leur engagement dans cette initiative.

Les leçons tirées de cette édition offriront aux partenaires gérant le programme, une occasion d'identifier les réussites tout en restant vigilants face aux défis qui se présentent.

Fort du succès de l'édition de l'année 2024 dans l'atteinte de la cible visée, les trois partenaires impliqués seront mieux préparés à planifier l'événement dans l'année à venir, en veillant à ce que la planification, la promotion et la communication soient optimisées pour atteindre des objectifs toujours plus ambitieux.

Ainsi, le programme DuoEmploi se révèle être un événement gagnant pour l'ensemble des acteurs concernés, qu'il s'agisse des personnes en situation de handicap, des entreprises, du ROSEPH et de ses membres, du CPQ et du gouvernement du Québec qui, par l'intermédiaire du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, soutient cette initiative essentielle pour la réalisation de ses objectifs sociaux et politiques.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	525, boul. René-Lévesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais : 1 888 528-7741	Télec. : 418 529-3102
---------------	--	--	-----------------------

Montréal	2045, rue Stanley Bureau 900 Montréal (Québec) H3A 2V4	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais : 1 888 528-7741	Télec. : 514 844-6170
-----------------	--	--	-----------------------

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).